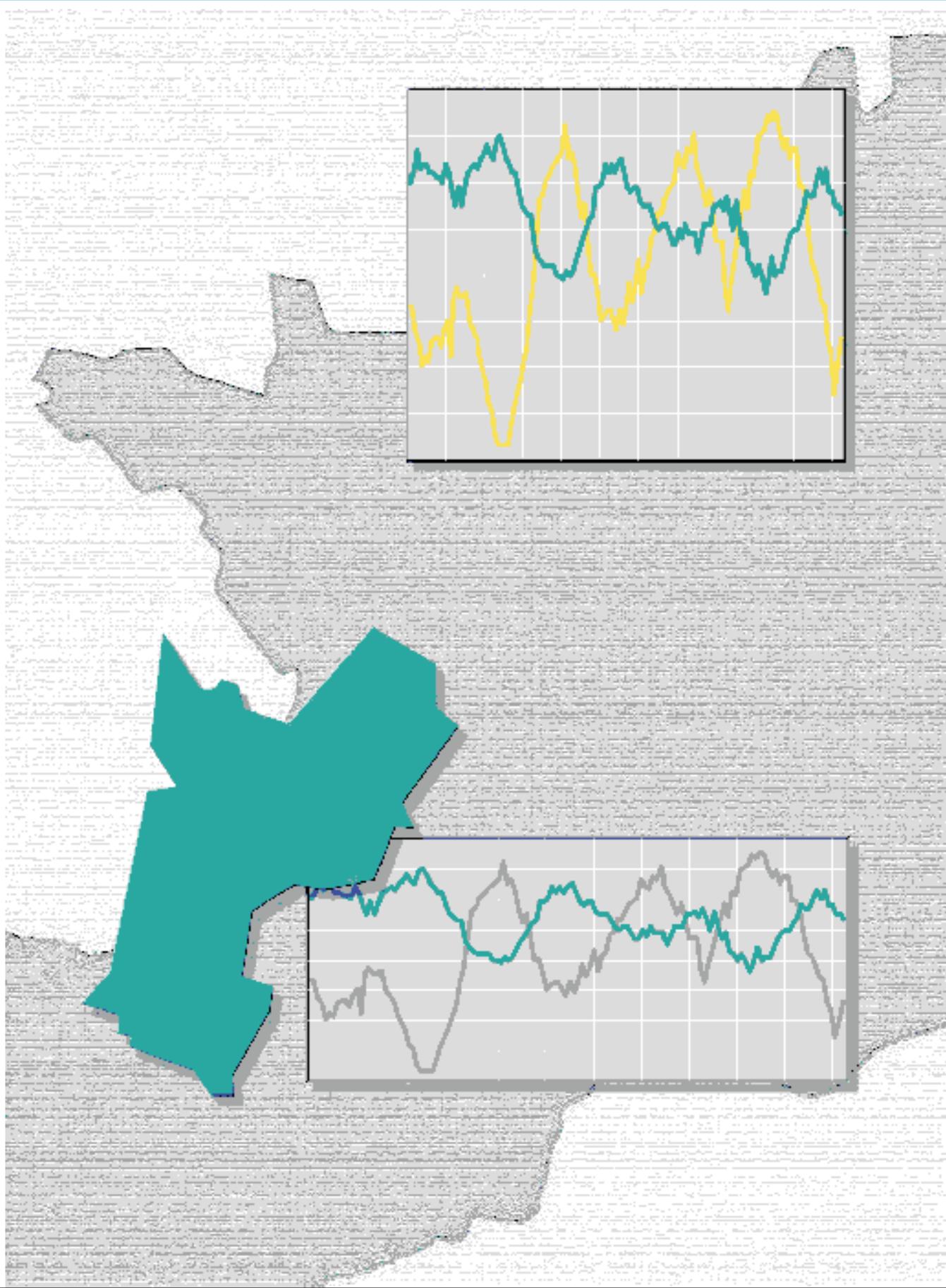


# NOTE DE CONJONCTURE RÉGIONALE 2008

Août 2009



**INSEE**  
AQUITAINE  
INSTITUT NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE  
ET DES ÉTUDES  
ÉCONOMIQUES

---

---

*Ce dossier, issu du rapport annuel destiné au Conseil économique et social régional (CESR), a été réalisé par l'INSEE Aquitaine sous la responsabilité d'Élisabeth NADEAU, chef de projet.*

*Auteurs : Cécile BOLLIER, Florence MATHIO, Yvette WILLM*

---

---

### La synthèse

**L'économie française** : En 2008, l'économie mondiale passe du ralentissement à la récession ; l'activité se contracte dans tous les pays, dont la France. La contraction de l'économie mondiale se poursuivrait en 2009 avec une intensité plus modérée. En France, les pertes d'emploi continueraient et le chômage progresserait fortement. 5

**Les principales tendances économiques en Aquitaine** : Les effets de la crise ressentis surtout à compter du troisième trimestre 2008 en Aquitaine. En 2009, en plus de la crise, la tempête sur la région. 8

*Pour en savoir plus* 10

### Les grandeurs de cadrage

**Emploi salarié** : Une dégradation de l'emploi aquitain en 2008 moins défavorable qu'au niveau national 11

**Marché du travail** : Forte hausse du chômage au cours de l'année 2008 et début 2009 16

**Commerce extérieur** : La chute du commerce mondial pénalise les échanges en 2008 ; en Aquitaine les exportations chutent en fin d'année 2008 et début 2009 19

*Pour en savoir plus* 22

### Les secteurs d'activité

**Agriculture** : 2008, des conditions difficiles, un revenu en baisse ; 2009, la tempête Klaus en janvier 23

**Industrie** : La conjoncture apparaît moins dégradée en juin 2009, mais les perspectives restent moroses 26

**Construction** : Net repli pour la construction en 2008 et début 2009 28

La place des services dans l'économie aquitaine au 1<sup>er</sup> janvier 2008 31

**Transports** : De plus en plus de voyageurs dans les TER et dans les avions en 2008 32

**Activité commerciale** : Une hausse du nombre d'établissements dans le commerce grâce au commerce de gros 35

**Services aux entreprises** : Les services aux entreprises, une forte hausse des défaillances d'entreprises en 2008 36

**Tourisme** : Des obstacles pour le tourisme aquitain : les difficultés économiques et la météo 37

*Pour en savoir plus* 41

### Les statuts d'activité

**Artisanat, Professions libérales** 42

**Économie sociale** : un salarié sur dix 43

*Pour en savoir plus* 44

**Rédaction achevée le 23 juin 2009**



### **En 2008, l'économie mondiale passe du ralentissement à la récession ; l'activité se contracte dans tous les pays, dont la France.**

*En 2008<sup>1</sup>, l'économie mondiale bascule dans la récession. La crise financière partie des États-Unis s'amplifie et se propage. Les conditions de financement des ménages et des entreprises se durcissent dans tous les pays.*

*La France, comme les autres pays industrialisés, souffre de la crise mondiale. L'activité recule à compter du printemps et ce recul s'accroît à l'automne. La faiblesse de l'activité est principalement due à la forte décélération de la demande intérieure : la consommation ralentit et l'investissement marque le pas. Le mouvement de déstockage, particulièrement prononcé en fin d'année, pénalise aussi la croissance.*

*La baisse de l'activité se concrétise par une perte de 93 000 emplois et une hausse du chômage.*

*Les échanges extérieurs sont affectés. Les exportations cessent de croître, et le ralentissement des importations est plus prononcé encore.*

*L'inflation progresse. Le pouvoir d'achat des ménages ralentit fortement et leur taux d'épargne se replie un peu.*

La crise financière initiée aux États-Unis sur le marché des « prêts subprimes » (*prêts hypothécaires aux emprunteurs les plus risqués*) en 2007 se propage à l'ensemble des marchés financiers dans le monde. Cette crise financière se transmet à l'économie réelle, aussi l'activité mondiale se replie en 2008. Elle ralentit en début d'année et en fin d'année la production recule.

La nette contraction de l'activité et de la demande s'accompagne de la chute du commerce mondial. Celle-ci touche particulièrement les économies dont la croissance est très dépendante des exportations, notamment le Japon et l'Allemagne.

Cette chute des débouchés à l'exportation a des conséquences aussi sur l'activité des pays émergents (Sud-Est asiatique, Russie).

#### **Retournement de conjoncture en France dès le printemps**

La France n'échappe pas au repli général. En 2008, l'activité se retourne à la baisse à compter du printemps et ce recul

s'accroît à l'automne. Le PIB ne progresse que de 0,3 %. La demande intérieure ralentit sensiblement (+0,7 % en 2008 contre 3,0 % en moyenne entre 2004 et 2007). Les dépenses de consommation des ménages n'augmentent que de 0,9 % (2,4 % en 2007). L'investissement total stagne (0,6 %).

Au ralentissement de la demande intérieure s'ajoute celui de la demande extérieure. Les exportations (en volume), affectées par le ralentissement du commerce mondial, stagnent et les importations progressent faiblement.

#### **La production automobile très touchée**

L'activité ralentit dans presque toutes les branches. L'industrie manufacturière, en particulier l'industrie automobile, est la plus affectée. La branche des biens de consommation et surtout celle des biens d'équipement résistent mieux, encore soutenues par le maintien d'une certaine demande.

La situation de la construction se retourne, tant pour le bâtiment que pour les travaux publics. L'activité des services décélère fortement sous le double effet du ralentissement industriel et de la moindre progression de la consommation.

En 2008, à compter du deuxième semestre, l'emploi dans les secteurs marchands diminue. Au total, 93 000 pertes d'emploi sont à déplorer sur l'année en France.

#### **Recul de l'investissement**

Le retournement de la demande conduit les entreprises à freiner leurs investissements et à déstocker massivement, spécialement dans l'automobile. L'investissement des entreprises non financières ralentit nettement à compter du printemps : en moyenne annuelle, il croît de 2,4 % après 8,6 % en 2007. Par ailleurs, les conditions de financement des entreprises se durcissent en 2008, conséquences de l'aggravation de la crise financière à la suite de la faillite de la banque d'affaires *Lehman Brothers* en septembre.

Le taux de marge des sociétés non financières baisse. L'activité des sociétés financières stagne.

Les prix à la consommation accélèrent (+ 2,8 %). Le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages fléchit nettement : 0,6 % après 3,1 % en 2007 et 2,6 % en 2006. Les ménages diminuent de 0,3 point leur taux d'épargne (15,3 %) ■

<sup>1</sup> L'Économie française, comptes et dossiers, édition 2009, juillet 2009, collection Insee Références

### **La contraction de l'économie mondiale se poursuivrait en 2009 avec une intensité plus modérée.**

#### **En France, les pertes d'emploi continueraient et le chômage progresserait fortement.**

*Le pire pourrait être passé entre la fin 2008 et le premier trimestre 2009<sup>2</sup>. Une possible sortie de récession se dessinerait au dernier trimestre 2009.*

*En effet, après une baisse d'activité déjà forte fin 2008 et encore accentuée au premier trimestre 2009 dans une majorité de pays, des signaux moins négatifs apparaissent au deuxième trimestre.*

*L'activité mondiale devrait continuer à se contracter, mais moins fortement au second semestre.*

*En France aussi, la situation devrait cesser de se dégrader, et le PIB devrait se stabiliser au dernier trimestre. Cela n'empêchera pas des pertes d'emploi importantes. Le chômage devrait fortement progresser au cours de l'année.*

*L'ampleur exacte de l'impact des politiques fiscales et monétaires de relance constitue le principal aléa de cette prévision.*

Début 2009, les inquiétudes sur la santé des banques se sont nettement apaisées et avec elles les tensions sur les marchés interbancaires. Les primes de risque, bien qu'encore élevées, ont également commencé à se replier sur les autres marchés financiers (financement des entreprises). La chute du commerce mondial, considérable à la fin de 2008 et au début de 2009, s'atténue nettement.

Au premier trimestre 2009, les économies avancées se sont contractées : - 2,1 % après un résultat de - 1,9 % au dernier trimestre 2008. Investissement et stocks ont fortement baissé, tandis que la consommation des ménages a été soutenue par trois facteurs : baisse des impôts, hausse des prestations sociales et baisse des prix à la consommation.

En France, l'activité s'est repliée de 1,2 %, un recul important, mais moins prononcé que chez ses partenaires.

#### **La situation cesserait de se dégrader**

L'activité devrait se replier moins fortement au deuxième trimestre dans l'ensemble des pays avancés. À l'horizon de la fin 2009, leurs économies continueraient de se contracter, mais à un rythme de plus en plus modéré, comme le suggère l'amélioration progressive des

indicateurs conjoncturels. Le PIB baisserait de 0,8 % au deuxième trimestre, puis de 0,5 % et de 0,2 % aux troisième et quatrième trimestres.

Les entreprises, ne craignant plus autant de ne pas disposer des financements nécessaires, réduiraient leurs investissements moins drastiquement qu'au premier semestre. En outre, à la fin du premier semestre, elles auraient ramené leurs stocks à un niveau plus en ligne avec une demande réduite : ceux-ci ne pèseraient plus guère sur la croissance au second semestre. Enfin, la montée en puissance des plans de relance soutiendrait l'investissement public et la demande des ménages.

Néanmoins, l'activité baisserait encore dans les grandes économies au second semestre.

#### **Effets retardés sur l'emploi**

Les importantes pertes d'activité enregistrées jusque-là produiraient des effets retardés. Tout d'abord, la baisse de l'emploi, qui accompagne généralement avec un certain retard celle de l'activité, a à peine commencé dans certains pays, comme l'Allemagne ou l'Italie. Même lorsqu'elle est bien amorcée comme dans les pays anglo-saxons ou en France, elle n'est pas pour autant achevée. Ensuite, la chute de l'activité laisse les entreprises avec des surcapacités considérables : bien qu'amorti, le repli de l'investissement devrait donc se poursuivre au second semestre en France comme dans les autres pays avancés.

#### **En France, 592 000 pertes d'emplois**

En France, l'emploi, et surtout l'emploi intérimaire, a commencé à baisser au deuxième semestre 2008. Cette baisse s'accentuerait en 2009, en raison d'un repli de l'activité encore plus fort à la fin 2008 et au début 2009. L'emploi salarié marchand non agricole diminuerait ainsi de 700 000 postes en 2009, après une suppression de 141 000 en 2008. Il descendrait en fin d'année à son niveau le plus bas depuis 2000. A contrario, l'emploi salarié non marchand continuerait d'augmenter. Mais il n'atténuerait que faiblement la baisse de l'emploi total, qui atteindrait 592 000 postes sur l'ensemble de l'année 2009.

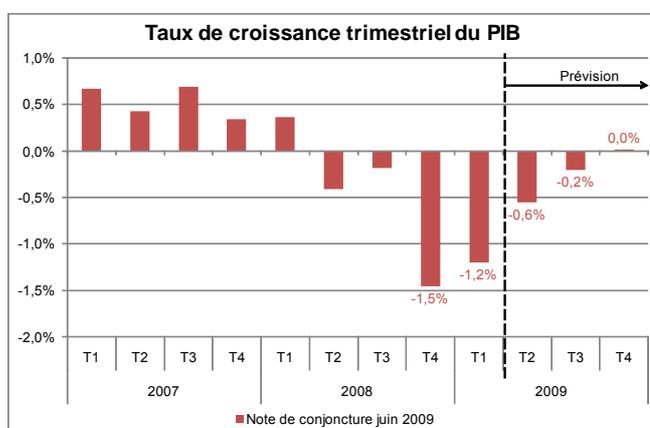
<sup>2</sup> Note de conjoncture Insee Juin 2009

### Le chômage progresse

Au premier trimestre 2009, le taux de chômage est remonté à 8,7% en France métropolitaine. Le marché du travail continuerait de se dégrader et le taux de chômage atteindrait 10,1 % au quatrième trimestre 2009 en France métropolitaine (10,5 % si l'on ajoute les Dom).

### Recul du PIB de 3 %

En France, le PIB ne reculerait plus que de 0,6 % au deuxième trimestre, puis de 0,2 % avant de se stabiliser au quatrième. Sur l'ensemble de l'année, le recul atteindrait 3,0 %.



Les prix à la consommation affichent un repli de 0,3 % sur un an (mai 2008 à mai 2009). Il faut remonter à 1957 pour retrouver une telle baisse annuelle des prix.

### Des aléas autour du scénario Insee

Parce que la récession actuelle présente des caractéristiques largement inédites, les aléas autour du scénario Insee sont inhabituellement importants. D'une part, les précédents historiques montrent que les sorties de crise financière comme les sorties de récession mondiale, deux caractéristiques présentes simultanément aujourd'hui, sont en général plus lentes que les autres fins de récession. Ce pourrait de nouveau être le cas, notamment si l'ajustement de l'emploi et de l'investissement au recul de l'activité se révélait plus intense que celui inscrit dans ce scénario. Mais d'autre part, les précédents historiques ne permettent pas d'exclure un scénario de redémarrage de la croissance plus précoce qu'attendu, si, comme c'est souvent le cas en phase de retournement, se mettait en route une dynamique auto-entretenu : les premiers signes de rebond peuvent s'accompagner d'un retour de la confiance qui peut à son tour inciter les agents à engager de nouvelles dépenses ■

### Une récession 2009 qui perdrait en intensité

(aux prix de l'année précédente, chaînés, données cvs-cjo, moyennes trimestrielles ou annuelles, en %)

	(poids en 2000)	2007				2008				2009				2007	2008	2009
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
<b>PIB</b>	(100 %)	0,7	0,4	0,7	0,3	0,4	-0,4	-0,2	-1,5	-1,2	-0,6	-0,2	0,0	2,3	0,3	-3,0
Importations	(28 %)	1,0	1,8	1,8	-0,8	1,1	-1,0	0,5	-3,0	-5,3	-2,9	-1,2	-0,3	5,4	0,6	-10,1
Dépenses de consommation des ménages	(54 %)	0,7	0,6	0,9	0,5	-0,2	0,0	0,1	0,2	0,2	0,3	0,1	0,1	2,4	0,9	0,7
Dépenses de consommation des administrations	(24 %)	0,4	0,5	0,3	0,1	0,2	0,4	0,6	0,3	0,1	0,5	0,5	0,5	1,6	1,3	1,4
FBCF totale dont	(19 %)	2,1	0,7	1,1	1,5	0,9	-1,5	-1,1	-2,4	-2,3	-1,8	-1,3	-0,9	6,5	0,4	-7,0
ENF-entreprises non financières	(11 %)	2,8	0,9	1,8	1,9	1,8	-1,5	-0,3	-2,7	-3,2	-2,7	-2,3	-1,3	8,6	2,4	-8,9
Ménages	(5 %)	1,5	0,8	0,8	1,2	0,1	-1,3	-2,8	-2,6	-1,5	-1,2	-1,2	-1,2	5,5	-1,4	-6,9
Exportations	(29 %)	0,1	1,0	1,2	-0,1	2,0	-2,7	-0,1	-4,6	-6,0	-3,8	-1,8	-0,8	2,5	-0,5	-13,5
<b>Contributions à l'évolution du PIB (en points de PIB)</b>																
Demande intérieure hors stocks		0,9	0,6	0,8	0,6	0,1	-0,2	0,0	-0,4	-0,4	-0,1	-0,1	0,0	3,0	0,9	-0,8
Variations de stocks		0,0	0,1	0,1	-0,5	0,0	0,2	0,0	-0,7	-0,8	-0,3	0,0	-0,1	0,0	-0,3	-1,5
Commerce extérieur		-0,2	-0,2	-0,2	0,2	0,2	-0,4	-0,2	-0,4	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,8	-0,3	-0,6

Source : Insee - Comptes de la nation

Note conjoncture du 19 juin 2009

prévisions

France : Equilibre ressources - emplois en volume

### Les effets de la crise ressentis surtout à compter du troisième trimestre 2008 en Aquitaine. En 2009, en plus de la crise, la tempête sur la région

*La crise économique et financière mondiale n'a pas épargné la région Aquitaine. Sa situation économique se détériore au cours de l'année 2008. L'évolution de l'emploi régional est certes moins défavorable qu'au niveau national. Néanmoins, le chômage augmente, et l'activité économique ralentit en fin d'année, en particulier dans la construction.*

*Dans les entreprises, malgré une certaine résistance, le retournement de conjoncture se fait sentir mi-2008. Les créations d'entreprises sont moins nombreuses et les défaillances d'entreprises augmentent plus qu'au niveau national.*

*Les exportations progressent nettement moins vite que les importations. Les immatriculations de véhicules neufs restent stables.*

*Au premier trimestre 2009, le taux de chômage aquitain s'établit à 8,4 %, et il devrait augmenter en cours d'année.*

*D'autres événements, en particulier la tempête Klaus de janvier, les orages du printemps viennent s'ajouter et assombrir l'économie régionale pour 2009.*

La région n'est pas épargnée par cette crise et la situation économique s'est détériorée durant l'année 2008 en particulier au second semestre. Cependant tous les indicateurs ne sont pas au rouge. La modestie de l'industrie régionale, la variété de l'économie, l'importance de l'économie résidentielle rendent sans doute l'Aquitaine un peu moins sensible que d'autres régions à ce contexte difficile.

#### **Solide assise financière des entreprises**

L'assise financière des entreprises<sup>1</sup> de la région s'avère solide, grâce au renforcement de leurs fonds propres ces dernières années alors que leur endettement reste contenu. En termes de rentabilité, l'industrie aquitaine présente, en outre, une avance par rapport au niveau national. Le degré d'ouverture des entreprises industrielles demeure un autre point fort de l'Aquitaine. Ces atouts permettent à l'économie régionale de conserver une activité soutenue en 2008, malgré le net retournement de conjoncture économique observé à partir du second semestre de l'année. Ce retournement se poursuit encore en mai 2009.

Mais le nombre de défaillances d'entreprises en Aquitaine augmente de 15,6 % en 2008 par rapport à l'année précédente, un peu plus qu'au niveau national. L'année 2008 est marquée aussi par un ralentissement du rythme des créations d'entreprises en Aquitaine comme en France, après plusieurs années de forte progression.

Les services aux entreprises, les services aux particuliers et le commerce sont les secteurs les plus créateurs. Et neuf entreprises sur dix se créent sans salarié.

#### **La situation de l'emploi se dégrade**

De décembre 2007 à décembre 2008, la progression de l'emploi salarié du secteur marchand non agricole, hors intérim, est de 0,4 %, d'après les résultats provisoires. Si l'on ajoute à cette évolution celle des effectifs dans l'intérim et dans l'agriculture, il est probable que l'emploi total aquitain recule légèrement sur l'année 2008. Au niveau national, les pertes d'emplois apparaissent dès le deuxième trimestre.

La situation en Aquitaine paraît donc légèrement moins défavorable qu'en France. La situation de l'emploi salarié marchand non agricole se détériore au troisième trimestre et se stabilise au quatrième.

Malgré un net repli, le marché du travail temporaire en Aquitaine affiche de moins mauvais résultats qu'au niveau national. Fin mars 2009, l'emploi intérimaire dans la région accuse un recul de 23 % sur un an, alors que le repli atteint 34 % sur l'ensemble du territoire (*données du pôle emploi*).

#### **Les services créateurs d'emploi**

Dans la région, les services créent encore des emplois. La construction est nettement moins dynamique que les années passées, mais elle résiste et crée des emplois sur l'année 2008, bien qu'elle en perde au dernier trimestre. Le nombre d'emplois dans le commerce fléchit. Le repli dans l'industrie reste modéré.

Les bénéficiaires des principales mesures du plan de cohésion sociale sont nettement moins nombreux qu'en 2007.

Les bénéficiaires aquitains du RMI en décembre 2008 sont moins nombreux qu'en décembre 2007. La baisse est de 2,7 % comme au niveau France métropole. En 2007, en Aquitaine, la diminution était plus vive et atteignait 9,7%.

<sup>1</sup> Source : Banque de France

### Davantage de chômeurs

Sur l'année 2008, le nombre de demandeurs d'emploi augmente fortement. Les plus touchés par cette détérioration sont les jeunes hommes et les personnes en recherche d'un emploi à temps plein en CDI.

La détérioration du marché du travail continue au premier trimestre 2009 : le taux de chômage régional s'établit à 8,4 %. L'Aquitaine fait partie des cinq régions dont le taux de chômage a le moins augmenté entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2009 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2009.

Fin avril 2009, 113 600 Aquitains recherchent un emploi (demandeurs d'emploi de catégorie A). Leur nombre (en données CVS) progresse de 22 % en un an (25 % en France métropolitaine).

### Bonne résistance des exportations

Au niveau national en 2008, la progression des échanges marque le pas, le ralentissement entamé en 2007 se confirme.

Dans la région, les exportations et surtout les importations augmentent plus vite qu'en 2007. L'Aquitaine peine à conserver son excédent commercial qui se situe maintenant à moins de deux milliards d'euros.

A compter du troisième trimestre 2008 et jusqu'au premier trimestre 2009, les exportations et les importations régionales chutent.

L'Espagne redevient le principal pays client de l'Aquitaine en 2008, reprenant la tête devant les États-Unis, pays qui a fortement réduit ses achats à l'étranger.

### Le stock de logements neufs s'alourdit

Dans la construction, les destructions d'emplois commencent au dernier trimestre 2008. L'activité du bâtiment est en fort recul. Les autorisations de construire avoisinent les 30 200 unités, soit un repli de 24 % par rapport à 2007. Les 27 000 ouvertures de chantier traduisent une baisse de 16 % par rapport à 2007. Elles se situent nettement en deçà du seuil des 30 000 annuelles, régulièrement dépassé depuis la reprise de 2004.

La construction de locaux, à usage autre qu'habitation, n'échappe pas à la morosité ambiante. Avec une surface totale de 2,4 millions de mètres carrés, la baisse est de 8 % par rapport à 2007.

Les ventes de logements neufs, 4 200 unités en 2008, reculent de 49 % en un an. L'offre de logements chute de 48 %. Le stock en fin d'année progresse de 5 % par rapport à fin 2007 et s'élève à 5 800 unités.

Les prêts à l'habitat poursuivent leur progression en 2008, de façon plus mesurée. L'encours des crédits à l'habitat distribués en Aquitaine augmente ainsi de 10,5 % en glissement annuel en 2008 contre 13,9 % en 2007.

### Revenus agricoles en baisse

En Aquitaine, en 2008, des conditions climatiques assez particulières, une forte augmentation du coût des intrants dans les charges de production et les contraintes sanitaires liées à l'épidémie persistante de fièvre catarrhale ovine ont rendu difficiles les conditions de production des différentes filières agricoles de la région.

Tous ces éléments devraient conduire à une baisse du revenu agricole aquitain.

### Bonne saison dans les campings

L'environnement économique n'est pas favorable au tourisme en 2008. De plus, le temps de l'été capricieux, souvent pluvieux ou orageux, notamment en juillet et en août n'a pas contribué à attirer les touristes. Aussi, la fréquentation française et étrangère des hôtels et des campings aquitains est en recul de 0,7 % sur l'année 2008. Mais durant la saison estivale, de mai à septembre, les touristes ont généré 17,7 millions de nuitées soit presque autant qu'à la saison précédente.

L'hôtellerie de tourisme a souffert d'une importante diminution de la demande touristique, mais la saison 2008 a été meilleure pour l'hôtellerie de plein air dans la plupart des zones touristiques.

### Un trafic routier en baisse

Le trafic voyageurs en 2008 poursuit sa progression en Aquitaine dans les gares et dans les aéroports et de manière plus nette qu'en 2007. Dans le même temps, le trafic sur les routes a un peu diminué.

Dans l'ensemble des transports de marchandises, l'activité 2008 se situe sur une tendance à la baisse. Seul le mode maritime enregistre une légère hausse du trafic. L'activité du Grand port maritime de Bordeaux progresse en 2008 tandis que celle du port de Bayonne chute. Sur la route, l'année 2008 se remarque par une reprise du trafic du transport routier de marchandises pour les flux intra-aquitains, mais aussi par une chute du trafic Poids Lourds sur l'axe Nord-Sud. Par ailleurs, les activités de fret ferroviaire et de transport combiné régressent.

Les immatriculations de véhicules neufs restent stables ■

### Les comptes des administrations publiques en 2008

#### Le déficit public franchit la barre des 3 % du PIB en 2008

En 2008, le déficit public au sens du traité de Maastricht s'accroît de 14,6 milliards et atteint 65,9 milliards d'euros. Le déficit public franchit la barre des 3 % du PIB pour la première fois depuis 2004. Il passe de 2,7 % du PIB en 2007 à 3,4 % en 2008.

Il se creuse parce que les recettes progressent moins vite que les dépenses. Les comptes des administrations centrales sont pour l'essentiel à l'origine de cette détérioration.

Le taux de prélèvements obligatoires baisse de 0,4 point de PIB, à 42,8 %, en raison de la faible progression des impôts : + 1,6 %.

Le poids des dépenses publiques, en part de PIB, s'accroît de 0,4 point à 52,7 %.

La dette publique au sens du traité de Maastricht s'élève à 1 327,1 milliards fin 2008. Elle représente 68,1 % du PIB et s'accroît de 4,3 points. Néanmoins, le poids de la dette publique nette est moindre (61,3 %) et il progresse moins vite (+ 2,1 points).

Taux (en % du PIB)	2005	2006	2007	2008
Déficit public notifié (1)	-2,9	-2,4	-2,7	-3,4
Dette publique notifiée (1)	66,4	63,7	63,8	68,1
Dette publique nette (2)	60,5	59,4	59,1	61,3
Dépenses publiques	53,4	52,7	52,3	52,7
Recettes publiques	50,4	50,4	49,6	49,3
Prélèvements obligatoires	43,6	43,9	43,2	42,8

Source : Insee, Comptes nationaux base 2000 ;

(1) au sens du traité de Maastricht

(2) la dette publique nette égale la dette publique notifiée diminuée de certains éléments d'actif

#### Les décisions prises suite à la crise financière de fin 2008

Les mesures prises suite à la crise financière de fin 2008 ont conduit à la création de deux entités, la Société de prises de participation de l'État (SPPE) et la Société de financement de l'économie française (SFEF), toutes deux classées parmi les organismes divers d'administration centrale.

La SPPE s'est endettée à hauteur de 11,6 milliards d'euros et a souscrit des titres subordonnés émis par six établissements bancaires français pour 10,5 milliards d'euros. Elle est entrée pour le compte de l'État au capital de Dexia pour 1,0 milliard d'euros.

La SFEF s'est endettée en 2008 pour 13 milliards d'euros et a effectué des prêts d'un même montant à des établissements bancaires français.

#### Pour en savoir plus

*Notes de conjoncture, Insee, mars 2009 et juin 2009.*

*L'économie française, Comptes et dossiers, édition 2009, collection Insee Références, juillet 2009.*

*En 2008, la consommation des ménages s'infléchit, mais résiste. Insee première n°1241 - juin 2009.*

*Les comptes de la Nation en 2008 - Un fort ralentissement de l'activité. Insee première n°1236 - mai 2009.*

*Les comptes financiers de la Nation en 2008 - Les taux d'endettement des agents non financiers augmentent toujours. Insee première n°1239 - mai 2009.*

*Les comptes des administrations publiques en 2008. Insee première n°1237 - mai 2009.*

## Une dégradation de l'emploi aquitain en 2008, moins défavorable qu'au niveau national

**L'emploi salarié marchand non agricole progresse de seulement 0,4 % en glissement annuel en Aquitaine, sans tenir compte de l'intérim. Il est probable, étant donné les tendances de l'emploi intérimaire, que l'emploi total régional ne progresse pas en 2008. Au niveau national, les pertes d'emplois apparaissent dès le deuxième trimestre.**

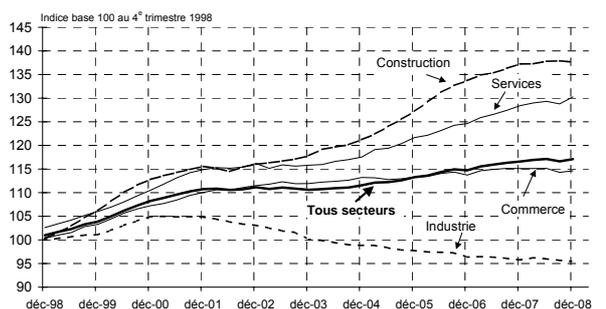
**Dans la région, les services créent encore des emplois, la construction est nettement moins dynamique, mais elle résiste. Par contre, le commerce fléchit à nouveau.**

**La situation en Aquitaine paraît légèrement moins défavorable qu'en France où l'emploi salarié marchand non agricole (yc. intérim) baisse de 0,6 % de décembre 2007 à décembre 2008.**

De décembre 2007 à décembre 2008, la progression enregistrée pour l'emploi salarié du secteur marchand non agricole, hors intérim, est de + 0,4 %, d'après les résultats provisoires. Si l'on ajoute à cette évolution les résultats des effectifs dans l'intérim et de ceux de l'agriculture, il est probable que l'emploi total aquitain stagne ou recule légèrement. Dans la région, sur l'année 2008, (cf. *Aquitaine Conjoncture* publié par la *Drtefp Aquitaine*) le nombre de contrats d'intérim s'effondre de 16 % et celui des effectifs en équivalent temps plein (ETP) de 19 %.

Au niveau national, l'intérim chute de 21 %, l'emploi salarié marchand non agricole diminue de 0,6 % en 2008.

### 2008 : une année difficile pour l'emploi aquitain



Évolution de l'emploi salarié marchand\* en Aquitaine

Source : Urssaf-Traitement Insee

\*Données CVS hors agriculture, hors intérim

### Un troisième trimestre douloureux

Les résultats de l'emploi au premier semestre sont modestes, mais positifs. L'emploi salarié marchand non agricole se contracte nettement au troisième trimestre dans la région, principalement du fait du commerce et des services, notamment les services aux particuliers (hôtellerie, restauration...). La construction

résiste encore au troisième trimestre et les effets de la crise s'y font sentir au quatrième.

### Créations d'emplois dans certains services

Les services restent un secteur créateur d'emplois en 2008, avec une évolution de 1,5 % en glissement annuel. L'activité est encore soutenue dans les services aux entreprises (+ 3,3 %, intérim non compris) et plus modestement dans les services aux particuliers (+ 1,1 %).

Dans les activités immobilières (13 000 emplois salariés), où la croissance atteignait 6,8 % en 2007, la perte d'effectifs commence dès le premier trimestre 2008 et se poursuit fortement tout au long de l'année.

Les activités financières sont évidemment touchées par la crise et le nombre d'emplois y diminue.

Les transports aquitains résistent encore en 2008, et sur l'année, le nombre d'emplois salariés progresse légèrement, c'est vrai aussi au niveau national (0,4 %).

### Frein dans la construction, chute dans le commerce

La progression d'emplois dans la construction déjà ralentie en 2007 stoppe fin 2008, avec une augmentation sur l'année de 0,3%.

Les effectifs du commerce, qui avaient repris une certaine vigueur en 2007, se réduisent à nouveau en 2008, comme au niveau national (-0,4 %).

Dans l'industrie, la perte d'emplois salariés est deux fois moindre qu'en 2007 et se limite à 0,3 %. Les entreprises industrielles ajustent leur emploi au repli de l'activité essentiellement en baissant le nombre d'intérimaires en mission dans l'industrie, ces derniers étant comptabilisés dans l'emploi tertiaire. Les industries agricoles et alimentaires et les industries des biens d'équipement (avec l'aéronautique) continuent à créer des emplois, comme en 2007.

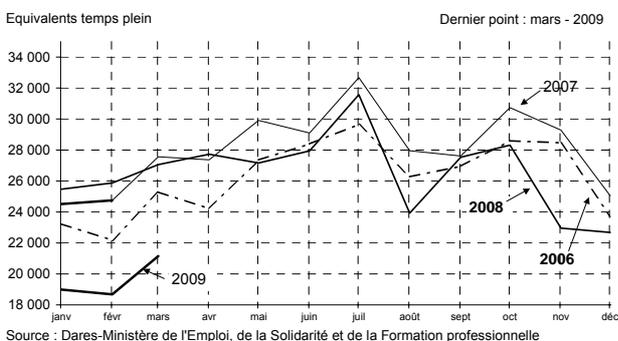
Par contre, le déclin des effectifs se poursuit fortement dans les industries des biens de consommation. Il touche aussi les biens intermédiaires et l'industrie automobile.

## Recul de l'activité confirmé par l'emploi intérimaire et les déclarations préalables à l'embauche

Le nombre de contrats d'intérim conclus en 2008 en Aquitaine a diminué de près de 4 % par rapport à 2007 et la chute s'accélère début 2009 (-18 % sur les quatre premiers mois par rapport aux mêmes mois de l'année précédente).

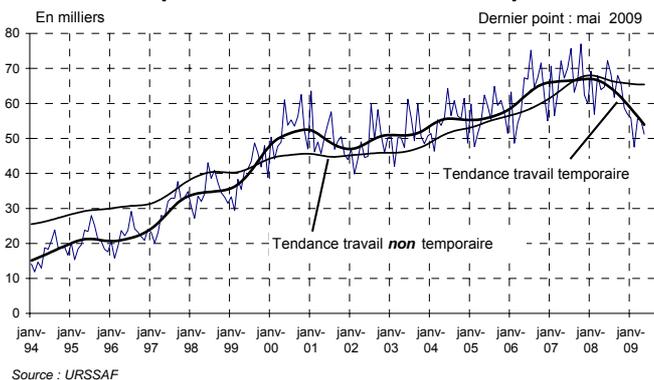
Le volume de travail en équivalents - temps plein subit un repli encore plus fort sur les trois premiers mois de 2009 avec des niveaux inférieurs de plus de 20 % à ceux enregistrés en 2008.

### Emplois temporaires en Aquitaine



## Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) sont également en forte baisse début 2009.

### Déclarations préalables à l'embauche en Aquitaine



C'est encore plus vrai pour celles concernant le travail temporaire ■

## L'évolution de l'emploi salarié mesurée selon les données de l'Urssaf

L'évolution de l'emploi salarié est estimée d'après le traitement INSEE, chaîne de traitement dite EPURE, des Bordereaux de Recouvrement des Cotisations (BRC). Ces bordereaux sont adressés par les employeurs aux Unions de Recouvrement de Sécurité Sociale et des Allocations Familiales (Urssaf), puis transmis trimestriellement à l'INSEE.

Le champ étudié, celui des « établissements marchands privés de l'industrie, de la construction, du commerce et des services », représente près de 60 % de l'emploi salarié total de la région Aquitaine. Les emplois exclus sont principalement ceux de l'agriculture et ceux du secteur public relevant respectivement de la mutualité sociale agricole et de l'administration.

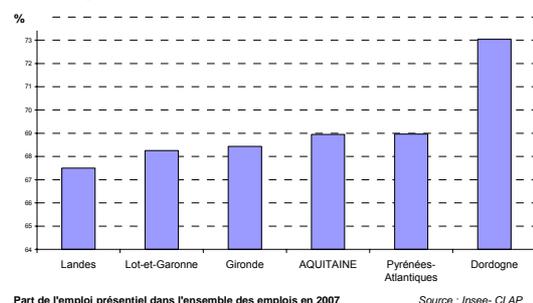
## L'économie présenteielle très importante en Dordogne

La partition de l'économie en deux sphères, présenteielle et non présenteielle, permet de mieux comprendre les logiques de spatialisation des activités et de mettre en évidence le degré d'ouverture des systèmes productifs locaux.

Les activités « **présenteielles** » sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Les activités « **non présenteielles** » sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère (Source : Clap).

La Dordogne, département aquitain au plus fort taux d'emploi présenteiel

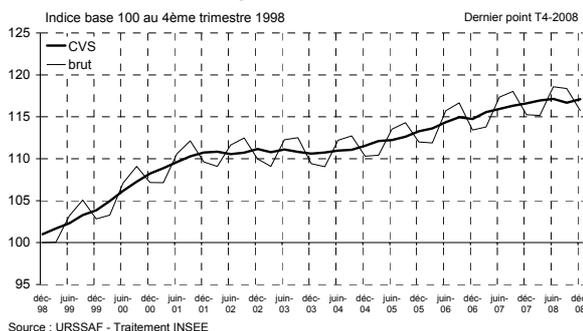


**2008, en Aquitaine : l'emploi salarié marchand non agricole progresse faiblement.**

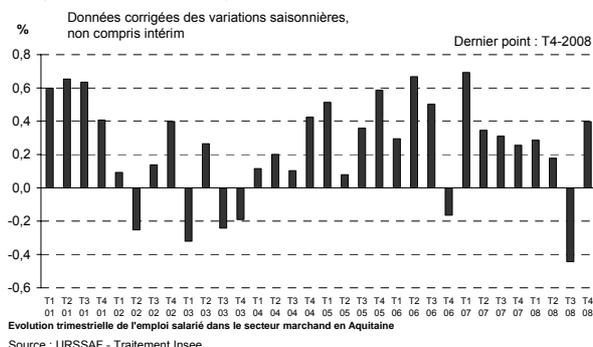
**Le secteur des services reste créateur d'emplois, celui de la construction parvient à maintenir ses effectifs.**

**En revanche, des destructions de postes ont lieu dans l'industrie ainsi que dans le commerce.**

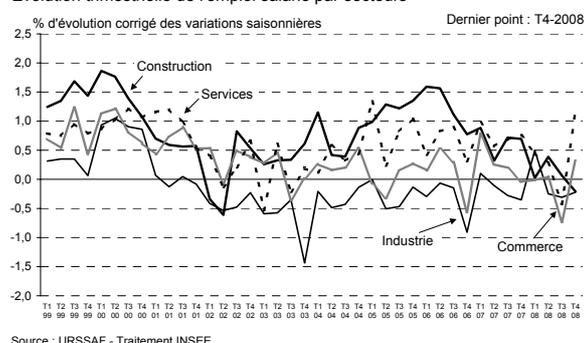
### Tous secteurs hors agriculture, hors intérim



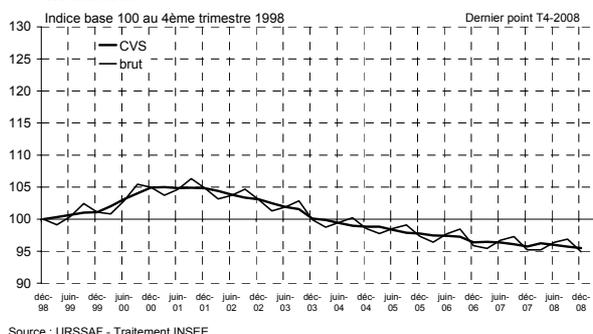
### L'emploi salarié diminue en Aquitaine au troisième trimestre 2008



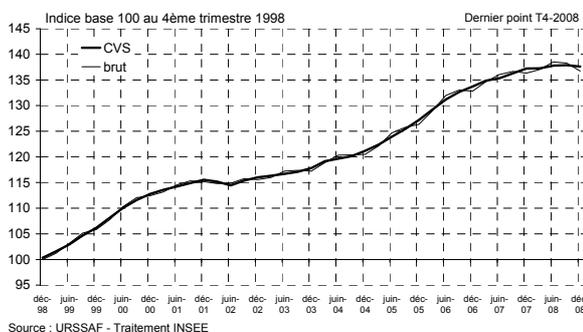
### Evolution trimestrielle de l'emploi salarié par secteurs



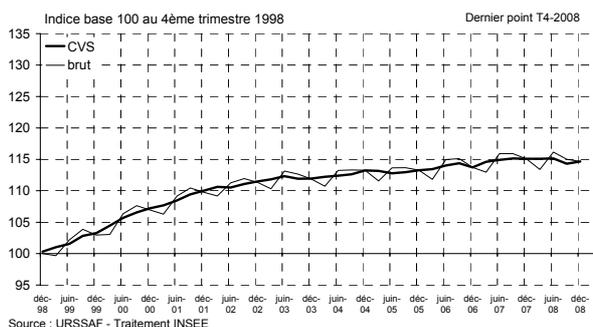
### Industrie



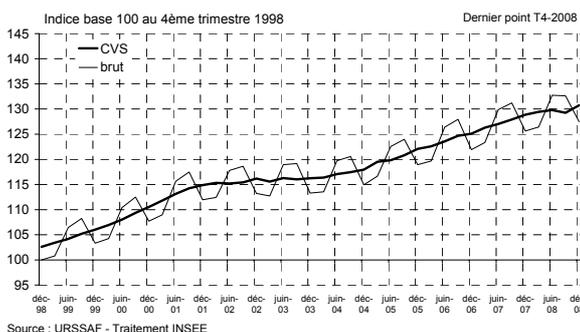
### Construction



### Commerce



### Services

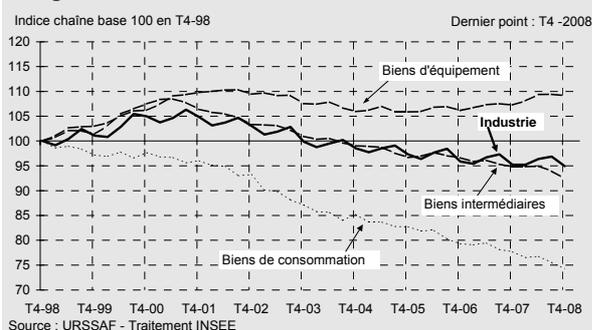


## En 2008, recul modéré des emplois salariés dans le secteur industriel

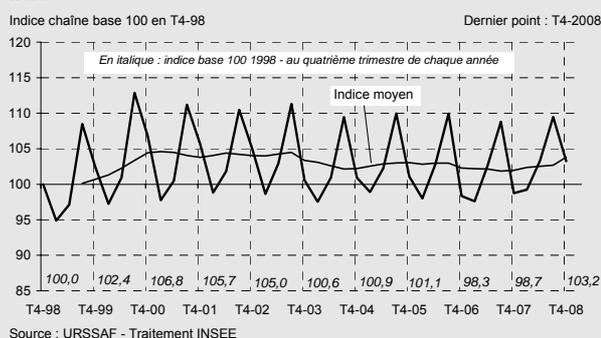
La perte des effectifs industriels se limite à 0,3 % en 2008.

Les industries agricoles et alimentaires restent créatrices d'emploi en Aquitaine. L'emploi des industries des biens d'équipement progresse également. Mais la chute des effectifs s'accroît dans les industries des biens de consommation. Les industries des biens intermédiaires et l'automobile sont également nettement déficitaires en 2008.

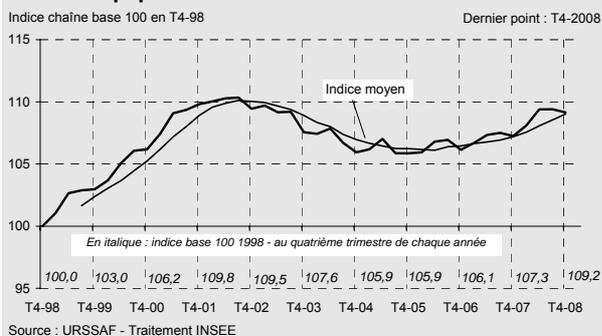
### Par grands secteurs



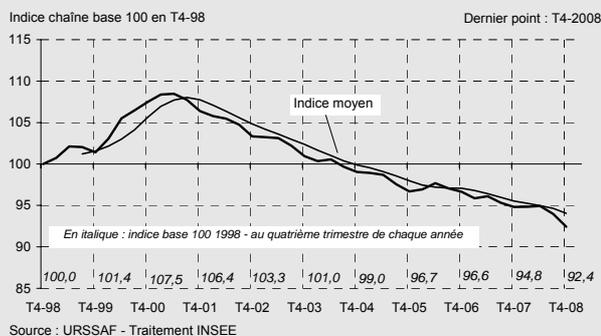
### IAA



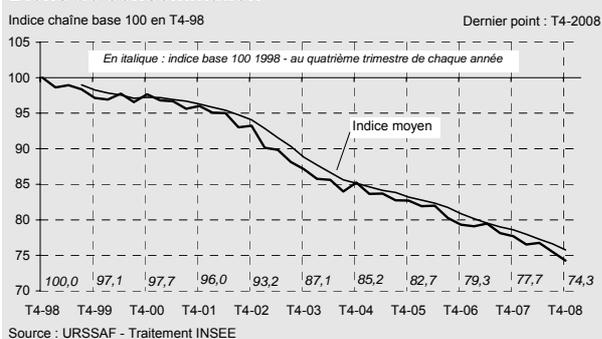
### Biens d'équipement



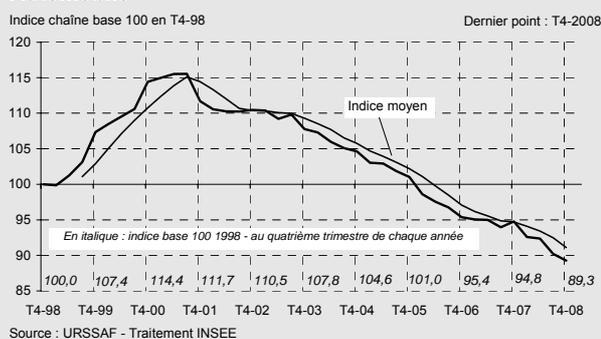
### Biens intermédiaires



### Biens de consommation



### Automobile



## L'emploi salarié régresse dans trois départements aquitains en 2008

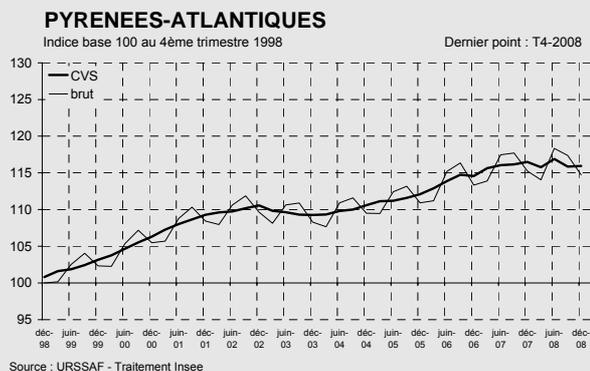
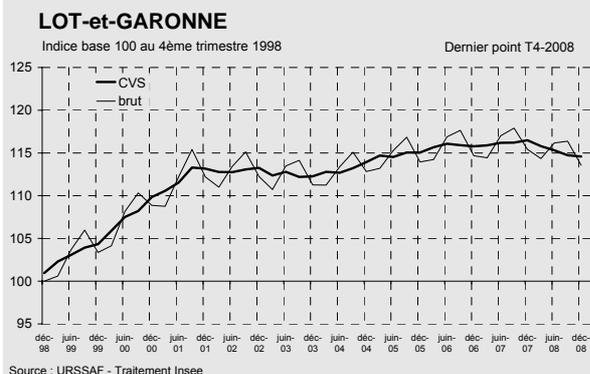
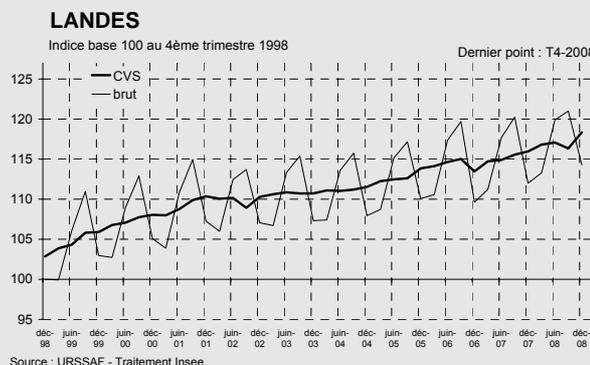
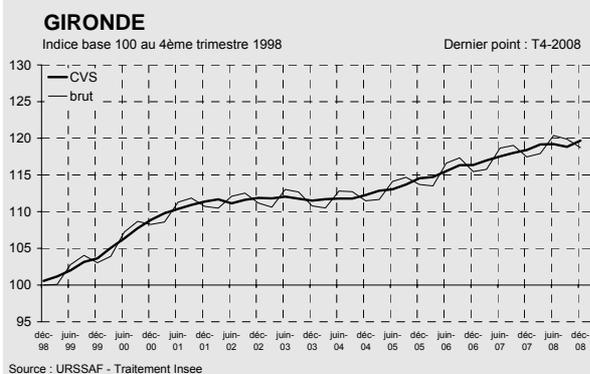
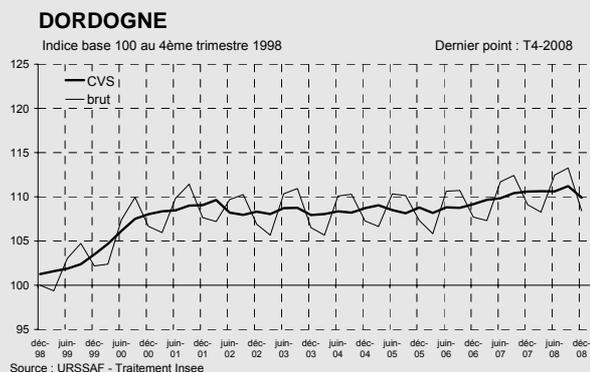
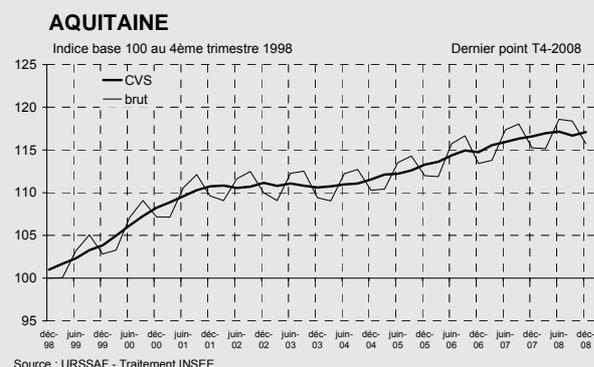
En Gironde et dans les Landes, l'emploi progresse encore en 2008. Mais les départements de la Dordogne, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques subissent des pertes d'effectifs.

L'industrie est déficitaire partout sauf dans les Landes où la prédominance des IAA permet de conserver et d'accroître le nombre de postes.

La construction résiste en Gironde et dans les Pyrénées-Atlantiques, mais elle perd des effectifs dans les autres départements.

Les effectifs du commerce sont en recul dans les Pyrénées-Atlantiques (- 1,8 %). C'est aussi le cas en Gironde, mais plus modérément. Ils sont stables ou en faible hausse dans les autres départements.

Les services restent un secteur créateur d'emplois, mais ce n'est plus vrai en 2008 pour les départements de Dordogne et de Lot-et-Garonne.



## Forte hausse du chômage au cours de l'année 2008 et début 2009

**En 2008, le chômage a fortement augmenté en Aquitaine comme en France. La hausse s'intensifie début 2009 : entre fin avril 2008 et fin avril 2009, le nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A) a progressé de 22 % (25 % au niveau national). Au 30 avril 2009, 113 600 Aquitains recherchent un emploi.**

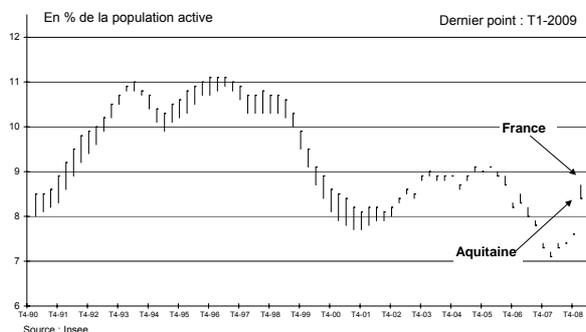
**Le taux de chômage régional s'établit à 8,4 % au premier trimestre 2009, plus faible qu'au niveau national (8,7 % en France métropolitaine).**

**Hormis les contrats en alternance, les emplois aidés diminuent en 2008.**

Le taux de chômage s'établit à 8,4 % de la population active en Aquitaine, au premier trimestre 2009. Il est inférieur de 0,3 point à celui du niveau national. Le taux régional a augmenté de 1,3 point depuis le premier trimestre 2008 et le taux national de 1,5 point.

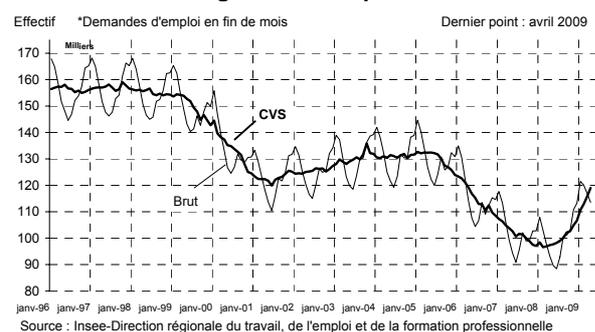
Le taux de chômage qui avait régulièrement diminué de mars 2006 à mars 2008 progresse fortement depuis. Le taux aquitain identique à celui du niveau national au troisième et au quatrième trimestre 2008, lui est de nouveau inférieur début 2009.

### Écart de taux de chômage entre l'Aquitaine et la France



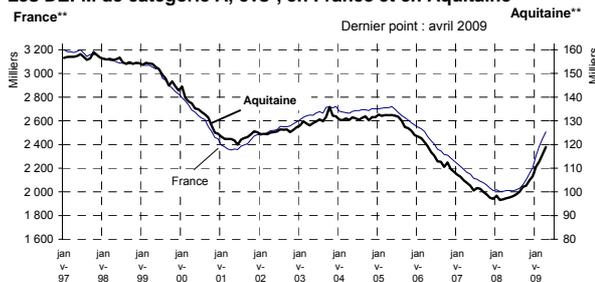
En avril 2009, on compte, en données brutes, 113 600 demandes d'emploi en fin de mois de catégorie A (immédiatement disponibles et n'ayant pas du tout travaillé au cours du mois précédent) en Aquitaine. Sur un an, cette catégorie de chômeurs a augmenté de 20 500 personnes.

### Les DEFM\* de catégorie A en Aquitaine



En 2008, le nombre de chômeurs de catégorie A progressait en Aquitaine de 10,2 % en glissement annuel et de 9,9 % en France. Début 2009, la hausse s'intensifie. Entre fin avril 2008 et fin avril 2009, le nombre de ces demandeurs d'emploi a augmenté de 22 % dans la région et de 25 % en France.

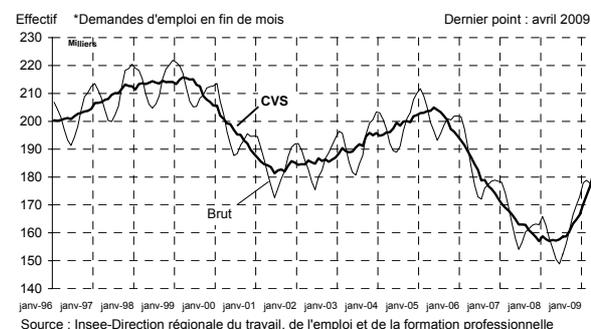
### Les DEFM de catégorie A, cvs\*, en France et en Aquitaine



\*Demandes d'emploi en fin de mois, données corrigées des variations saisonnières  
\*\*L'échelle de l'Aquitaine représente 5% de celle de la France, soit approximativement son poids démographique  
Source : Insee-Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Au total, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant ou non travaillé le mois précédent (catégories A, B, C) s'élève à 177 700 en avril 2009 dans la région. Leur nombre a augmenté de 15,1 % sur un an (+16 % en France).

### Les DEFM\* de catégorie A, B, C en Aquitaine



En Aquitaine, fin avril 2009, on dénombre 52 800 demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C inscrits à Pôle Emploi depuis au moins un an. Leur nombre a augmenté de 9,4 % sur un an. La hausse est un peu moindre au niveau national (+7,5 %). Cette population représente 29,7 % des DEFM de catégorie A,B,C en Aquitaine, soit 2,5 points de moins qu'en avril 2008.

Les jeunes de moins de 25 ans sont les plus touchés par la hausse du chômage. Fin avril 2009, 26 800 recherchent un emploi en Aquitaine, soit 5 500 de plus qu'un an auparavant. La hausse est de 26,2 % dans la région. Celle observée au niveau national est de

29,6 %. Leur part parmi l'ensemble des chômeurs s'établit à 15,1 % contre 16 % en France, en avril 2009.

Les femmes pâtissent également de l'augmentation du chômage. En glissement annuel, fin avril 2009, dans la région la hausse s'établit à 8,9 %. Dans le même temps, en France, cette progression est de 9,2 %. La part des femmes, dans l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en catégorie A, B ou C est de 53 % fin avril 2009, dans la région contre 50 % en France.

### **Baisse des emplois aidés en 2008, sauf pour les contrats en alternance<sup>1</sup>**

Les contrats en alternance, le Contrat Initiative Emploi (CIE), le Contrat d'Insertion – Revenu Minimum d'Activité (CI-RMA), les exonérations dans les zones prioritaires, constituent les principales mesures de l'emploi aidé dans le secteur marchand. La formation en alternance, professionnalisation ou apprentissage, a bien fonctionné en 2008 contrairement aux autres dispositifs.

#### **Succès de la formation en alternance**

La formation en alternance, dispositif permettant d'enchaîner travail en entreprise et enseignement adapté à la filière, connaît une forte progression en Aquitaine avec une hausse de 21 % du nombre de contrats entre 2007 et 2008 contre + 2 % en France métropolitaine.

Le contrat de professionnalisation s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans révolus et aux demandeurs d'emploi de 26 ans ou plus. L'objectif est de leur permettre d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme reconnu par l'État ou les branches professionnelles et de favoriser leur insertion ou réinsertion professionnelle.

En 2008, près de 10 000 contrats ont été signés. Sur 100 bénéficiaires, 85 ont moins de 26 ans et près de 60 % des contractants ont au moins le baccalauréat.

Seconde mesure de la formation en alternance, le contrat d'apprentissage donne aux contractants une formation générale théorique en centre de formation des apprentis (CFA) et une formation pratique du métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat. Il s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans avec des dérogations possibles à ces limites d'âge.

L'Aquitaine compte 14 400 nouveaux apprentis en 2008, soit 2 540 de plus qu'en 2007.

#### **Beaucoup moins de contrats initiative emploi**

Le CIE vise à favoriser le retour à l'emploi durable des personnes en difficulté d'insertion sur le marché du travail. L'employeur bénéficie alors d'exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale et d'une aide de l'État déterminée en fonction des actions de formation et d'accompagnement. Ce contrat peut être conclu pour une durée maximale de 24 mois (renouvellement compris).

En 2008, 1 860 conventions ont été signées en Aquitaine, presque autant qu'en 2007 (- 11 % en France métropolitaine en glissement annuel). À la fin de l'année, 1 540 personnes bénéficient encore d'un CIE. Elles sont quasiment toutes inscrites à l'ANPE, et une sur quatre depuis au moins deux ans. Les bénéficiaires sont en majorité des femmes (62 %) et un sur deux (52 %) est titulaire d'un CAP ou d'un BEP.

Beaucoup moins utilisé en Aquitaine que le CIE, le CI-RMA est principalement dédié aux bénéficiaires de minima sociaux ou à leurs ayants droit. Il est conclu pour une durée comprise entre six et dix-huit mois et peut être renouvelé deux fois.

Fin 2008, l'Aquitaine compte 385 bénéficiaires, soit une centaine de moins qu'en 2007. Ils sont presque tous inscrits à l'ANPE et pour 62 % d'entre eux depuis plus de deux ans. Ils sont surtout employés dans les commerces (27 %) et dans les très petites entreprises ; plus des deux tiers travaillent dans des entreprises de moins de deux salariés. Près de 90 % des personnes bénéficiant de ce dispositif perçoivent l'allocation spécifique de solidarité.

#### **Exonérations à l'embauche : un dispositif encore assez utilisé en Aquitaine**

Les dispositifs mis en place dans les zones de revitalisation rurale, zones de redynamisation urbaine et zones franches urbaines permettent aux entreprises, implantées en leur sein, de bénéficier d'exonérations de charges, sous certaines conditions, pour l'embauche de salariés en CDI ou CDD d'au moins 12 mois. L'exonération est applicable sur une durée de 12 mois, dans les limites de 1,5 SMIC par salarié et de 50 salariés exonérés.

Près de 1 500 déclarations d'embauche ont été enregistrées en 2008 dans les zones de revitalisation rurale aquitaines, contre 1 900 en 2007 (soit - 22 % en un an, contre - 12 % au niveau national). Malgré cette baisse, l'Aquitaine réalise 13 % des résultats nationaux. Cette mesure d'exonérations de charges patronales à l'embauche a été utilisée surtout par les chefs d'entreprise landais, avec un tiers des entrées de la région.

<sup>1</sup> Extrait de l'article rédigé par la DRTEFP Aquitaine (Florence Landau) dans le dossier Insee Aquitaine numéro 68 « L'année économique et sociale 2008 en Aquitaine » juin 2009

En 2008, la mesure d'exonérations de charges dans les zones de revitalisation rurale aquitaines s'est concrétisée par 200 embauches, toutes en Gironde. Elles ont augmenté de 5 % dans la région alors qu'elles ont baissé au niveau national. Elles représentent 11 % des embauches de cette nature en France métropolitaine.

Dans le périmètre de la zone franche urbaine de la rive droite de la Gironde, 1 000 déclarations d'embauche ont été acceptées en 2008, soit 19 % de moins que l'année précédente.

### **Bénéficiaires d'un CAE : trois quarts de femmes**

Dans le secteur non marchand, le Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) et le Contrat d'Avenir (CAv) forment les deux principaux dispositifs d'aide. Les entrées dans ces dispositifs ont baissé en 2008.

Le CAE doit permettre aux personnes en difficulté d'insertion d'accéder pour au moins 6 mois à un emploi dont la durée hebdomadaire ne peut être inférieure à 20 heures. La personne embauchée bénéficie d'actions de formation et de validation des acquis de l'expérience.

Près de 11 000 contrats (entrées initiales et reconductions) ont été signés en 2008 en Aquitaine, soit un quart de moins en an contre un tiers de moins au niveau national. À la fin de l'année, 7 800 personnes restent encore dans le dispositif. Ce sont majoritairement des femmes, des personnes titulaires d'un CAP ou d'un BEP et des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE.

Autre mesure de soutien, le CAv vise à renforcer l'offre d'insertion des bénéficiaires des principaux minima sociaux : revenu minimum d'insertion (RMI), allocation spécifique de solidarité (ASS), allocation parent isolé (API) ou encore allocation adulte handicapé (AAH). Il est conclu pour une durée de deux ans, voire trois ans pour les bénéficiaires âgés de plus de 50 ans et les personnes reconnues «travailleur handicapé ».

En Aquitaine, 3 660 personnes ont pu être embauchées par ce biais en 2008, soit 4 % de moins qu'en 2007.

### **10 000 jeunes recourent au CIVIS en 2008**

Le contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans révolus en difficulté d'insertion en emploi durable, car sans diplôme ou très faiblement qualifiés. Cette mesure créée en 2005 est mise en œuvre par le réseau des missions locales.

En 2008, près de 10 000 jeunes sont entrés dans le dispositif, soit 1,2 % de plus qu'en 2007. Parmi eux, 43 % ont bénéficié d'un CIVIS dit renforcé, car ils ont terminé leur scolarité avant la terminale ou ils ne possèdent ni CAP, ni

BEP. Au cours de l'année 2008, 10 040 jeunes sont sortis de ce dispositif, dont quatre sur dix après avoir accédé à un emploi durable (CDI ou CDD d'au moins six mois). À la fin 2008, 12 840 jeunes sont présents dans le programme ■

**Les demandeurs d'emploi** sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi, organisme issu de la fusion entre l'ANPE et le réseau des Assédic.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

### **Taux de chômage localisé**

*Au niveau national, les taux de chômage infra-annuels sont désormais estimés trimestriellement et exclusivement à partir de l'enquête emploi en continu. L'utilisation des DEFM est abandonnée. La période de référence des estimations n'est plus la fin du trimestre mais la moyenne trimestrielle.*

*Parallèlement, l'exploitation de l'enquête emploi a été revue et le concept BIT du chômage a été calé sur l'interprétation européenne.*

*Aux niveaux infranationaux, la méthode a été revue pour permettre la mise en cohérence des séries locales et nationales. Les taux de chômage sont estimés en synthétisant les informations nationales de l'enquête emploi et les DEFM de Pôle emploi. L'utilisation du terme « chômage au sens du BIT » est donc inappropriée. Les taux de chômage par région, département et zone d'emploi s'appellent désormais « taux de chômage localisés ».*

### La chute du commerce mondial pénalise les échanges en 2008 ; en Aquitaine, les exportations chutent en fin d'année 2008 et début 2009

*En 2008, en France, dans un contexte de ralentissement général de l'économie mondiale, la progression des échanges marque le pas.*

*Au premier trimestre 2009, les exportations nationales reculent fortement.*

*Au niveau aquitain, en 2008, les exportations et surtout les importations augmentent plus vite qu'en 2007. La région peine à conserver son excédent commercial qui se situe maintenant à moins de deux milliards d'euros.*

*La bonne tenue des exportations au début de 2008 vient des ventes de boissons et de produits chimiques et pharmaceutiques.*

*Les prix des produits énergétiques jusqu'à l'été ont lesté les importations.*

*L'Espagne redevient le principal pays client de l'Aquitaine en 2008, reprenant la tête devant les États-Unis.*

*Au premier trimestre 2009, d'une part les exportations régionales continuent de chuter (-12 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre de 2008), et d'autre part les importations diminuent fortement (-23 %).*

Au niveau national en 2008, dans un contexte de crise mondiale, la progression des échanges marque le pas. Les exportations ralentissent par rapport à 2007.

Certains secteurs résistent à l'affaiblissement général des échanges. Les exportations de produits de la construction aéronautique et spatiale progressent de 11 % en partie grâce à la hausse des ventes d'Airbus et notamment à la montée en puissance des livraisons d'A380. Les exportations de produits agricoles et agroalimentaires augmentent en moyenne sur l'année de près de 8 %, malgré un recul des ventes de certains produits des industries agroalimentaires en fin d'année. Les exportations de produits pharmaceutiques connaissent une évolution record (+ 8%).

Dans le secteur automobile, le repli des exportations est particulièrement accentué avec une baisse de 11 % en moyenne en 2008. Après dix années d'excédents, le solde automobile devient déficitaire : - 2,6 milliards d'euros.

La hausse des prix du pétrole et du gaz jusqu'à l'été et le maintien à haut niveau des quantités consommées entraînent un net alourdissement de la facture énergétique. Au final, le déficit s'amplifie et atteint 55,7 milliards d'euros.

Au premier trimestre 2009, les exportations françaises ont de nouveau reculé nettement, dans le sillage du commerce mondial. Les importations se sont également fortement contractées avec le recul de la demande intérieure.

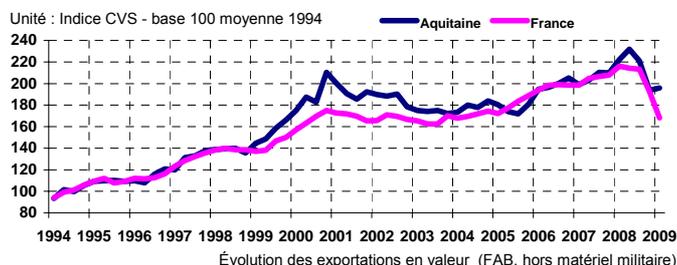
À l'horizon de la fin de l'année 2009<sup>1</sup>, les exportations reculeraient toujours mais de façon progressivement amortie. Sur l'ensemble de l'année 2009, elles se replieraient de 13,5 % (après -0,5 % en 2008). La baisse des importations s'atténuerait également jusqu'à la fin de l'année, les reculs de l'investissement et des consommations intermédiaires incorporées dans les exportations se réduisant peu à peu. Sur l'ensemble de l'année, les importations baisseraient sensiblement (-10,1 % en 2009 après +0,6 % en 2008).

Au total, à partir du deuxième trimestre 2009, la contribution des échanges extérieurs à la croissance serait légèrement négative (-0,1 point par trimestre).

#### Résistance des exportations aquitaines

En Aquitaine, comme en France, l'été 2008 a marqué un tournant dans l'évolution des échanges. Néanmoins, les exportations (en valeur) augmentent plus fortement en 2008 qu'en 2007 (+ 5,7 % après + 3 %), mais ce rythme de progression ne suffit pas à contrebalancer la forte croissance des importations (+ 13,3 % après + 7 %). Les exportations résistent jusqu'au deuxième trimestre alors qu'au niveau national, la baisse s'est déjà fait ressentir.

#### Des exportations régionales qui résistent mieux qu'au niveau national



Source : Direction régionale des Douanes de Bordeaux

Les produits de la construction aéronautique, les boissons, la pharmacie et la chimie restent les principaux domaines à l'exportation.

<sup>1</sup> Note de conjoncture Insee Juin 2009

L'Aquitaine conserve un solde commercial positif, 1 906 millions d'euros, chiffre à nouveau en diminution par rapport à l'année précédente. Elle se maintient au douzième rang des régions à l'export comme à l'import. Elle réalise 3,5 % des exportations françaises et 2,6 % des importations.

### Tassement des produits aéronautiques à l'export

Les exportations s'élèvent à 14 milliards d'euros. Les exportations de vins augmentent fortement (+ 20 %), plus en raison d'une forte élévation des prix que d'une hausse des volumes exportés. Les ventes de préparations pharmaceutiques continuent de progresser (+ 5 %).

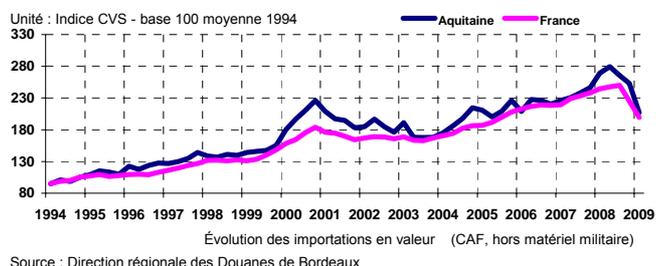
Les produits de la construction aéronautique et spatiale enregistrent une très faible évolution (+ 1 %), comparée au + 23% de 2007. Pour ce secteur, il convient de noter d'une part, qu'un certain nombre d'exportations sont masquées par les livraisons effectuées aux assembleurs d'avions ou de fusées extérieurs à l'Aquitaine et d'autre part, que les échanges de matériel militaire sont écartés des statistiques du commerce extérieur des régions.

En revanche, la chute de 24 % des ventes à l'étranger des équipements pour automobiles confirme les difficultés bien réelles du secteur, notamment pour la production locale.

### Achats de produits pétroliers en hausse

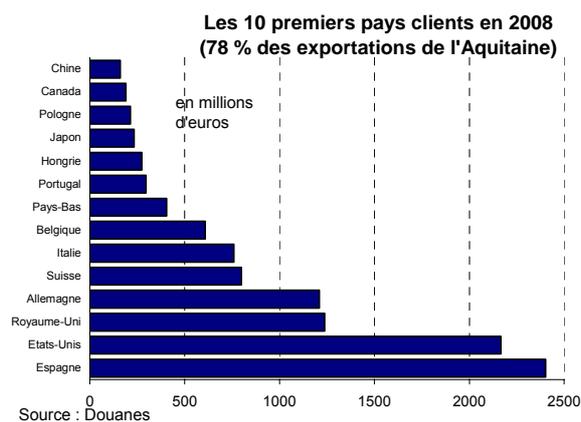
Les importations aquitaines dépassent les douze milliards d'euros en 2008. Le poste énergétique en constitue 16 %. Les plus fortes progressions concernent les achats de produits pétroliers raffinés (+ 55%), mais aussi les produits de la chimie, des industries alimentaires et de la pharmacie.

Une baisse des importations à partir du troisième trimestre 2008



### L'Espagne, premier partenaire

En 2008, l'Espagne reprend la tête du palmarès des pays clients en raison principalement d'une diminution sensible des ventes de la région vers les États-Unis.



A contrario, les exportations de l'Aquitaine augmentent de manière significative à destination du Royaume-Uni (+ 8%), permettant à ce pays de figurer à la troisième place du classement. Les principaux clients sont, dans l'ordre : l'Espagne, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne ■

### Le territoire statistique de la France :

En termes de commerce extérieur, le territoire statistique de la France comprend la France continentale, la Corse, les départements d'Outre-mer et la Principauté de Monaco. Les échanges commerciaux de Monaco sont intégrés à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les flux commerciaux entre les différentes parties du territoire statistique de la France ne sont pas comptabilisés.

### Des effets de structure :

Dans certains cas, le département indiqué sur les documents douaniers reprend celui de stockage et non forcément celui d'expédition (à l'exportation), de consommation ou d'utilisation (à l'importation). Ainsi, sans en être originaires ou à destination, des flux sont attribués aux régions possédant d'importantes plateformes logistiques d'échanges commerciaux (aéroports, ports, entrepôts) : c'est notamment le cas pour les produits pétroliers.

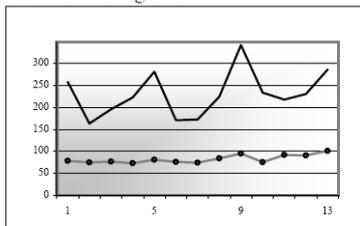
### La région "indéterminée" :

L'information sur le département de départ (à l'exportation) ou d'arrivée (à l'importation) des marchandises n'est pas exigée dans le cadre des échanges avec les États membres de l'Union européenne lorsque l'entreprise réalise moins d'un certain montant d'opérations. Fixé à 228 674 euros à l'importation et 457348 euros à l'exportation jusqu'en 2000, ce seuil s'élève à 2 300 001 euros pour chacun des deux flux depuis 2001.

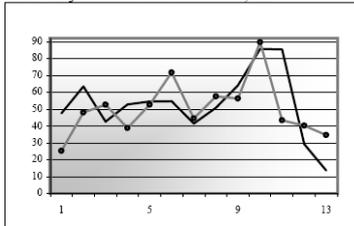
Cette simplification a pour effet une augmentation sensible des montants échangés repris sous la dénomination "région indéterminée" entre 2000 et 2001 en raison de l'affectation de flux auparavant attribués à une région déterminée. C'est notamment le cas pour les régions où la proportion de petites et moyennes entreprises est élevée.

Cela concerne au niveau national, en 2008, 3,3 % des exportations totales et 5,5 % des importations.

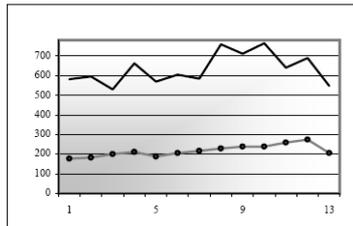
AZ - Produits agricoles



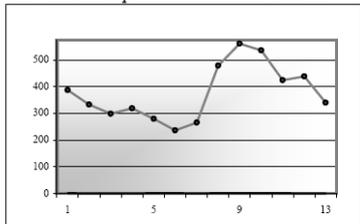
DE - Hydrocarbures naturels, ...



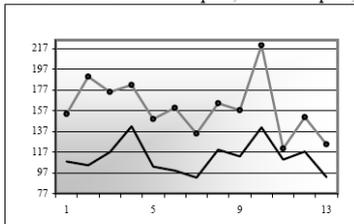
C1 - Produits des IAA



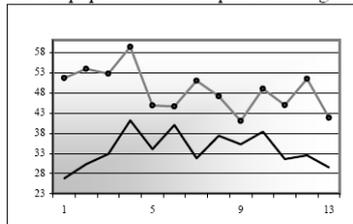
C2 - Produits pétroliers raffinés et coke



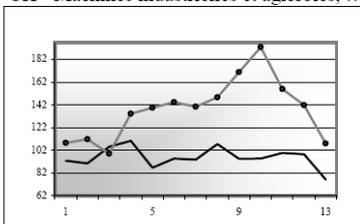
CI - Produits informatiques, électroniques, ...



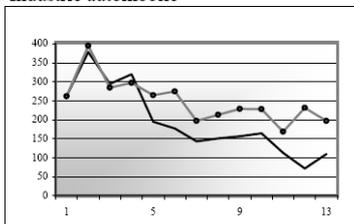
CJ - Equipements électriques et ménagers



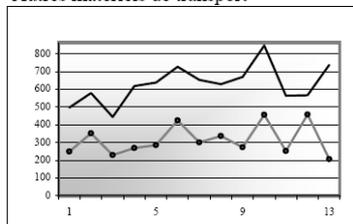
CK - Machines industrielles et agricoles, ...



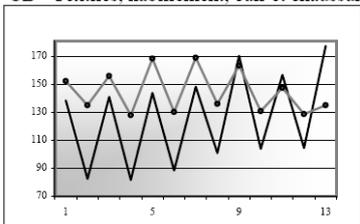
Industrie automobile



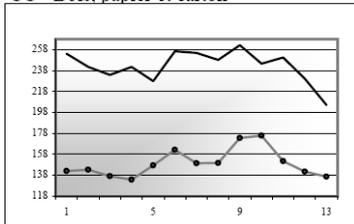
Autres matériels de transport



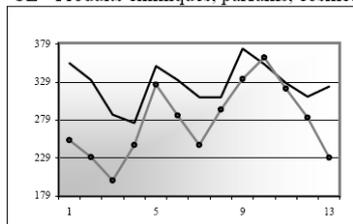
CB - Textiles, habillement, cuir et chaussures



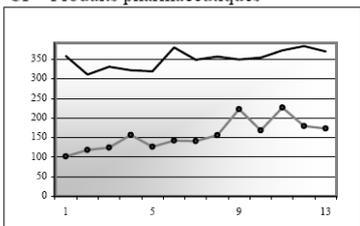
CC - Bois, papier et carton



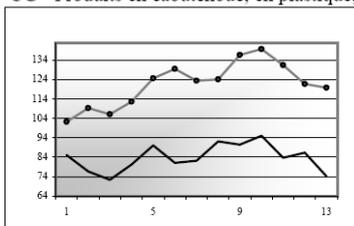
CE - Produits chimiques, parfums, cosmétiques



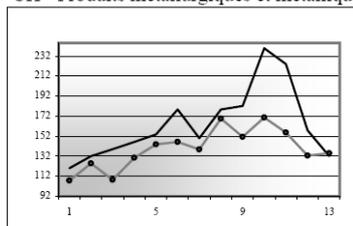
CF - Produits pharmaceutiques



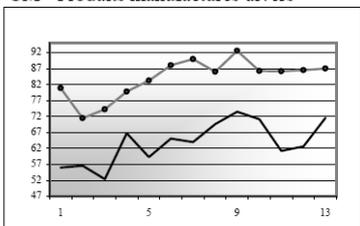
CG - Produits en caoutchouc, en plastique, ...



CH - Produits métallurgiques et métalliques



CM - Produits manufacturés divers



Evolution au cours des 13 derniers trimestres

du trimestre 1 de 2006 au trimestre 1 de 2009

Données en millions d'euros

●—● importation  
— exportation

Source : les chiffres-clés de la région AQUITAINE

[http://lekiosque.finances.gouv.fr/APPCHIFFRE/Etudes/Brochures/Reg\\_11.pdf](http://lekiosque.finances.gouv.fr/APPCHIFFRE/Etudes/Brochures/Reg_11.pdf)

**Pôle emploi** : organisme issu de la fusion entre l'ANPE et le réseau des Assédic intervenue le 19 décembre 2008 (loi du 13 février 2008).

### Une nouvelle classification des demandeurs d'emploi depuis mars 2009

Une nouvelle classification statistique (à des fins de communication) est en place depuis mars 2009 pour les demandeurs d'emploi avec des catégories qui ne s'attachent pas au type d'emploi recherché. La classification en 8 catégories date de 1995.

**La catégorie A** regroupe les demandeurs d'emploi  
\*\* inscrits à Pôle emploi  
\*\* tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi  
\*\* et sans emploi  
(*ex catégories 1, 2, 3 hors activité réduite*)

**La catégorie B** regroupe les demandeurs d'emploi  
\*\* inscrits à Pôle emploi  
\*\* tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi  
\*\* et ayant exercé une activité réduite courte (au plus de 78 heures au cours du mois)  
(*ex catégories 1,2,3 en activité réduite*)

**La catégorie C** regroupe les demandeurs d'emploi  
\*\* inscrits à Pôle emploi  
\*\* tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi  
\*\* et ayant exercé une activité réduite longue (+ de 78 heures au cours du mois)  
(*ex catégories 6, 7, 8*)

**La catégorie D** regroupe les demandeurs d'emploi  
\*\* inscrits à Pôle emploi  
\*\* non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi pour diverses raisons (stage, formation, maladie, etc)  
\*\* et sans emploi  
(*ex catégorie 4*)

**La catégorie E** regroupe les demandeurs d'emploi  
\*\* inscrits à Pôle emploi  
\*\* non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi  
\*\* et en emploi (exemple : bénéficiaires de contrats aidés)  
(*ex catégorie 5*)

**La catégorie ABC** regroupe les demandeurs d'emploi  
\*\* inscrits à Pôle emploi  
\*\* et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi  
(*ex catégories 1,2,3,6,7,8*)

**La catégorie ABCDE** regroupe les demandeurs d'emploi  
\*\* inscrits à Pôle emploi  
(*ex catégories 1,2,3,4,5,6,7,8*)

### Commerce extérieur : de nouvelles nomenclatures

Les nomenclatures économiques de produits utilisées pour la présentation des données du commerce extérieur changent depuis début 2009.

De nouvelles nomenclatures d'activités et de produits françaises, NAF révision 2 (ou « NAF 2008 ») et CPF révision 2 (ou « CPF 2008 »), sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Cette opération s'inscrit dans un processus de révision d'ensemble des nomenclatures d'activités et de produits aux niveaux mondial, européen et français.

En matière de données de synthèse (grands indicateurs et données de cadrage), la Nomenclature Économique de Synthèse (NES) est abandonnée au profit de 3 niveaux d'agrégation spécifiques de la nomenclature NAF-CPF révision 2 (2008) : A17, A38, A129.

#### La nomenclature A17 :

AZ - Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture

DE - Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets

C1 - Produits des industries agroalimentaires (IAA)

C2 - Produits pétroliers raffinés et coke

C3 - Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique

C4 - Matériels de transport

C5 - Autres produits industriels  
dont

CB - Textiles, habillement, cuir et chaussures

CC - Bois, papier et carton

CE - Produits chimiques, parfums et cosmétiques

CF - Produits pharmaceutiques

CG - Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers

CH - Produits métallurgiques et produits métalliques

CM - Produits manufacturés divers

JZ - Produits de l'édition et de la communication

MN - Plans et dessins techniques ; plaques et films photographiques exposés

RU - Objets d'art, d'antiquité et de collection

### 2008 : des conditions de production difficiles, un revenu en baisse 2009 : la tempête Klaus en janvier

*En Aquitaine, en 2008, des conditions climatiques assez particulières, une forte augmentation du coût des intrants dans les charges de production et les contraintes sanitaires liées à l'épidémie persistante de fièvre catarrhale ovine ont rendu difficiles les conditions de production des différentes filières agricoles de la région.*

*Le contexte mondial, sur fond de crise financière internationale, pénalise les exportations de vins, en forte baisse fin 2008. Les cours du blé, du maïs, du colza et du tournesol chutent. Les productions de volailles grasses devraient rester stables.*

*Le revenu agricole aquitain est en baisse.*

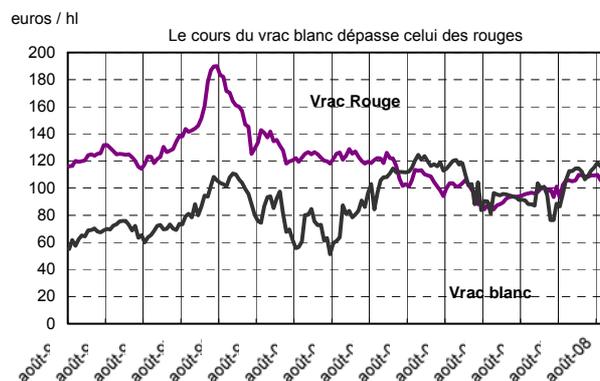
*De plus, en 2009, l'Aquitaine est durement touchée par la tempête Klaus du 24 janvier. Les traumatismes sur la forêt et les filières agricole et sylvicole sont importants. La grêle et les orages au printemps ont aussi endommagé les vergers et les vignes.*

Le Sud-Ouest de la France<sup>1</sup> a connu un printemps chahuté, frais et pluvieux, un été mitigé, notamment en juillet et en août, avec un temps très changeant. L'automne a été, malgré un bon ensoleillement de mi-septembre à mi-octobre, plus frais que la moyenne. L'hiver très pluvieux a perturbé les récoltes de maïs et les derniers semis d'hiver.

#### Viticulture : des volumes de transaction en baisse

Pour les vins de Bordeaux, la campagne 2007/2008 s'achève en demi-teinte. Cela se traduit par une baisse des volumes des contrats vrac de 7 % par rapport à la campagne précédente.

Les contrats en rouge diminuent tandis que ceux en blancs progressent. Cette diminution de l'activité en volume s'accompagne d'un raffermissement des cours, même si son ampleur est variable en fonction des différents groupes de vin.



Les exportations fléchissent en cette fin de campagne. L'augmentation des volumes exportés reste de l'ordre de 3 % par rapport à 2006/2007. Par contre, les prix pratiqués sont en forte hausse pour atteindre un chiffre d'affaires supérieur de 32 % à la précédente campagne.

La campagne 2008/2009 commence dans un contexte mondial morose, suite à la crise financière. Avec 262 000 hl, le mois d'août est en retrait de 41 %, comparé à août 2007. Par rapport à la précédente campagne, le cumul des volumes des contrats vrac sur les cinq premiers mois est déficitaire de 37 %.

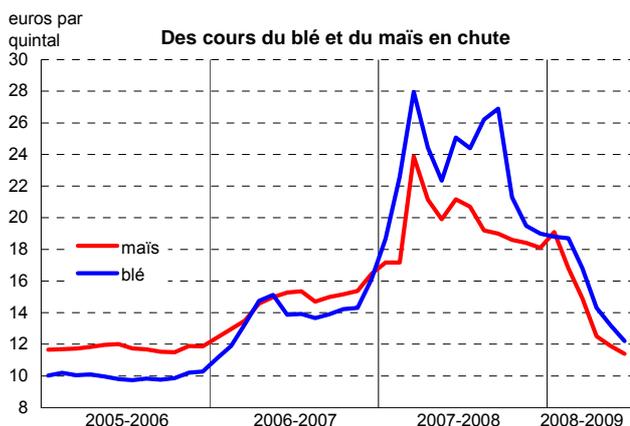
Pour les vins de Bergerac, la campagne 2007/2008 est considérée comme bonne. Les cours se sont stabilisés, voire ont amorcé une hausse en fonction des appellations. La campagne 2008/2009 en cumul au 31 décembre, est en recul de 20 % par rapport à décembre 2007, de manière plus sensible en rouge (- 25 %) qu'en blanc (- 12 %).

Mis à part le Buzet, les vins en Lot-et-Garonne rencontrent les mêmes difficultés. Plus au sud de la région, les Madiran, Jurançon et Irouléguay, plus sur des marchés de niche, maintiennent leur volume de vente et leur niveau de prix.

#### Les prix de grandes cultures en recul

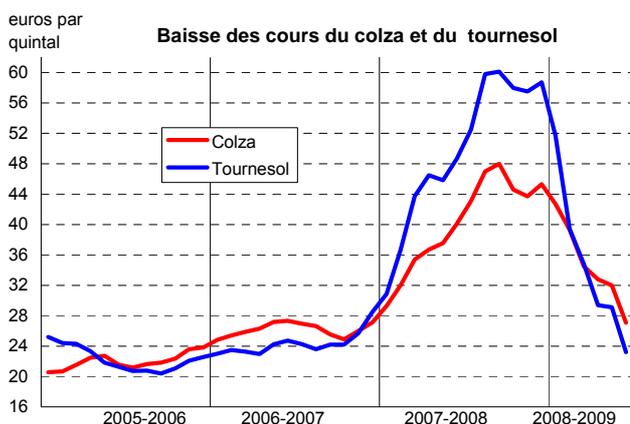
Des surfaces en augmentation, une forte hausse du prix des engrais (+ 55 %), des cours en chute libre sont les éléments marquants de 2008. En fin d'année, en novembre 2008, le quintal de blé est tombé à 132 euros la tonne, le maïs à 119, le colza à 320 et le tournesol à 291.

<sup>1</sup> Extrait des éléments de conjoncture de mars 2009 rédigés par le SRISET-DRAAF site DRAF [http://draf.aquitaine.agriculture.gouv.fr/rubrique.php3?id\\_rubrique=170](http://draf.aquitaine.agriculture.gouv.fr/rubrique.php3?id_rubrique=170) site Observatoire de la viticulture <http://observatoire-aquitain-viticulture.agriculture.gouv.fr>



Source : Dépêche agricole et commerciale - cotations de juillet 2005 à décembre 2008

En Aquitaine, la sole céréalière augmente de 7 % en 2008, et la production de céréales de 17 %. Dans le même temps, les jachères PAC diminuent de plus de 37 %. Le développement de la culture du colza observé depuis quelques années est en net recul (- 20 %).



Source : Dépêche agricole et commerciale - cotations de juillet 2005 à décembre 2008

### Fruits et légumes : une année de contraste

Les surfaces des vergers aquitains restent stables en 2008. Mais la production est globalement en recul à cause des aléas climatiques du printemps (gel, pluviométrie importante et températures fraîches). Du fait d'une offre inférieure à la demande, les niveaux des prix de commercialisation ont été corrects, sans toutefois compenser les baisses de volumes.

La campagne de commercialisation des légumes a été perturbée par le mauvais temps de l'été. L'offre et la demande ont souvent été en décalage.

Le tabac obtient de bons rendements en 2008, entre 24 et 26 quintaux par hectare. Ainsi,

malgré une baisse de près de 10 % des surfaces, sa production augmente de 5 %.

### Bovins viande : un marché perturbé

Les contraintes sanitaires liées aux deux épisodes de fièvre catarrhale ovine ont fortement perturbé le marché du brouillard en Aquitaine qui en produit plus de 90 000 par an. Les marchés à l'export se sont fermés début mars pour l'Italie, et début août pour l'Espagne. Alors que partout en Europe, le cheptel bovin diminue, la consommation de viande régresse elle aussi fortement suite à la baisse du pouvoir d'achat. Le cours de brouillards chute selon le type de 10 à 15 % en 2008. Pour les animaux de boucherie, la conjoncture est meilleure avec un maintien des prix essentiellement pour les productions sous signe de qualité du type blonde d'Aquitaine. Au cours du second semestre 2008, la demande s'essouffle.

### Chute du prix du lait en fin d'année

Alors que la saison 2007/2008 avait connu une forte augmentation du prix du litre de lait payé aux producteurs (+ 17,6 % par rapport à 2006/2007), les cours se stabilisent très tôt cet été et accusent une baisse précoce et alarmante en octobre 2008 (- 4,6 % par rapport à octobre 2007). En prenant en compte la réduction de prix récemment négociée par l'interprofession laitière, le prix moyen de la campagne 2008/2009 risque de s'afficher à 0,34 euros HT/l, soit seulement 3,5 % de plus que l'année dernière, mais encore près de 20 % de plus que les prix des saisons 2005/2006 et 2006/2007.

La hausse des prix d'achat des intrants, même si elle se ralentit en octobre 2008 pour les biens et services de consommation courante, reste forte (+ 12 % comparé à octobre 2007). La baisse du poste «énergie et lubrifiants» s'accroît en glissement annuel (+ 15 % en octobre contre + 46 % en juillet). La hausse des prix des engrais et amendements se tasse en octobre, mais reste élevée (+ 58 % sur un an). En revanche, l'augmentation des prix des aliments pour animaux (charge d'approvisionnement la plus lourde pour les éleveurs laitiers) se réduit à nouveau (+ 3,6 % en octobre après + 19 % en août). Entre avril 2000 et octobre 2006, les coûts des produits énergétiques (carburant et combustible) et de l'alimentation animale sont en moyenne restés relativement stables, à l'image du prix du lait. À l'inverse, les coûts de l'énergie, des engrais et amendements et de l'alimentation animale ont progressé de 20 % d'octobre 2006 à octobre 2008.

Le récent ralentissement de la hausse des prix de l'alimentation animale et de l'énergie

va minimiser l'impact de la baisse du prix du lait (annoncée par l'interprofession) sur les marges des exploitations et le revenu des producteurs laitiers. Le manque à gagner pourrait toutefois atteindre 3 %. Cela inquiète les producteurs organisés et plus encore les producteurs indépendants.

### **Des coûts de production élevés pour les volailles et palmipèdes gras**

La région avait retrouvé en 2007 des volumes de production équivalents à ceux qu'elle connaissait avant 2006, année de la crise liée à l'influenza aviaire qui avait fortement perturbé le fonctionnement de la filière. En 2008, le nombre de mises en place devrait être inférieur de 7 % à 10 % par rapport à 2007. Des opérateurs éprouvent quelques difficultés, à l'occasion de départs à la retraite ou de cessation d'activité de certains éleveurs, pour leur trouver des successeurs. Les productions de volailles subissent, comme beaucoup d'autres productions animales, de fortes contraintes et notamment la hausse des intrants, même si elle est atténuée grâce à l'autoconsommation de maïs. Depuis le début du mois de juillet 2008, les cours du maïs ne cessent de baisser. Fin novembre 2008, le prix est de 120 euros la tonne départ Bordeaux, soit le même cours qu'en juillet 2006, après avoir atteint les 260 euros en septembre 2007. Par contre, la production de canards gras et de foie gras en 2008 sera équivalente à celle de 2007 (17 millions de têtes). Les prix payés aux producteurs ont augmenté d'environ 6 % entre octobre 2007 et octobre 2008. Dans cette production, le prix du maïs, prépondérant dans l'alimentation et le gavage des animaux, a augmenté les coûts de production. En ce qui concerne les ventes de foie gras, les opérateurs sont confiants pour cette fin d'année, même si les stocks ont tendance à être légèrement supérieurs que lors de la précédente campagne.

Le prix moyen du poulet label payé par le consommateur (enquête hebdomadaire Service des nouvelles du marché en GMS) baisse depuis début 2008, après avoir fortement augmenté en 2007. Il était de 5,5 euros/kg début janvier 2008 contre 4,8 euros/kg en janvier 2007. Fin novembre 2008, le prix moyen est de 5,15 euros/kg contre 5,02 fin novembre 2007. Les prix 2008 ne rattrapent pas les prix 2007 : pour le poulet standard, ils sont stables ; ils avaient augmenté nettement à partir de fin août 2007. Pour le poulet label, c'est un peu moins visible car ce produit est souvent sujet à promotions ; mais de la même façon, le niveau de prix de fin 2007 est proche de celui de fin 2008. Les ventes festives de fin d'année sont très importantes pour la filière ; dans le contexte actuel, des craintes existent, les négociations avec les GMS sont très tendues, mais les habitudes de

consommation de volailles festives sont bien ancrées et laissent espérer un maintien des ventes.

### **Manque d'huîtres en perspective**

Deux déficits de captage successifs, en 2005 et 2007, et une mortalité de plus de 50 % des huîtres juvéniles de 1 à 2 ans, laissent présager une baisse de l'offre sur le marché de l'huître car le phénomène a touché l'ensemble des bassins ostréicoles de la côte atlantique.

La saison estivale 2009 débute mal, car fin juin, il y a interdiction de vente d'huîtres.

### **Un revenu en baisse**

Au niveau national, pour 2008, le revenu de la branche agricole diminue nettement. L'emploi agricole continue à décroître. Ainsi, d'après les estimations du compte prévisionnel de l'agriculture, le résultat agricole net par actif baisserait de 9 % en termes réels en 2008 et le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié de 15 %.

Le revenu agricole aquitain devrait aussi diminuer en 2008 ■

### La conjoncture industrielle apparaît moins dégradée en juin 2009, mais les perspectives restent moroses

L'indicateur du climat des affaires France et l'indicateur de retournement France visent à résumer l'information fournie par les principales enquêtes de conjoncture de l'Insee. Ils sont construits à partir de 26 soldes d'opinion issus de ces enquêtes. Ces indicateurs sont mensuels même si certaines variables ne sont pas observées tous les mois.

**En juin 2009, le climat des affaires en France se redresse pour le deuxième mois consécutif** selon les chefs d'entreprise interrogés aux enquêtes de conjoncture.

L'indicateur de climat des affaires s'établit en juin à 73 après 71 en mai.

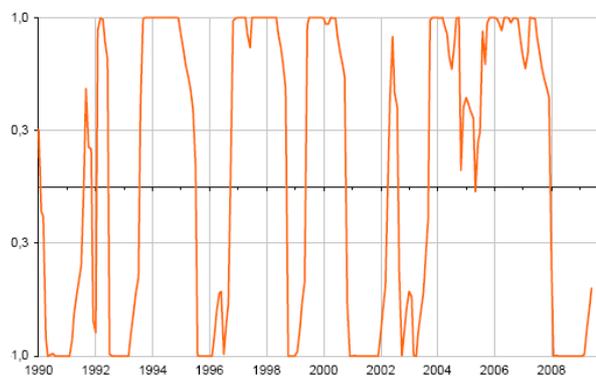
Il reste néanmoins très inférieur à sa moyenne de longue période. Parallèlement, l'indicateur de retournement se situe toujours dans la zone défavorable. Ainsi, les réponses des chefs d'entreprise ne laissent pas encore augurer de retour à une conjoncture favorable, mais elles suggèrent néanmoins que la contraction de l'activité s'atténue.

Cette amélioration du climat conjoncturel d'ensemble est largement le fait du redressement du climat des affaires dans les services et l'industrie.

Indicateur de climat des affaires France



Indicateur de retournement France



#### L'INDICATEUR SYNTHÉTIQUE DU CLIMAT DES AFFAIRES

L'indicateur du climat des affaires décrit, en une variable unique, la composante commune des soldes d'opinion sélectionnés. Il est calculé selon la technique de l'analyse factorielle. Cette technique permet de résumer l'évolution concomitante de plusieurs variables dont les mouvements sont très corrélés. Comme pour les autres enquêtes de conjoncture, l'indicateur est normalisé de manière à avoir une moyenne de 100 et un écart-type de 10.

L'évolution de l'indicateur synthétique du climat des affaires résume donc la phase conjoncturelle qui influe sur les différents soldes d'opinion des enquêtes de conjoncture : plus sa valeur est élevée, plus les industriels considèrent que la conjoncture est favorable.

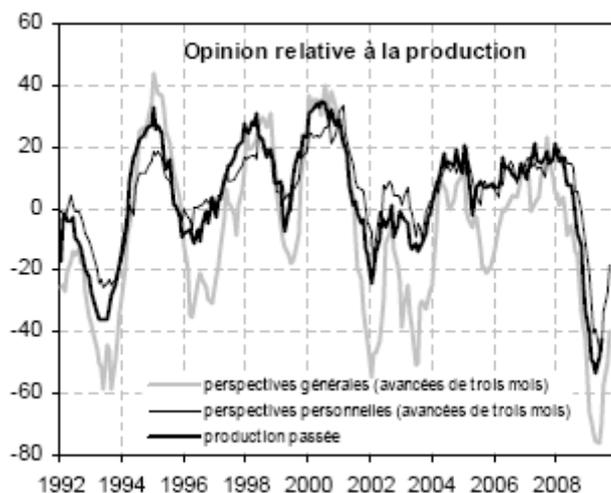
#### L'INDICATEUR DE RETOURNEMENT DE CONJONCTURE FRANCE

L'indicateur de retournement vise à détecter le plus tôt possible le moment où la conjoncture change d'orientation. C'est une variable qualitative non directement observée. L'indicateur se présente sous la forme d'une courbe, retraçant à chaque date la différence entre la probabilité que la phase conjoncturelle soit favorable et la probabilité qu'elle soit défavorable. Il évolue donc entre +1 et -1 : un point très proche de +1 (respectivement de -1) signale que l'activité est en période de nette accélération (respectivement de nette décélération). Les moments où l'indicateur est proche de 0 sont assimilés à des phases de stabilisation, c'est-à-dire de retour du rythme de croissance de l'activité vers sa moyenne de long terme. Pendant ces phases, les signaux qu'émettent les entreprises sont très variés et ne font donc état d'aucun mouvement prononcé, à la hausse ou à la baisse. La valeur de l'indicateur pour le dernier mois peut être révisée le mois suivant (apport des réponses reçues tardivement), si bien qu'il convient d'attendre au moins deux mois consécutifs pour pouvoir analyser une ample variation comme le signal d'un changement conjoncturel important.

Selon les chefs d'entreprise interrogés au niveau national en juin 2009, la **conjoncture industrielle** apparaît moins dégradée.

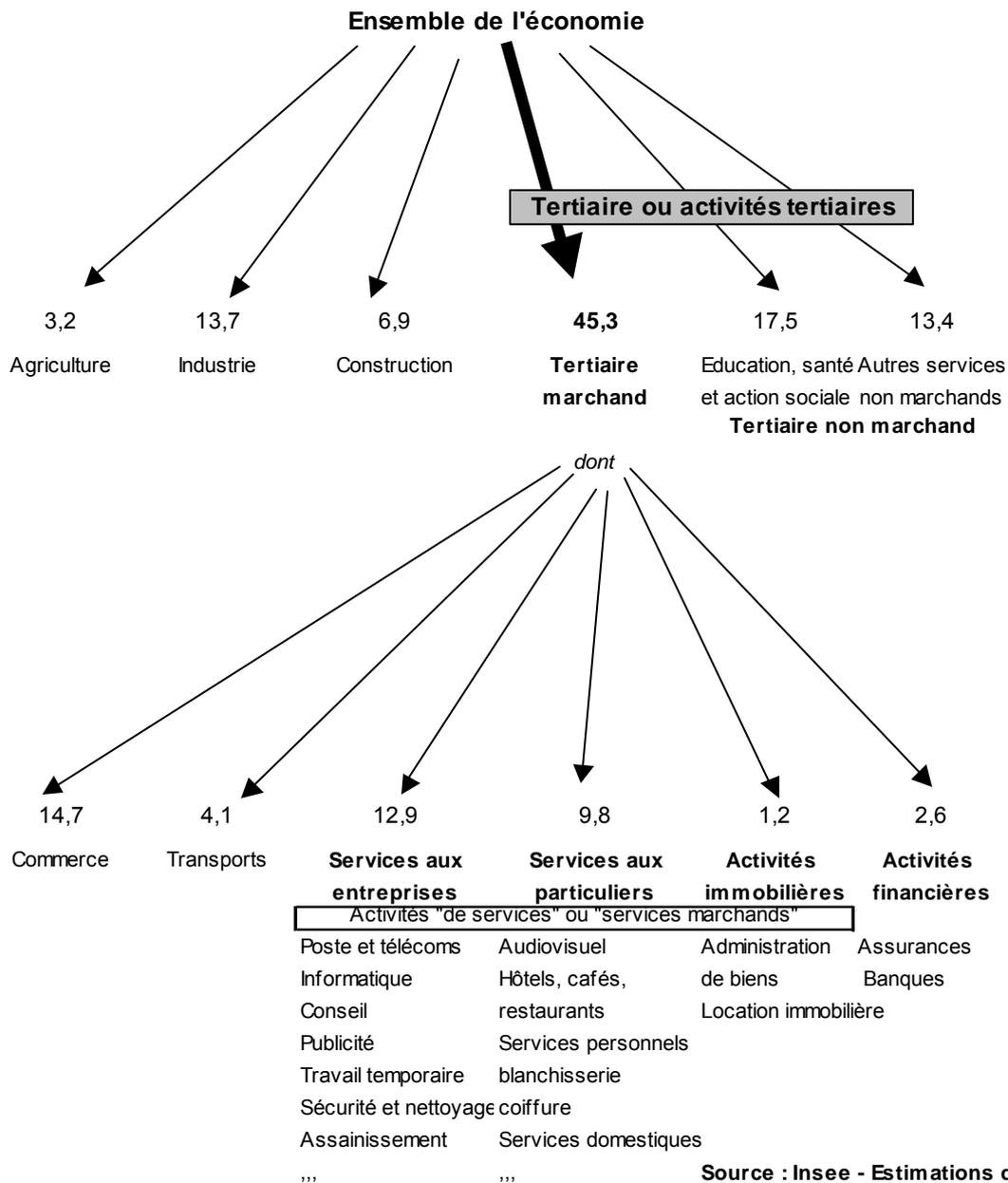
- Les entrepreneurs de l'industrie manufacturière estiment que la baisse de leur *activité passée* s'est encore légèrement atténuée. Les *stocks de produits finis* se dégarnissent et sont jugés désormais inférieurs à leur niveau moyen de longue période. Cependant, les *livres de commandes, globaux comme étrangers*, demeurent considérés comme très peu étoffés.
- Au vu des *perspectives personnelles de production*, la baisse de l'activité se poursuivrait au cours des prochains mois, mais à un rythme plus modéré. Les *perspectives générales*, qui représentent l'opinion des industriels sur l'activité de l'industrie dans son ensemble, continuent de se redresser ; mais elles demeurent toujours négatives.
- Les chefs d'entreprise prévoient de baisser leurs *prix* au même rythme qu'en mai.

Soldes d'opinion, en %, CVS



### La part des services dans l'économie aquitaine

en % d'emploi salarié au 01/01/2008



### Net repli pour la construction en 2008 et début 2009

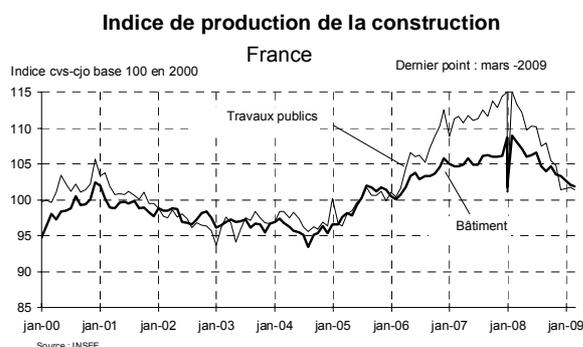
*En 2008, en Aquitaine comme au niveau national, le secteur de la construction connaît un net repli.*

*Les autorisations de construire ont fortement diminué en une année pour les logements neufs ainsi que pour les surfaces des locaux non résidentiels. Le recul est moindre pour les ouvertures de chantiers.*

*Deux fois moins de logements neufs ont été vendus par rapport à 2007 et les délais d'écoulement des stocks ont doublé.*

*Cette tendance semble se poursuivre début 2009.*

#### En France



#### La conjoncture mal orientée dans la construction<sup>1</sup>

Le climat se dégrade dans la construction, en cohérence avec le repli généralisé de l'investissement [...]. L'activité se replierait donc dans ce secteur, mais de façon moins prononcée que dans l'industrie.

Pour les marchés financiers, l'immobilier ne donne pas de signe d'amélioration. Les acheteurs font preuve d'attentisme et les stocks de logements neufs s'étoffent alors que les ventes sont en net repli : les délais d'écoulement atteignent désormais leur niveau le plus élevé des trente dernières années.

L'investissement des ménages continuerait de se replier et l'activité de la construction devrait peser fortement sur la croissance.

#### Baisse des mises en chantier et des logements autorisés ; les niveaux sont proches de ceux de 2004<sup>2</sup>

Avec 351 300 logements ordinaires<sup>3</sup> en France, les mises en chantier diminuent fortement

de 16 % par rapport à 2007. Le niveau, bien qu'inférieur à celui de 2004, reste soutenu. Ce repli est le premier observé après six années de croissance.

La baisse est plus importante pour les ouvertures de chantiers de logements collectifs (-17 %) que pour celles de logements individuels (-14 %). Fin février 2009, la variation du dernier trimestre (décembre 2008 à février 2009) par rapport à la même période un an auparavant, reste négative : -24 %.

En 2008, 426 400 logements ordinaires<sup>3</sup> ont été autorisés à la construction en France. Ce nombre baisse de 18 % par rapport à l'année précédente. Le repli est nettement plus important que celui observé fin 2007 (-5,2 %). Les autorisations régressent plus fortement dans le secteur du collectif (-20,0 %) que dans le secteur individuel (-15,7 %).

Fin février 2009, les autorisations de construire poursuivaient leur recul : en comparant ce dernier trimestre (décembre 2008 à février 2009) à la même période un an auparavant, la baisse atteint 17 %.<sup>4</sup>

#### En Aquitaine

#### Logements neufs<sup>3</sup> : baisse accélérée des autorisations de construire en 2008

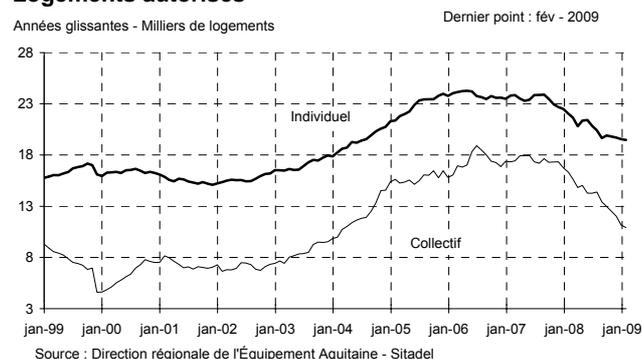
Fin 2008, avec plus de 30 200 logements, les autorisations de construire diminuent de 24 % par rapport à 2007. Cette baisse a été plus importante en Aquitaine qu'en France (-18 %).

Le secteur du logement collectif enregistre le repli le plus considérable : -35 % avec 11 100 unités totalisées en 2008.

Avec 19 100 autorisations, le secteur du logement individuel présente une diminution de 16 % par rapport à 2007.

En trimestre glissant, la variation fin février 2009 reste fortement négative par rapport à la même période en 2008 (-28 %) <sup>4</sup>.

#### Logements autorisés



<sup>1</sup> Extrait de Note de conjoncture Insee Mars 2009

<sup>2</sup> SOeS : Chiffres et Statistiques N°1 - janvier 2009.

<sup>3</sup> Logements ordinaires (logements en résidence non compris)

<sup>4</sup> Variation sur le cumul des trois derniers mois : (décembre 2008 à février 2009 / décembre 2007 à février 2008).

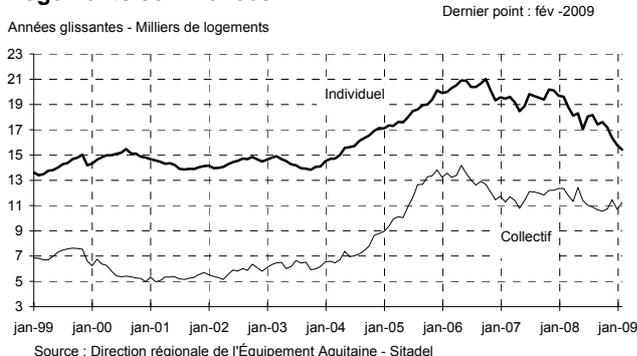
### Logements neufs <sup>3</sup> : recul sensible des mises en chantier

Sur le terrain, 27 000 logements ont été mis en chantier fin 2008. Le nombre de logements commencés est en baisse de 16 % par rapport à 2007. Ce repli est du même niveau qu'en France. Fin février 2009, la variation du trimestre (décembre 2008 à février 2009) par rapport à la même période un an auparavant reste négative : -20 %).

Le secteur individuel, avec plus de 16 800 ouvertures de chantier fin 2008, affiche un recul de 16,5 % par rapport à l'année 2007.

Avec 10 200 logements commencés, le repli du secteur du logement collectif (-15,5 %) est un peu moins prononcé qu'au niveau national (-17,2 %).

#### Logements commencés



### Commercialisation des logements neufs : la baisse affecte plus durement les appartements

Pendant l'année 2008, 4 200 logements neufs ont été vendus, soit deux fois moins qu'en 2007. L'Aquitaine est plus durement affectée par cette baisse qu'en France.

#### Commercialisation de l'ensemble des logements neufs

	2007		2008		Evolution 08/07 en %	
	Aquitaine	France	Aquitaine	France	Aquitaine	France
Mises en vente	9 177	147 792	4 752	93 065	-48,2	-37,0
Ventes	8 060	127 265	4 153	79 359	-48,5	-37,6
Stock de logements proposés à la vente	5 534	102 436	5 806	110 914	4,9	8,3

Source : SOeS, enquête sur la commercialisation des logements neufs

Le nombre d'appartements vendus a été divisé par deux par rapport à 2007. Les ventes de maisons neuves baissent moins fortement (-45 %).

Les mises en vente de logements neufs ont reculé de 48 % par rapport à 2007. Cette chute touche plus durement les appartements (-50 %) que les maisons individuelles (-40 %).

En conséquence, les stocks d'appartements disponibles à la vente augmentent de 8 % en une année. Par contre les stocks de maisons individuelles diminuent de 6 %.

Les délais d'écoulement des stocks ont doublé en une année : pour les maisons, le délai moyen atteint 17,7 mois en 2008 ; au niveau

national il est légèrement moins important : 16,5 mois. Pour les appartements, le délai moyen est 16,4 mois en Aquitaine, proche du niveau français qui est de 16,1 mois.

### Locaux non résidentiels : baisse des surfaces autorisées et des mises en chantier

En 2008, 2,4 millions de mètres carrés de locaux ont été autorisés en Aquitaine, soit 7,7 % de moins qu'en 2007.

Le secteur primaire recule nettement (-75 %). Les surfaces autorisées de locaux ont baissé de 91 % pour le stockage agricole et de 70 % pour les constructions hors stockage.

En revanche, le secteur secondaire progresse de 35 % en une année. Les surfaces des locaux de stockage non agricole ont doublé et les bâtiments de l'industrie (+9,4 %) ont contribué également à cette augmentation contrairement aux ouvrages spéciaux (-51 %).

Le secteur tertiaire affiche une stabilité. Les surfaces autorisées des équipements collectifs de santé ont bénéficié des plus fortes progressions (51 %) avec celles des bureaux (34 %). A l'opposé, celles des équipements collectifs pour la culture et les loisirs sont en net retrait (-60 %), et en moindre recul, celles des bâtiments commerciaux (-14 %).

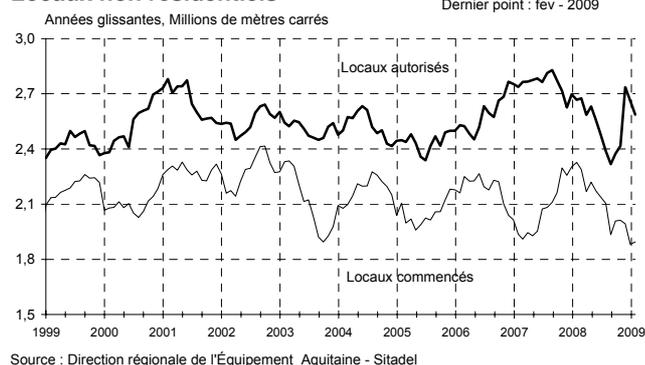
Avec 1,9 million de mètres carrés de bâtiments non résidentiels en 2008, les mises en chantier enregistrent une baisse de 12 % par rapport à 2007.

Cette baisse affecte particulièrement le secteur agricole (-35 %). Les ouvertures de chantiers ont chuté de 43 % pour le stockage agricole et de 32 % pour les constructions hors stockage.

Seul le secteur secondaire affiche une croissance de 12 %, porté par les ouvrages spéciaux (+50 %) et les bâtiments industriels (+27 %).

Le tertiaire est en retrait par rapport à l'année précédente (-12%). Les plus importantes baisses sont enregistrées pour les équipements collectifs consacrés à la culture et les loisirs (-47%) ainsi que ceux de la santé (-31 %). Deux secteurs affichent une croissance : les équipements collectifs d'hygiène et d'action sociale (+54 %) et les bureaux (7 %).

#### Locaux non résidentiels



### Travaux publics en Aquitaine : baisse des investissements en 2008 et morosité des prévisions pour 2009

Fin 2007, les travaux publics aquitains présentent un chiffre d'affaires de 2 279 millions d'euros et place l'Aquitaine en 6<sup>e</sup> position dans le classement des régions françaises. L'évolution par rapport à l'année précédente est de 8,3 % pour la région et de 9,9 % pour la France entière.

Le secteur des travaux routiers représente 41 % de l'activité des travaux publics et son chiffre d'affaires augmente de 12,8 %.

#### Travaux publics

##### Répartition du chiffre d'affaires aquitain en 2007

	%
Travaux routiers	41
Adduction d'eau, assainissement	22
Terrassements	14
Réseaux électriques	11
Ouvrage d'art et équipement industriel	6
Fondations spéciales, travaux souterrains, travaux maritimes et fluviaux	4
Voies ferrées	2

Source : Fédération et Syndicat des Travaux Publics d'Aquitaine

Le retournement de conjoncture a touché les travaux publics dès le second semestre 2008 entraînant une quasi-stagnation de l'activité d'une année sur l'autre pour cette branche<sup>5</sup>.

#### Travaux publics en Aquitaine

Evolution 2008/2007 en %

Chiffres d'affaires	0,6
Investissements	-3,9

Sources : Banque de France

Les investissements des collectivités locales s'élèvent à 1,1 milliard d'euros pour des travaux publics aquitains en 2008. En un an, la baisse est de 4,1 % pour la région et elle est estimée à 2 % au niveau national<sup>6</sup>.

En 2008, les travaux routiers financés par la région et les départements reculent de 1,1 % par rapport à 2007.

Les perspectives d'investissements des conseils généraux sur les routes départementales seraient de 236 millions d'euros, soit une très faible progression de 2,6 %<sup>7</sup>.

<sup>5</sup> Extrait Banque de France, les entreprises en Aquitaine au 16 mars 2009.

<sup>6</sup> Cebatrama

<sup>7</sup> Budgets primitifs. Ne sont pas pris en compte les budgets des groupements sans fiscalité propre. Source Cebatrama, Observatoire régional du BTP

Les livraisons en 2009 sont prévues en net retrait par rapport à 2008. Le repli envisagé serait d'environ 8 points pour les chiffres d'affaires. Les prévisions en matière d'investissements pour 2009 sont très prudentes<sup>5</sup>.

En France, les entrepreneurs de travaux publics interrogés en janvier 2009 sur l'activité de leur entreprise dans les mois à venir sont plus nombreux à penser qu'elle va continuer à se dégrader<sup>8</sup>.

#### Sit@del2

##### de nouvelles séries statistiques

À compter de mars 2009, les informations relatives aux autorisations de construire (permis délivrés) et aux mises en chantier font l'objet de modifications par rapport aux séries publiées précédemment. Les séries restent en date de prise en compte (DPC) c'est-à-dire à la date à laquelle l'événement (autorisation, ouverture de chantier, etc.) est enregistré dans la base de données Sit@del2.

Du fait de la mise en place du nouveau dispositif de prise en compte des nouvelles séries, des perturbations limitées à ce mois, notamment lors de l'intégration des informations issues des communes instructrices et des DDE, ont fortement affecté les données de mars 2009 et particulièrement les ouvertures de chantiers.

Avec ce nouveau mode de comptabilisation des annulations et des modifications de permis, les données en date de prise en compte diffusées chaque mois ne sont plus modifiées après leur publication. Jusqu'à présent elles étaient corrigées lors des mois suivants.

Commissariat général au développement durable.  
Service de l'observation et des statistiques  
Extrait de Chiffres et Statistiques N° 29 - avril 2009

<sup>8</sup> Observatoire du BTP : tableau de bord trimestriel n°41.

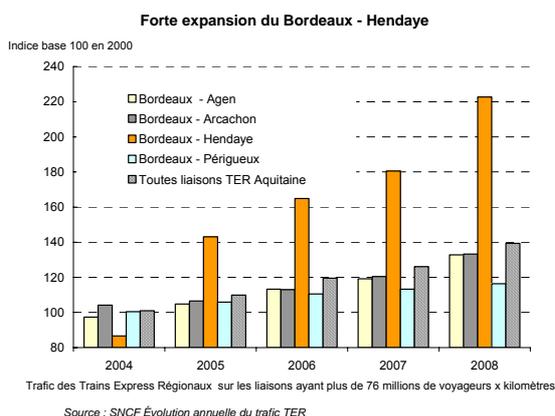
### De plus en plus de voyageurs dans les TER et dans les avions en 2008

*Le trafic voyageurs en 2008 poursuit sa progression en Aquitaine dans les gares et dans les aéroports de manière plus nette qu'en 2007. Une dizaine de nouvelles lignes à bas coût ont été ouvertes en 2008. Dans le même temps, le trafic sur les routes a un peu diminué.*

*Dans l'ensemble des transports de marchandises, l'activité 2008 est orientée à la baisse. Seul le mode maritime enregistre une légère hausse du trafic. L'activité du port de Bordeaux progresse tandis que celle du port de Bayonne chute.*

*Sur la route, l'année 2008 se remarque par une reprise du trafic pour les flux intra-aquitains, mais aussi par une chute du trafic Poids Lourds sur l'axe Nord-Sud. Par ailleurs, les activités de fret ferroviaire et de transport combiné régressent.*

En 2008, la fréquentation des **trains express régionaux (TER)** a progressé de 10,4 % en nombre de voyageurs\*kilomètres, poursuivant ainsi la croissance entamée en 2004. Hormis sur Périgueux-Brive et Agen-Périgueux, le trafic augmente sur toutes les liaisons voyageurs. Cette progression est la plus forte depuis 2004 avec des liaisons dont la croissance dépasse 15 %. Il en est ainsi pour les liaisons de Bordeaux à destination de Hendaye (+ 23 %), Pau-Tarbes (+ 19 %), Mont-de-Marsan et Angoulême (+17 %).



Début juillet 2008, la première phase de cadencement a été mise en place sur certaines lignes TER Aquitaine. Sur cinq lignes au sud et à l'ouest de Bordeaux, les TER cadencés suivent le même itinéraire, la même politique d'arrêt, le même temps de parcours à des horaires fixes se répétant à intervalles réguliers. Le cadencement des TER sera généralisé à l'ensemble du réseau à l'horizon 2010.

Début 2009, le trafic diminue sur les mois de janvier et février, du fait de la tempête Klaus et des mouvements sociaux ayant affecté ces deux

premiers mois de l'année. Au mois de mars, le trafic augmente de 2 % par rapport au même mois de l'année précédente.

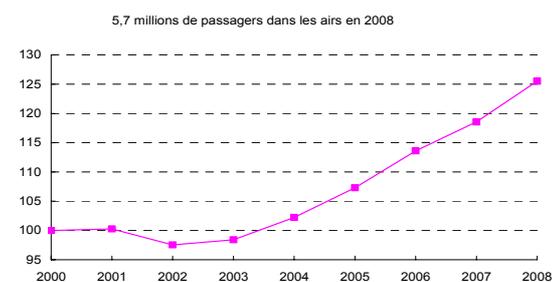
#### Des aéroports très fréquentés

Le nombre de voyageurs au départ des aéroports aquitains (passagers locaux) s'élève en 2008 à 5,7 millions, progressant de 5,9 % par rapport à 2007.

En 2008, le nombre de passagers de l'**aéroport de Bordeaux** poursuit sa hausse (+ 2,8 %) avec + 3,6 % de passagers nationaux et + 1,3 % de passagers internationaux par rapport à 2007. De nouvelles liaisons, dont cinq à bas coût, ont été créées : destinations Montpellier, Cologne, Galway, Genève, Rome, Stockholm et Waterford. Le nombre de lignes à bas coût est passé de neuf à onze depuis 2007.

En 2009, pour le premier trimestre, la tendance du trafic est à la baisse (moins de voyages d'affaires).

Sur l'**aéroport de Biarritz-Anglet-Bayonne**, parallèlement à l'arrêt des lignes sur Paris-Charles de Gaulle par Air France et Oslo par Sterling, six liaisons à bas coût sont créées : Birmingham et Londres-Luton par Ryanair, Paris, Lyon, Bristol et Londres-Gatwick par Easy Jet. Le nombre total de passagers augmente de 11 %. Grâce notamment à la mise en place des lignes nationales sur Paris et Lyon par Easy Jet, le nombre de passagers nationaux progresse de 14 %.



Le trafic de l'**aéroport de Pau** croît de 7 %, en particulier grâce à la forte augmentation du nombre de passagers internationaux low cost (+ 32 %). L'effet année pleine de la ligne sur Charleroi et l'ouverture d'une quatrième ligne à bas coût sur Bristol expliquent cette augmentation.

Pour l'**aéroport d'Agen**, la ligne à obligation de service public (OSP) sur Paris (fermée en avril 2007) est réouverte par la compagnie Airlinair depuis le 7 janvier 2008. Le nombre prévisionnel de 17 000 passagers pour la première année OSP est largement dépassé avec 22 500 passagers embarqués en 2008.

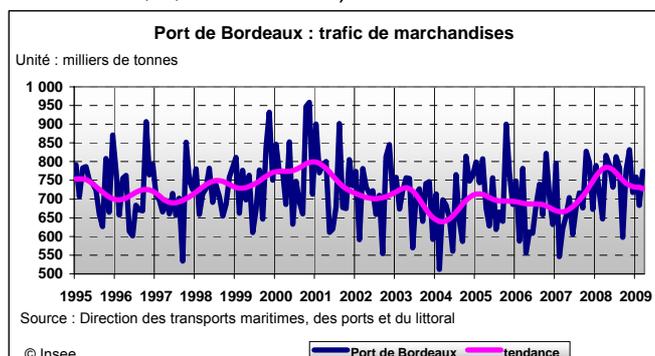
L'aéroport de Bergerac renoue avec une progression du trafic passagers (16 % par rapport à 2007) : trois lignes à bas coût supplémentaires ont été ouvertes par les compagnies Ryanair (Charleroi et Bristol) et Transavia (Amsterdam) alors que la liaison Bergerac-Manchester a été arrêtée par la compagnie Flybe.

Le trafic passagers de l'aéroport de Périgueux a repris avec la réouverture, le 1<sup>er</sup> avril 2008, de la ligne à OSP sur Paris (fermée en mars 2005) par la compagnie Twin Jet.

### Un bon résultat pour le port de Bordeaux

L'ensemble des grands ports maritimes français termine l'année 2008, marquée par des grèves liées au lancement de la réforme portuaire et le début de la crise économique, en affichant une progression du tonnage brut total de 1 %. Seuls les trafics des liquides et des solides en vrac contribuent à cette hausse alors qu'ils avaient régressé en 2007. En revanche, les marchandises diverses qui avaient fortement progressé de 12 % en 2007, reculent de 5 % à la fin de 2008. Elles ont été affectées par des trafics de conteneurs perturbés dans un premier temps par les mouvements sociaux, puis dans un second temps par un ralentissement de l'économie mondiale observé depuis septembre et accentué en décembre.

L'activité du port de Bordeaux augmente de 8,4 % avec 9 millions de tonnes de marchandises transportées, confortant sa position sur la façade atlantique française. Si l'on excepte l'année 2000 où les conséquences de la tempête avaient généré un pic de trafic exceptionnel, il faut remonter à 1994 pour retrouver un tonnage comparable. Ce résultat correspond à une croissance mesurée, constatée depuis plusieurs années (8,2 Mt en 2006, 8,3 Mt en 2007).



En 2008, il a été atteint grâce à la reprise partielle des exportations de pétrole brut (230 000 tonnes au cours des 9 derniers mois de l'année) concomitante à un élargissement de l'hinterland pour les réceptions de produits énergétiques raffinés.

A noter, le redémarrage des exportations céréalières (+ 19 %), grâce au maïs et la concrétisation de trafics liés à des projets

industriels, en particulier dans le domaine des vrac liquides avec les huiles (nouveau stockage développé par la société Sea-Tank et nouveau trafic généré par les investissements des sociétés Diester et Saipol à Bassens). De même, avec l'ouverture du dépôt mis en place à Blaye par la Sobib, les réceptions de bitume ont été multipliées par quatre dans l'année.

Par ailleurs, après le boom de la construction qui a eu un impact sur les trafics portuaires en 2007, les effets de la crise sont visibles en 2008 sur les quais girondins, tant au niveau des bois sciés (- 20 %) que sur celui des clinkers, des laitiers et des granulats. Les trafics agroalimentaires diminuent. Avec 152 000 tonnes, les aliments du bétail importés chutent de 31 % en raison de la concurrence de l'unité de production mise en place à Bilbao et de l'augmentation des taux de fret des vraquiers pénalisant Bordeaux port d'estuaire jusqu'en fin d'année. Pour les engrais (300 000 tonnes, soit - 27 %), il faut noter que 2007 était une année exceptionnelle et tenir compte de l'arrêt ponctuel pour maintenance de l'usine Yara d'Ambès.

### Naissance du Grand Port Maritime de Bordeaux

Annoncés lors du conseil des ministres du 7 octobre dernier, les décrets portant création des grands ports maritimes sont parus au journal officiel du 10 octobre 2008.

A compter de cette date, le Port Autonome de Bordeaux devient le Grand Port Maritime de Bordeaux remplace, avec un directoire à trois membres, un conseil de surveillance à dix-sept membres et un conseil de développement à trente membres.

La nouvelle raison sociale de l'Établissement est désormais « Grand Port Maritime de Bordeaux », sa dénomination commerciale demeure « Port de Bordeaux ».

La prochaine étape est maintenant la mise en place des organes de gouvernance, en particulier à travers la parution d'un nouveau décret qui nommera les membres du Conseil de surveillance. C'est ce conseil qui validera ensuite la composition du Directoire. Au plan national, les négociations se poursuivent entre les partenaires sociaux pour la mise en place de l'accord-cadre qui validera les principales conditions de mise en oeuvre de la loi du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire.

Pour les marchandises diverses conteneurisées, avec plus de 55 000 boîtes manutentionnées et un tonnage global dépassant les 600 000 tonnes, le Port de Bordeaux réalise le deuxième résultat de son histoire après le record atteint en 2007. Par rapport à cette référence, le tonnage baisse de 8% et le nombre de conteneurs de 15%. L'année 2008 est donc marquée par un rééquilibrage des trafics avec une forte progression des importations (+ 23 % pour le nombre de conteneurs pleins).

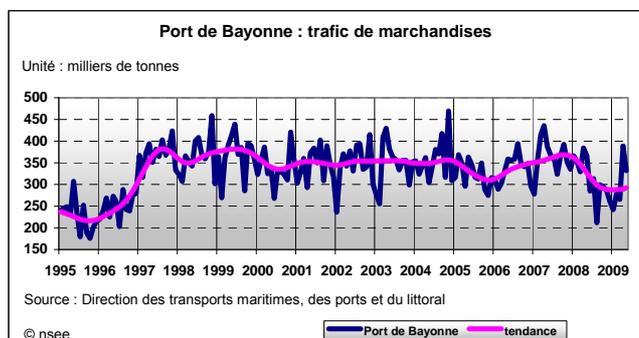
Les résultats des trois premiers mois de 2009 laissent apparaître une progression de 2,9 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2008.

### Le trafic du port de Bayonne en baisse

Le port de Bayonne enregistre pour l'année 2008 un trafic de 3,7 millions de tonnes, soit une diminution de 14,2 % par rapport à 2007. Les importations de marchandises (-25,1 %) diminuent plus que les exportations (-3,2 %).

La baisse est particulièrement forte pour les produits pétroliers tant en entrée qu'en sortie. Le secteur phare des ferrailles et des billettes poursuit sa progression à l'export (+32,6 %). Les volumes de maïs disponibles pour l'exportation ont été plus importants (+8,7 %). Les entrées de produits chimiques chutent de -13,1 %.

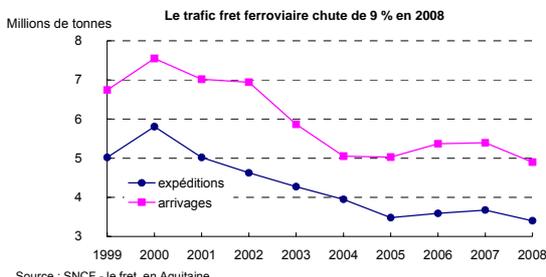
De plus, la fermeture de l'usine chimique Celanese de Pardies pourrait avoir un impact sur l'activité de fret du port de Bayonne.



Les résultats du premier trimestre 2009 montrent un nouveau recul du trafic (- 25 %).

### Baisse du fret ferroviaire aquitain

Pour la première fois depuis 2005, l'activité fret ferroviaire se replie en 2008. Le trafic s'établit à 8,3 millions de tonnes avec une chute de 9 % par rapport à 2007. Les expéditions totalisent 3,4 millions de tonnes et diminuent de 8 %. Les arrivages sont supérieurs aux expéditions et en recul de 9 % pour atteindre 4,9 millions de tonnes.



### Hausse en tonnage du transport routier de marchandises intra-Aquitaine en 2008

L'année 2008 est marquée par une hausse du trafic du transport routier de marchandises pour les flux intra-aquitains. En effet, ce trafic a augmenté de 6,5 % par rapport à 2007 avec un trafic de 103 millions de tonnes, soit 25,8 millions

de tonnes transportés par trimestre (24,1 millions de tonnes en 2007).

Depuis 2004, le volume du flux de marchandises entrant en Aquitaine (venant de France ou de l'étranger) est quasiment identique au volume du flux sortant de l'Aquitaine (partant en France ou à l'étranger). Après une baisse en 2006, les flux totaux en Aquitaine continuent de progresser en 2008 (+ 3,5 % par rapport à 2007). Cela est dû essentiellement aux flux intra-aquitains.

En 2008, le trafic Poids Lourds (PL) sur l'axe Nord-Sud diminue sur presque tous les postes de comptage (de - 6 % à - 10 %). Le trafic sur l'A10 à hauteur de Pons est de nouveau en baisse alors qu'en parallèle sur la RN10 à Pétignac le trafic PL continue à augmenter. Depuis 2006, le trafic PL sur la RN10 est deux fois plus important que sur l'A10. Sur l'A63 à Biriadou, et depuis la première fois depuis 2001, le trafic PL se réduit de 6,5 %.

### Baisse du transport combiné

Le transport combiné de la SNCF (maritime et terrestre) connaît une contraction du tonnage de ses activités pour atteindre 1,3 million de tonnes en 2008, soit une diminution de 9,3 % par rapport à 2007.

**Le transport combiné SNCF revenu au niveau de 2006**

	2005	2006	2007	2008	Evolution 08/07 (%)
Expéditions	580 471	658 774	710 284	657 644	-7,4
Arrivages	626 676	670 708	770 104	685 428	-11,0
total	1 207 147	1 329 482	1 480 388	1 343 072	-9,3

Source : SNCF transport combiné en tonnes

L'activité du transport combiné, mesurée à partir des résultats de l'entreprise Novatrans sur les plates-formes de Bordeaux-Hourcade et Bayonne-Mouguerre, est aussi en retrait.

**Le transport combiné en -dessous des 700 000 tonnes en 2008**

	2006		2007		2008		Evol 08/07 (%)	
	UTI	Tonnes	UTI	Tonnes	UTI	Tonnes	UTI	Tonnes
Bordeaux-Hourcade	17 423	281 122	15 422	247 074	16 358	243 304	6,1	-1,5
Bayonne-Mouguerre	25 246	425 690	28 465	504 932	25 785	435 574	-9,4	-13,7
TOTAL	42 669	706 812	43 887	752 006	42 143	678 878	-4,0	-9,7

Source : Novatrans  
Le Transport Combiné par l'opérateur Novatrans

### Baisse du trafic sur les routes

En trafic moyen journalier annuel, pour la première fois depuis 2001, le trafic Véhicules Légers (VL) sur l'axe Nord-Sud baisse en 2008. Sur les quatre points de comptage (A10-Pons, RN10-Pétignac, RN10-Magescq, A63-Biriadou) la diminution du trafic varie entre 2 % et 4 %. À Biriadou, à la frontière avec l'Espagne, le trafic diminue de 2 % par rapport à 2007 pour revenir au niveau de 2006 ■

### Une hausse du nombre d'établissements dans le commerce grâce au commerce de gros

*Alors qu'il s'était accru tout au long de l'année 2007, le pouvoir d'achat s'est mis à stagner voire à baisser au cours des trois premiers trimestres de 2008. Ce tassement a provoqué une stagnation de la consommation des ménages. Au quatrième trimestre, le ralentissement des prix a déclenché un regain de pouvoir d'achat et un léger rebond de la consommation (+0,3%). Au total, celle-ci ne s'est accrue que de 0,9% en 2008, un rythme nettement plus faible que les années précédentes.*

*Concernant les entreprises commerciales implantées en Aquitaine, les prévisions de la Banque de France pour l'année 2009 sont très prudentes. Un recul significatif d'activité est attendu dans tous les secteurs, notamment dans le commerce de gros impacté par un net repli des marchés à l'export.*

En Aquitaine, selon les premières tendances, le commerce enregistre au quatrième trimestre 2008 une légère diminution de l'emploi salarié (-0,4 %) par rapport au même trimestre de l'année précédente. Entre 2007 et 2008, le nombre d'établissements commerciaux augmente de 2,3 %, progression principalement portée par le commerce de gros (+4,1 %), comme au niveau national.

En 2008, on compte 34 970 établissements commerciaux en Aquitaine répartis entre 24 050 établissements de commerce de détail ou d'artisanat commercial<sup>1</sup> et 10 920 établissements de commerce de gros.

Ils sont 137 900 salariés employés dans ce secteur<sup>2</sup>, les deux tiers travaillent dans le commerce de détail ou l'artisanat commercial.

**Dans le commerce de gros**, la croissance est liée principalement aux commerces de biens intermédiaires non agricoles, en augmentation de 2,6 %.

Le nombre de commerces de produits de consommation non alimentaires diminue de nouveau, mais faiblement (-0,4 %), après une baisse de 1,8 % en 2007. Ce recul est plus marqué dans le département des Pyrénées-Atlantiques (-2,9 %), alors que les chiffres dans les départements de Dordogne et de Lot-et-Garonne sont en hausse après les diminutions observées en 2007.

Le parc des établissements de commerce de gros des produits de consommation alimentaires augmente de 1,8 %. Cette progression est plus marquée dans le département des Landes (+4,2 %). À l'inverse, un déficit est observé dans les départements de Dordogne (-0,4 %) et de Lot-et-Garonne (-1,3 %).

Le nombre d'établissements dans le commerce de gros augmente dans tous les départements aquitains, contrairement à l'évolution entre 2006 et 2007.

Dans le commerce de gros, l'emploi salarié progresse légèrement (+0,6 %).

**Dans le commerce de détail**, le nombre d'établissements augmente de 1,9 % en Aquitaine, soit 0,4 point de plus qu'en France. Contrairement à l'évolution négative (-3,2 %) constatée entre 2006 et 2007, les commerces d'alimentation générale sont plus nombreux (+1,9 %). Les magasins d'habillement se développent dans tous les départements aquitains, plus particulièrement dans ceux de Dordogne et de Gironde.

Dans le commerce de détail, l'emploi salarié progresse nettement plus que dans le commerce de gros.

En 2008, les créations d'entreprises dans le commerce aquitain ont diminué de 2,3 %, recul plus important qu'au niveau national (-1,0 %). Le nombre de défaillances d'entreprises commerciales augmente de 21 % entre 2007 et 2008, soit onze points de plus qu'au niveau national ■

Le **commerce de détail** consiste à vendre des marchandises dans l'état où elles sont achetées (ou après transformations mineures) généralement à une clientèle de particuliers, quelles que soient les quantités vendues. Outre la vente, cette activité peut aussi recouvrir la livraison et l'installation chez le client (de meubles ou d'électroménager par exemple). La commercialisation d'un bien comprend généralement successivement une activité de commerce de gros (commerce interentreprise) suivie d'une activité de commerce de détail mais certains biens (biens d'équipement) ne font pas l'objet de commerce de détail.

Le **commerce de gros** consiste à acheter, entreposer et vendre des marchandises généralement à des détaillants, des utilisateurs professionnels (industriels ou commerciaux) ou des collectivités, voire à d'autres grossistes ou intermédiaires, et ce quelles que soient les quantités vendues. Les intermédiaires du commerce de gros mettent, quant à eux, en rapport les acheteurs et les vendeurs (ou bien exécutent des opérations commerciales pour le compte d'un tiers), sans être eux-mêmes propriétaires des marchandises (il s'agit des commissionnaires, courtiers, agents commerciaux, représentants non salariés, etc.).

<sup>1</sup> Le champ inclut ici les activités artisanales assimilées au commerce, telles les boulangeries, pâtisseries, charcuteries, mais n'inclut pas le commerce automobile, ni le commerce de détail des carburants.

<sup>2</sup> Source : Insee - Unedic au 31 décembre 2007

### Les SERVICES AUX ENTREPRISES, une forte hausse des défaillances d'entreprises en 2008

Les activités de services pour les entreprises comptent 28 850 établissements début 2008, soit 16 % des établissements de la région contre 18 % en France. Dans la région, le nombre d'établissements de services pour les entreprises a progressé de 5,9 % entre 2007 et 2008, soit 0,5 point de plus qu'au niveau national. Les établissements aquitains proposant des services aux entreprises représentent 4,5 % de l'offre de services française en nombre d'unités.

Ils sont principalement localisés dans les départements les plus urbanisés, la Gironde (52 %) et les Pyrénées-Atlantiques (21 %). Dans ces deux départements, la progression se situe au-dessus de la moyenne régionale.

L'Aquitaine se caractérise par un réseau de petits établissements. Six sur dix n'ont pas de salarié. Seulement 7 % du total des établissements emploient plus de 9 salariés.

Les SERVICES AUX ENTREPRISES regroupent environ 128 730 personnes en Aquitaine, soit environ 17 %<sup>1</sup> des emplois salariés régionaux. L'effectif salarié de ce secteur a augmenté de 4 500 personnes entre fin décembre 2006 et fin décembre 2007.

Les SERVICES OPÉRATIONNELS ET LES ACTIVITÉS DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE sont les activités les plus employeuses : respectivement 57 % et 38 % des salariés des services aux entreprises.

Les activités de « sélection et de fourniture de personnel » et de « sécurité, nettoyage et services divers » sont prépondérantes dans les services opérationnels. Fin 2007, elles rassemblent un peu plus de la moitié des salariés employés dans les services aux entreprises.

Parmi les activités de CONSEIL ET D'ASSISTANCE, les services opérationnels (activités juridiques, comptables et conseil pour les affaires et la gestion) regroupent 31 % des salariés de ce groupe d'activités. L'activité « Architecture, ingénierie, contrôle » en rassemble 27 %. L'emploi salarié a augmenté dans ces activités, alors qu'il a diminué dans le poste « publicité et études de marché ».

#### Dans les SERVICES AUX ENTREPRISES :

▲ Le nombre d'établissements aquitains progresse de 6 % en 2007, après 4 % en 2006.

▲ Les plus fortes hausses relatives du nombre d'établissements se réalisent dans les ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION D'ENTREPRISES (+ 13 %) et les ACTIVITÉS INFORMATIQUES (+ 9 %).

▲ Les créations d'entreprises dans ce secteur augmentent de 4 % en Aquitaine, soit un point de moins qu'au niveau national. Les augmentations les plus fortes sont enregistrées dans les départements des Landes et de la Dordogne. Seul le département de Lot-et-Garonne affiche une baisse du nombre de créations (- 10 %).

▲ En 2008, 320 défaillances d'entreprises de ce secteur sont enregistrées en Aquitaine, soit une augmentation de 27 %. Sur le plan national, la hausse annuelle du nombre de défaillances d'entreprises de ce secteur est nettement inférieure (+ 9 %).

Extrait de la publication : « Les Entreprises en Aquitaine, Bilan 2008 et Perspectives 2009 » de mars 2009 - **Banque de France**

Dans les services marchands, les évolutions ont été contrastées selon les branches.

Dès le second semestre 2008, les sociétés de travail temporaire ont vu la demande fléchir et les prévisions pour l'année 2009 font état d'une forte baisse des chiffres d'affaires. Dans les autres branches, il convient de souligner un bon niveau d'activité dans les services aux entreprises, malgré le retournement de conjoncture enregistré pour les entreprises de travail temporaire en fin d'année ; une diminution des effectifs a été observée dans l'hôtellerie.

De nombreux chefs d'entreprise du secteur des services marchands craignent à nouveau une détérioration des rentabilités d'exploitation ; c'est dans le travail temporaire que les anticipations apparaissent les plus défavorables pour 2009.

<sup>1</sup> Source Unedic au 31 décembre 2007

### Des obstacles pour le tourisme aquitain : les difficultés économiques et la météo

*L'environnement économique n'a pas été favorable au tourisme en 2008. De plus, le temps de l'été a été capricieux, souvent pluvieux ou orageux, notamment en juillet et en août.*

*En Aquitaine, la fréquentation française et étrangère des hôtels et des campings est en recul de 0,7 % sur l'année 2008. Mais durant la saison estivale 2008, allant de mai à septembre, les touristes ont généré 17,7 millions de nuitées, soit presque autant qu'à la saison précédente.*

*L'hôtellerie de tourisme a souffert d'une importante diminution de la demande touristique, mais la saison 2008 a été meilleure pour l'hôtellerie de plein air dans la plupart des zones touristiques.*

*La clientèle étrangère manque en 2008.*

*En 2009, les premiers résultats dans l'hôtellerie sont décevants.*

L'année 2008 a subi de nombreux chocs sur le plan économique : fluctuations du prix du pétrole et des parités monétaires au cours de l'année, aggravation de la crise financière en septembre. Ce contexte a influé sur la fréquentation touristique.

En France métropolitaine, la fréquentation hôtelière diminue globalement de 0,9 % en 2008, du fait surtout de la désaffection de la clientèle étrangère. Mais l'hôtellerie de plein air obtient de meilleurs résultats pour la saison estivale de 2008 (+ 1 %), que pour celle de 2007.

#### Un second semestre difficile pour l'hôtellerie

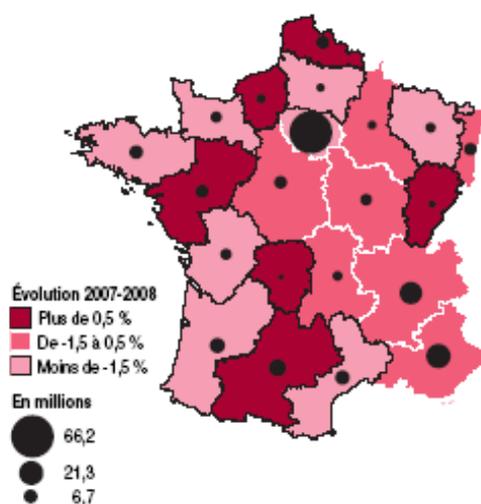
En Aquitaine, les touristes ont généré plus de 21 millions de nuitées dans les hôtels et les campings aquitains en 2008. L'évolution de la fréquentation touristique n'est pas homogène au cours de l'année, reflétant les effets de la conjoncture économique et du calendrier (année bissextile, Pâques en mars en 2008 et en avril en 2007). Ainsi la fréquentation des hôtels aquitains est stable sur les cinq premiers mois de 2008 comparés à ceux de 2007, mais elle diminue de 5 % sur les sept derniers mois de l'année. En mai 2008, la progression du nombre de nuitées est exceptionnelle dans les campings (+ 20 %) et bonne dans les hôtels (+ 8 %).

À l'inverse, la fréquentation touristique recule en juin et en septembre, l'Aquitaine n'ayant pas bénéficié d'événements comme ce fut le cas en 2007 avec le salon Vinexpo et la Coupe du monde de rugby.

#### Une saison hôtelière morose

L'année 2008 est, pour l'hôtellerie de tourisme, une année de retournement après les évolutions positives des trois saisons estivales précédentes. Les hôtels ont enregistré 4,8 millions de nuitées, soit un recul de 3,5 % par rapport à la saison 2007. Cette baisse de fréquentation n'est pas spécifique à l'Aquitaine, mais touche aussi d'autres régions littorales comme la Bretagne, le Languedoc-Roussillon et PACA.

Nuitées dans les hôtels en 2008

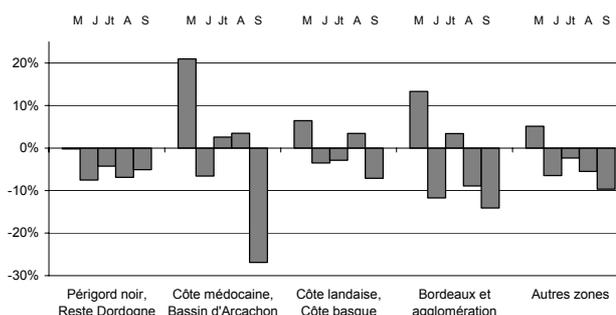


Source : Insee - Direction de la compétitivité, de l'industrie et des services

La fréquentation de la clientèle française, qui représente quatre nuitées hôtelières sur cinq, diminue de 2,5 % par rapport à 2007.

Après plusieurs années de croissance, tant l'hôtellerie haut de gamme que celle de bas de gamme subissent un fort repli de fréquentation durant la saison 2008. Le nombre de nuitées dans les hôtels "4 étoiles" recule de 6 %. Tous les départements aquitains sont concernés, mais celui des Pyrénées-Atlantiques est moins affecté par cette baisse.

Hôtellerie : Évolution mensuelle 2008 / 2007 des nuitées



Source : Insee - Direction de la compétitivité, de l'industrie et des services

Le repli des nuitées observé dans les hôtels situés à Bordeaux et dans son agglomération doit être relativisé par l'exceptionnelle poussée de fréquentation enregistrée lors de la saison de 2007. Bordeaux venait alors d'être classée au patrimoine mondial de l'Unesco et accueillait les premiers matchs de la Coupe du monde de rugby. Les autres zones pâtissent de résultats saisonniers plus dégradés, et en particulier au cœur de saison. Les baisses de fréquentation dans les zones de la Dordogne, celles de Lot-et-Garonne et dans le Pays basque intérieur s'échelonnent entre 5 % et 8 % sur l'ensemble de la saison.

En Aquitaine, le taux d'occupation des hôtels de tourisme diminue de 1,5 point par rapport à la saison précédente, pour s'établir à 65 % en moyenne de mai à septembre 2008. Les hôtels les plus affectés par cette baisse sont les hôtels « haut de gamme », du fait de la poursuite d'une augmentation de capacité supérieure à celle de leur fréquentation. Les plus fortes diminutions de taux d'occupation se remarquent en Lot-et-Garonne, Dordogne et Gironde.

### Fort recul de la clientèle étrangère

Après une augmentation ininterrompue de leur fréquentation depuis 2004, les touristes étrangers ont boudé les hôtels aquitains lors de la saison 2008. La perte relative en nuitées de cette clientèle (- 7 %) est trois fois plus élevée que celle observée pour les nuitées des touristes français. Cependant, les côtes médocaine et landaise ainsi que le Béarn ont accueilli plus d'étrangers dans les hôtels. Dans le Périgord noir, la ville de Bordeaux et la Côte basque, la diminution de la clientèle étrangère ne dépasse pas 4 %. En revanche, les clients étrangers (en particulier britanniques) ont délaissé la zone "Reste de la Dordogne" (- 17 %).

Quatre touristes étrangers sur cinq sont européens, et viennent principalement du Royaume-Uni, de l'Espagne et de l'Allemagne. La clientèle anglo-saxonne a réduit ses nuitées de 9 %. Les nuitées espagnoles et allemandes sont également en retrait par rapport à la saison précédente (respectivement - 6 % et - 2 %).

### L'activité hôtelière sur toute l'année

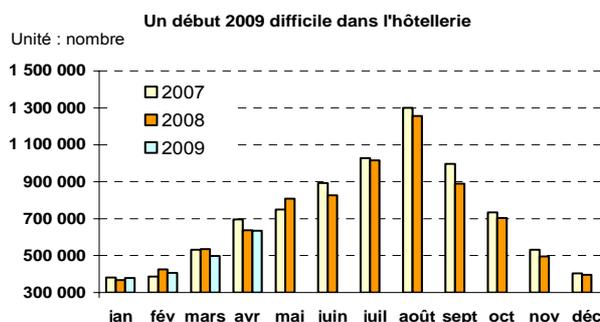
L'offre hôtelière est stable d'une année sur l'autre depuis 2005. Cependant, la capacité d'accueil, en moyenne mensuelle sur l'année, est inférieure à celle de la saison estivale (- 10 %).

En moyenne mensuelle sur l'année 2008, le parc des hôtels aquitains se compose de 970 hôtels classés offrant une capacité totale d'environ 27 000 chambres. Les établissements classés dans la catégorie deux étoiles concentrent la majorité du parc avec plus de 48 % des chambres offertes. Les trois et quatre étoiles en procurent un quart. Le nombre de chambres offertes dans les hôtels quatre étoiles a augmenté de 7 % entre 2007 et 2008.

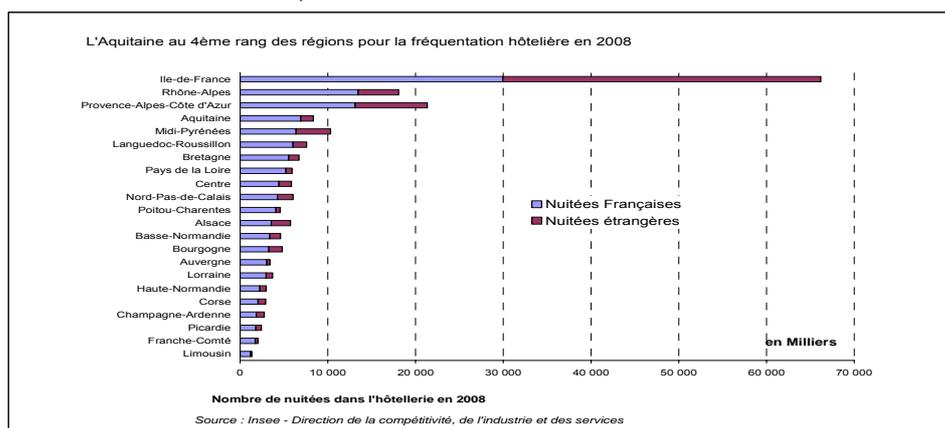
Le nombre de nuitées a diminué de 3 % entre ces deux années, du fait d'une forte baisse de la fréquentation étrangère (-9 %) associée à un repli de la clientèle française (-2 %).

### Un début 2009 maussade

Plus de 1,9 million de nuitées ont été enregistrées sur les quatre premiers mois de 2009 dans les hôtels aquitains, soit un recul de 3 % par rapport à la même période de 2008. Ce repli s'inscrit dans la continuation de la tendance entamée au mois de juin 2008. Cependant le nombre de nuitées est quasi stable au mois d'avril 2009 (-0,4 %). Ces évolutions reflètent aussi les effets du calendrier (Pâques en mars en 2008 et en avril en 2009).



Source : Insee-Direction de la compétitivité, de l'industrie et des services



### Une saison favorable pour les campings

De mai à septembre 2008, avec 12,9 millions de nuitées, la fréquentation dans l'hôtellerie de plein air en Aquitaine est en hausse de 1,1 % par rapport à la saison 2007. Sans retrouver le niveau exceptionnel de 2006, la fréquentation des campings est supérieure à celle des années précédentes. Les bons résultats de début de saison (+ 20 % en mai) et d'août (+ 3 %) compensent les pertes de juillet et septembre.

La saison 2008 est bonne pour l'hôtellerie de plein air, dans la plupart des départements aquitains, à l'exception de ceux de Lot-et-Garonne et de la Dordogne où les nuitées baissent respectivement de 7 % et de 3 %.

La clientèle française est la plus dynamique (+ 4 %), plus encore dans les emplacements équipés (+ 9 %).

En revanche, la fréquentation de la clientèle étrangère est en repli de 5 % par rapport à la saison 2007. Ce recul est plus marqué sur l'intérieur du Pays basque (- 18 %), et du département des Landes (- 14 %), ainsi que dans le Périgord noir (- 15 %).

#### Une bonne saison 2008 dans les campings aquitains

	Nuitées			Taux d'occupation	
	Nombre (en milliers)	Part en %	Évolution 08/07 (%)	Saison 2008 en %	Évolution 08/07 en point
Aquitaine					
<b>Ensemble</b>	<b>12 883</b>	<b>100</b>	<b>1,1</b>	<b>33,4</b>	<b>0,2</b>
<i>dont :</i>					
emplacements nus	7 506	58	-3,8	27,8	-0,7
emplacements locatifs	5 377	42	8,9	49,8	2,6
<b>Par catégorie</b>					
1 et 2 étoiles	2 991	23	2,0	26,5	-0,5
3 et 4 étoiles	9 892	77	0,8	36,6	0,1
<b>Par type d'espace</b>					
Littoral	9 200	71	3,2	34,7	0,6
Intérieur	3 683	29	-3,9	30,9	-1,5
<b>Par clientèle</b>					
Française	8 747	68	4,3	///	///
Étrangère	4 136	32	-5,0	///	///

#### Fréquentation dans l'hôtellerie de plein air

Source: Insee - Direction de la compétitivité, de l'industrie et des services

### Un succès confirmé des emplacements locatifs

La réussite de la saison 2008 dans les campings est largement due à l'engouement des campeurs pour les emplacements locatifs. La fréquentation de ces emplacements a augmenté de 9 % cette saison, et représente 42 % de l'ensemble des nuitées. Pour répondre à une demande qui ne cesse de progresser, l'offre en emplacements équipés s'est encore accrue (+ 3 %), dans les campings 1 et 2 étoiles notamment. Dans cette catégorie, le taux d'équipement atteint 16 % en moyenne sur l'ensemble de la région. Il s'élève à 30 % pour les campings haut de gamme.

Sur l'ensemble de la saison, le taux d'occupation est de 48 % sur les emplacements équipés (90 % pour le mois d'août) et de 28 % sur les emplacements nus (55 % pour le mois d'août).

### Le littoral attire toujours les campeurs

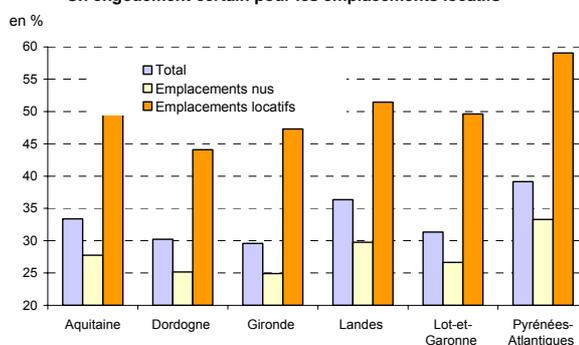
Dans les campings, la zone littorale reste en tête avec 71 % des séjours et une croissance de 3 %. La côte landaise concentre encore une nuitée sur deux passées sur le littoral aquitain. Elle est la zone qui concentre la plus grande part de l'offre d'hébergement. Sa fréquentation a cependant moins augmenté que celle des autres zones côtières de la région. Les Français ont privilégié les côtes basque et médocaine cette année (respectivement + 11 % et + 7 %).

La fréquentation se concentre surtout sur la haute période estivale (84 % des séjours en juillet et août). Le nombre de nuitées affiche une baisse de 6 % au mois de septembre sur l'ensemble de l'espace littoral aquitain. Seule la côte médocaine enregistre une hausse de fréquentation au mois de septembre (+ 18 % par rapport au même mois de l'année précédente).

À l'inverse, les campeurs boudent les zones intérieures de l'Aquitaine en 2008 (- 4 % de nuitées). La clientèle française est aussi présente qu'à l'été 2007, mais le nombre de nuitées de la clientèle étrangère recule de 10 %. L'intérieur du Pays basque et le Périgord noir sont les plus affectés (respectivement - 18 % et - 15 %).

La clientèle étrangère reste avant tout européenne. Les Néerlandais conservent leur première place, malgré une diminution de leurs nuitées de 13 % ; ils représentent 36 % de la fréquentation étrangère en 2008. Les nuitées allemandes et britanniques chutent plus modérément (- 1 % et - 3 %) ■

#### Un engouement certain pour les emplacements locatifs



Source: Insee - Direction de la compétitivité, de l'industrie et des services

### Les enquêtes de fréquentation touristique

**L'enquête de fréquentation hôtelière** existe dans toutes les régions depuis 1982. Elle est réalisée en partenariat avec la Direction du Tourisme par les directions régionales de l'INSEE.

Elle concerne la fréquentation mensuelle des hôtels homologués de 0 à 4 étoiles tout au long de l'année. Jusqu'en 1999, les publications ne portaient que sur les hôtels de 1 à 4 étoiles.

En Aquitaine, cette enquête était réalisée jusqu'en 2000 sur un échantillon d'hôtels. A partir de 2001, un partenariat local avec le Conseil régional d'Aquitaine, la Délégation régionale du Tourisme, le Comité régional et les Comités départementaux du Tourisme permet d'interroger l'ensemble des hôtels homologués de la région.

**L'enquête de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air** est réalisée dans toutes les régions depuis 1981 et, depuis 1992, en partenariat avec la Direction du Tourisme. Elle concerne la fréquentation mensuelle des campings de 1 à 4 étoiles, classés avec la mention « tourisme » ou « loisir », pendant la saison d'été (de mai à septembre). L'interrogation concerne l'ensemble des campings de la région.

En raison de la nature du tourisme pratiqué, **les zones touristiques** définies pour l'hôtellerie, réactualisées en 2001, sont plus nombreuses que celles de l'hôtellerie de plein air. La composition communale d'une zone peut avoir changé sans que son nom soit modifié.

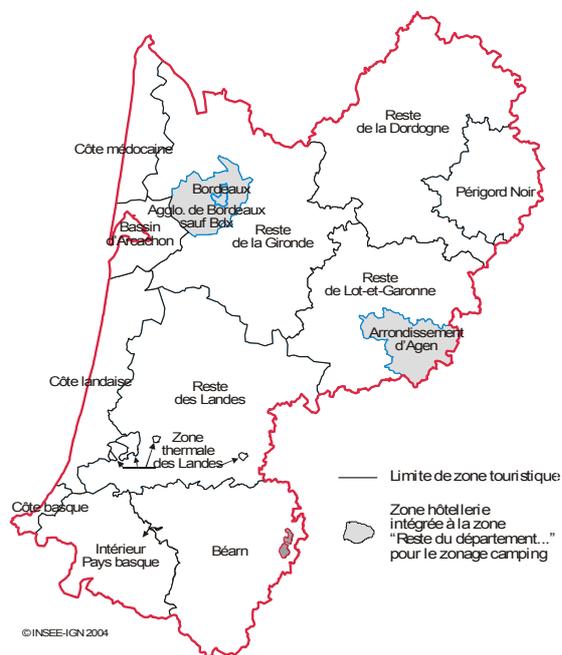
#### Quelques définitions :

**Nuitées** : nombre total de nuits passées par les clients dans un hôtel ou un camping. Ainsi, un couple passant 3 nuits consécutives dans un hôtel correspondra à 6 nuitées de même que 6 personnes ne séjournant qu'une nuit.

#### Taux d'occupation :

$\frac{\text{nombre de chambres occupées}}{\text{nombre de chambres disponibles}} \times 100$

**Emplacements** de camping offerts à la clientèle de passage : emplacements destinés à la location, à la nuitée, la semaine ou au mois, pour une clientèle qui n'élit pas domicile dans le camping. Sont exclus les emplacements loués à l'année à un même client, qu'il y séjourne ou pas.



### Nomenclatures révisées

#### **Le réseau des nomenclatures internationales, européennes et françaises d'activités et produits : une révision coordonnée en 2008**

Modernisation et comparabilité internationale : tels sont les deux grands objectifs de la révision approfondie des nomenclatures d'activités et de produits qui s'est concrétisée par l'entrée en vigueur de la NAF rév. 2 et la CPF rév. 2 au 1er janvier 2008.

Cette opération s'est inscrite dans un processus coordonné aux niveaux international, européen et français.

La « révision 2008 » des nomenclatures est une opération complexe qui intéresse un grand nombre d'acteurs. Sa réussite doit beaucoup à la mise en œuvre d'un dispositif alliant concertation et efficacité.

La France a joué un rôle important dans l'élaboration du nouveau réseau international des nomenclatures d'activités et de produits. Légèrement plus détaillée que la précédente, la nouvelle nomenclature d'activités française est désormais très bien articulée avec la nomenclature européenne.

#### **DGCIS : création en 2009**

Décret du 12 janvier 2009 : création de la **Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGCIS)**, placée sous l'autorité du ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi.

Elle absorbe  
la direction du tourisme  
la direction générale des entreprises (DGE)  
et la direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales (DGCASPL).

### Pour en savoir plus

*L'industrie en France - Édition 2008 - Insee Références - décembre 2008.*

*Panorama de l'industrie française par secteurs d'activité - Insee édition 2009 - juin 2009*

*Dossier **aéronautique-espace** Aquitaine et Midi-Pyrénées- décembre 2008*

*Les comptes prévisionnels de **l'agriculture** pour 2008 - Chute des prix des céréales, baisse du revenu agricole. Insee première n° 1215 - décembre 2008.*

*Essor des sociétés agricoles : un recours accru au salariat et aux prestataires de services. Insee première n° 1243 - juin 2009.*

***Les services** en France - Services aux particuliers - Édition 2008 - Insee Références - décembre 2008.*

***Le commerce** en France - Édition 2008 - Insee Références - décembre 2008.*

***Le tourisme** en France - Édition 2008 - Insee Références - mai 2009.*

*Moins de monde dans les hôtels, plus dans les campings. Aquitaine e-publication n° 3 - mars 2009.*

### L'artisanat

Au 1<sup>er</sup> janvier 2008, l'artisanat regroupe 52 310 entreprises en Aquitaine, représentant 5,7 % du total national et 6,7 % de celui de la France de province. Cette année encore, la région se maintient au 7<sup>e</sup> rang pour la densité artisanale, mesurée par le nombre d'entreprises rapporté à la population estimée au 1<sup>er</sup> janvier 2008, derrière les régions méridionales, le Limousin et Rhône-Alpes.

Entre 2007 et 2008, le nombre d'entreprises artisanales augmente de 3,7 %. C'est dans le département des Landes que l'évolution sur cette période est la plus marquée (+ 4,8 %), puis en Gironde (+ 4,2 %). Ce dernier département regroupe 40 % des unités artisanales de l'Aquitaine.

#### Le bâtiment, premier secteur de l'artisanat

Présent dans tous les secteurs d'activité, l'artisanat se concentre surtout dans les métiers du bâtiment (44 %) et ceux du commerce - réparation (16 %). Viennent ensuite les activités de fabrication autres qu'alimentaire (14 %) et les services aux particuliers (13 %). Les métiers de l'alimentation ne représentent que 6 % des entreprises artisanales.

Début 2008, la progression du nombre de ces entreprises du bâtiment reste soutenue (+ 4,9 %), mais l'activité de la construction décline au second semestre de 2008. Le nombre de permis de construire des logements a chuté en Aquitaine de 12,5 % en glissement annuel entre juillet 2007 et juin 2008, contre - 11,5 % au niveau national.

Les entreprises artisanales proposant des activités de services aux particuliers ont augmenté de 4,8 % par rapport à 2007. Celles qui rendent des services aux entreprises se développent davantage, mais elles représentent moins de 5 % des entreprises artisanales.

#### La moitié des entreprises sans salarié

Une entreprise artisanale sur deux exerce dans la région son activité sans salarié. Elles sont plus présentes dans les activités de transport et de services aux entreprises que dans les autres activités. Leur nombre augmente plus fortement en 2008 qu'entre les deux années précédentes (respectivement + 5,5 % contre + 1 %).

A l'inverse, le nombre d'entreprises artisanales employant des salariés progresse moins en 2008 : + 2 %, contre + 5 % entre 2006 et 2007.

Les défaillances d'entreprises artisanales, tous secteurs confondus, se sont accrues de 11,6 % entre 2007 et 2008. Cette augmentation se retrouve dans toutes les activités, à l'exception de celles de production autres qu'alimentaire. Elles sont en hausse de 14 % dans la construction, secteur qui concentre les deux tiers des défaillances d'entreprises artisanales.

Les défaillances d'entreprises artisanales s'accroissent dans le commerce (+ 17,9 %), et beaucoup plus modestement dans les services (+ 4,3 %).

Les professionnels de l'artisanat sont touchés par la crise. Le bâtiment subit des retards ou des annulations de programme, les services ne sont pas épargnés, seul le secteur de l'alimentation résiste mieux pour l'instant ■

### Les professions libérales

En Aquitaine, l'ensemble des activités libérales regroupe 26 400 unités début 2008, soit 830 de plus qu'au début de l'année 2007.

La part des professions de la santé reste stable, représentant les deux tiers des professions libérales. L'évolution de ce secteur est supérieure à celle de l'ensemble : respectivement 3,7 % et 3,2 %.

L'augmentation du nombre des professions libérales du secteur de la santé (+ 630 inscrits en Aquitaine) en 2008 comme en 2007, est imputable pour l'essentiel aux auxiliaires médicaux. Les effectifs des médecins ont augmenté de 50 unités. Ceux des pharmaciens se sont accrus de 36 unités, soit une hausse similaire à celle de l'année précédente. En 2008, aucune baisse n'affecte les autres professions libérales de la santé.

Par contre, le nombre de professions libérales est en repli dans les activités d'auxiliaires d'assurance (- 25 %), la formation et la recherche (- 9 %) et les activités comptables (- 3 %).

La Gironde concentre la moitié des professions libérales installées en Aquitaine. Les Pyrénées-Atlantiques en regroupent 22 %. La croissance des professions libérales est contrastée dans les départements aquitains. Celui de la Gironde est le seul à creuser l'écart avec le rythme régional (+ 0,6 point). Les départements de Dordogne et de Lot-et-Garonne ont une progression inférieure à 2 % ■

## Le secteur de l'économie sociale : un salarié sur dix

L'économie sociale intervient dans la plupart des activités de l'économie, à l'exception de l'industrie lourde. Elle se définit par des statuts particuliers et des valeurs de démocratie et de responsabilité sociétale (cf. *encadré*).

En 2007, 11 800 établissements employeurs et 107 400 salariés relèvent de l'économie sociale. Ce secteur représente 10 % des établissements employeurs de la région et concerne un salarié sur dix.

L'économie sociale rassemble quatre grandes familles d'entreprises : les coopératives, les mutuelles, les associations et les fondations.

**Les coopératives** représentent 13 % des établissements de l'économie sociale et 15 % des emplois. 1 510 établissements emploient 16 400 salariés en 2007. Sur l'ensemble des coopératives, près de la moitié de l'emploi relève du secteur crédit. Un quart des salariés travaillent pour le domaine agricole et l'autre quart pour les autres coopératives.

**Les mutuelles** regroupent 355 établissements, soit 3 % du secteur de l'économie sociale et près de 5 % de l'emploi. Ce sont souvent de grands groupes qui exercent soit dans le domaine de la santé et de l'action sociale, soit dans les activités d'assurance de biens et de personnes.

**Les associations** constituent la principale composante de l'économie sociale, avec 9 870 établissements employeurs et 83 490 salariés. Elles représentent 84 % des établissements et 78 % de l'emploi.

La moitié des employés des associations travaillent dans le secteur social. Ce domaine comprend principalement l'aide aux personnes âgées, l'aide aux adultes handicapés et les structures d'aide aux personnes sans emploi.

Les associations d'enseignement ou de recherche occupent 17 % de l'emploi associatif. Il s'agit d'établissements de formation professionnelle pour adultes, d'enseignement primaire, secondaire et professionnel.

Les associations de santé représentent moins de 2 % des établissements associatifs, mais sont des structures de taille importante. Elles occupent 6 % de l'emploi associatif.

Le domaine culture-sports-loisirs se compose de petites structures. Près de 40 % des établissements associatifs relèvent de ces activités, mais ils n'occupent que 9 % des salariés.

Les associations proposant des services aux entreprises emploient 9 % des salariés des associations et représentent 8 % des établissements.

Les secteurs de l'hébergement et de la restauration ou bien des transports sont également présents dans les structures associatives, mais représentent une faible part des emplois, respectivement 1,3 % et 0,5 %.

Les « autres » secteurs rassemblent toutes les associations ne correspondant pas aux catégories précédentes ou « non classées ». La part de ces établissements est de 17 % et ils occupent 7 % de l'emploi associatif.

**Les fondations** sont au nombre de 29 en 2007. Elles réunissent 2 730 emplois. Elles interviennent principalement dans le domaine de la santé, de l'accueil d'enfants ou d'adultes handicapés ■

### Le secteur de l'économie sociale

L'économie sociale constitue une entité de l'activité économique qui recouvre des activités très différentes. Ces structures partagent un ensemble de valeurs éthiques communes fortes : la liberté d'adhésion, la gestion démocratique avec le principe "une personne, une voix", la primauté de la personne et de l'objet social sur le capital, la solidarité, la non-redistribution individuelle des profits et l'indépendance à l'égard des pouvoirs publics.

Le périmètre de l'économie sociale a été établi en lien avec le réseau des CRES (Chambres Régionales de l'Économie Sociale).

Il est constitué d'un ensemble de catégories juridiques (société mutuelle, SARL ou SA coopérative, association, etc...) dont sont exclues certaines activités définies par le code APE de l'établissement : administration publique, organisations patronales et consulaires, syndicats de salariés, organisations politiques ou religieuses.

### ***Pour en savoir plus***

*Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi : site de la direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (secteurs PME, commerce, artisanat, services et professions libérales)  
site : [www.pme.gouv.fr](http://www.pme.gouv.fr)*

*L'économie sociale emploie un salarié sur dix. Insee première n°1224 - février 2009.*

*L'économie sociale : une économie de services et de proximité. Le quatre pages Insee Aquitaine n°183 - mars 2009.*

## 1. Cadrage

<b>1.1. International</b>	<b>48</b>
1.1.1. Taux de change - Euro	
1.1.2. Taux d'intérêt - Euribor	
1.1.3. Taux de chômage	
1.1.4. Produit intérieur brut	
<b>1.2. Emploi salarié - Masse salariale</b>	<b>50</b>
1.2.1. Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand non agricole	
1.2.2. Emploi salarié agricole et emploi salarié total au 1 <sup>er</sup> janvier	
1.2.3. Emploi salarié public au 1 <sup>er</sup> janvier	
1.2.4. Évolution des déclarations préalables à l'embauche	
1.2.5. Effectifs salariés et masse salariale par sphère économique en 2007	
1.2.6. Effectifs salariés par sexe et masse salariale par sphère économique par département en 2007	
<b>1.3. Marché du travail</b>	<b>55</b>
1.3.1. Taux de chômage, tableau	
1.3.2. Taux de chômage, graphiques	
1.3.3. Évolution des DEFM de catégorie A	
1.3.4. Évolution des DEFM de catégorie A, B, C	
1.3.5. Structure des DEFM de catégorie A, B, C	
1.3.6. Évolution des DEFM de catégorie A, B, C, D, E	
1.3.7. Offres et demandes d'emploi enregistrées	
1.3.8. Demandes d'emploi sorties	
1.3.9. Travail temporaire (nombre de contrats)	
1.3.10. Bénéficiaires du régime de préretraites	
1.3.11. Principales mesures en faveur de l'emploi	
<b>1.4. Commerce extérieur</b>	<b>63</b>
1.4.1. Pays fournisseurs et pays clients de l'Aquitaine en 2008	
1.4.2. Produits exportés en valeur	
1.4.3. Produits importés en valeur	

## 2. Secteurs d'activité

<b>2.1. Agriculture, Sylviculture, Productions marines</b>	<b>66</b>
2.1.1. Exploitations agricoles	
2.1.2. Productions animales	
2.1.3. Productions végétales	
2.1.4. Évolution du résultat agricole de l'Aquitaine	
2.1.5. Le résultat agricole par département	
2.1.6. Amélioration des structures des exploitations agricoles	
2.1.6bis. Dotations Jeunes Agriculteurs	
2.1.10 <sup>1</sup> . Vins : transactions enregistrés par le CIVB	
2.1.11. Livraison de lait de vache à l'industrie	
2.1.12. Animaux abattus	
2.1.13. Productions fruitières et légumières	
2.1.14. Exploitations forestières et scieries par département	
2.1.15. Récolte de bois et production de sciages par département	
2.1.16. Évolution de la pêche	

<sup>1</sup> Les tableaux 2.1.7. à 2.1.9. ne sont présentés que dans le document de février.

<b>2.2.</b>	<b>Industrie</b>	<b>76</b>
2.2.1.	Répartition des établissements industriels selon l'activité et la taille	
2.2.2.	Évolution des établissements industriels selon l'activité et la taille	
2.2.3.	Répartition des établissements industriels par département	
2.2.4.	Créations d'entreprises dans industrie hors IAA	
2.2.5.	Défaillances d'entreprises dans l'industrie hors IAA	
2.2.6.	Créations d'entreprises dans les IAA	
2.2.7.	Défaillances d'entreprises dans les IAA	
2.2.8.	Évolution des établissements IAA selon l'activité	
<b>2.3.</b>	<b>Construction</b>	<b>81</b>
2.3.1.	Répartition des établissements de la construction selon l'activité et la taille	
2.3.2.	Évolution des établissements de la construction selon l'activité et la taille	
2.3.3.	Répartition des établissements de la construction selon le département	
2.3.4.	Créations d'entreprises dans la construction par département	
2.3.5.	Défaillances d'entreprises dans la construction en Aquitaine	
2.3.6.	Production de granulats, de béton prêt à l'emploi et consommation de ciment	
2.3.7.	Production de logements	
2.3.8.	Production de locaux autres qu'habitations - surfaces concernées	
2.3.9.	Travaux publics réalisés en Aquitaine	
<b>2.4.</b>	<b>Transports</b>	<b>85</b>
2.4.1.	Répartition des établissements de transports selon l'activité et la taille	
2.4.2.	Évolution des établissements de transports selon l'activité et la taille	
2.4.3.	Répartition des établissements de transports par département	
2.4.4.	Créations d'entreprises de transports par département	
2.4.5.	Défaillances d'entreprises dans les transports	
2.4.6.	Trafic aérien des principaux aéroports de la région	
2.4.7.	Trafic portuaire	
2.4.8.	Trafic ferroviaire de marchandises	
2.4.9.	Trafic voyageurs sur les lignes principales SNCF	
2.4.10.	Trafic et recettes TER Aquitaine	
2.4.11.	Flux routiers et autoroutiers	
<b>2.5.</b>	<b>Activité commerciale</b>	<b>92</b>
2.5.1.	Répartition des établissements du commerce selon l'activité et la taille	
2.5.2.	Évolution des établissements du commerce selon l'activité et la taille	
2.5.3.	Établissements du commerce selon l'activité et le département	
2.5.4.	Évolution des établissements du commerce selon l'activité et le département	
2.5.5.	Créations d'entreprises dans le commerce par département	
2.5.6.	Défaillances d'entreprises dans le commerce en Aquitaine	
2.5.7.	Emploi salarié par activité	
<b>2.6.</b>	<b>Services aux entreprises</b>	<b>95</b>
2.6.1.	Répartition des établissements de services selon l'activité et la taille	
2.6.2.	Évolution des établissements de services selon l'activité et la taille	
2.6.3.	Répartition des établissements de services par département	
2.6.4.	Créations d'entreprises dans les services aux entreprises par département	
2.6.5.	Défaillances d'entreprises dans les services aux entreprises en Aquitaine	
2.6.6.	Emploi salarié dans les services par activité détaillée	
2.6.7.	Emploi salarié dans les services par département	

<b>2.7.</b>	<b>Tourisme</b>	<b>98</b>
2.7.1.	Capacité d'accueil des hôtels par zone touristique	
2.7.2.	Capacité d'accueil des campings par zone touristique	
2.7.3.	Taux d'occupation des hôtels et des campings	
2.7.4.	Nuitées totales dans les hôtels et les campings	
2.7.5.	Nuitées des touristes étrangers dans les hôtels et les campings	
2.7.6.	Nuitées des touristes étrangers par pays de provenance	
<b>3.</b>	<b>Statuts d'activité</b>	
<b>3.1.</b>	<b>Ensemble des entreprises</b>	<b>104</b>
3.1.1.	Répartition des établissements par activité	
3.1.2.	Répartition des établissements selon la taille par département par activité	
3.1.3.	Répartition des entreprises selon la catégorie juridique	
3.1.4.	Création d'entreprises par secteur d'activité	
3.1.5.	Création d'entreprises par département et secteur d'activité	
3.1.7.	Défaillances d'entreprises par département	
3.1.8.	Défaillances d'entreprises par secteur d'activité	
<b>3.2.</b>	<b>Artisanat</b>	<b>108</b>
3.2.1.	Répartition des entreprises artisanales selon l'activité et la taille	
3.2.2.	Répartition des entreprises artisanales selon la taille et le département	
3.2.4.	Évolution des créations d'entreprises artisanales	
3.2.5.	Évolution des défaillances d'entreprises artisanales	
<b>3.3.</b>	<b>Professions libérales</b>	<b>110</b>
3.3.1.	Répartition des professions libérales selon l'activité et la taille de l'établissement	
3.3.2.	Répartition des professions libérales selon la taille de l'établissement et le département	
<b>3.4.</b>	<b>Économie sociale</b>	<b>111</b>
3.4.1.	Répartition des établissements employeurs et des effectifs salariés selon les familles	
3.4.2.	Répartition des établissements employeurs et des effectifs salariés par département	
3.4.3.	Répartition des associations employeuses et de leurs effectifs salariés par département	
<b>3.5.</b>	<b>Données sociales</b>	<b>112</b>
3.5.1.	<i>Accidents du travail</i>	
3.5.2.	<i>Bénéficiaires du RMI</i>	
3.5.3.	<i>Bénéficiaires d'aides au logement</i>	
<b>4.</b>	<b>Comparaisons régionales</b>	<b>115</b>
4.1.	<b>Commerce extérieur : exportations et importations</b>	
4.2.	<b>Emploi salarié</b>	
4.3.	<b>Taux de chômage localisé au T1-2009</b>	
4.5.	<b>Taux de création d'entreprises</b>	
4.6.	<b>Bénéficiaires du RMI</b>	
4.7.	<b>Salaires nets annuels moyens</b>	
4.8.	<b>Montant annuel moyen des retraites versées</b>	

#### Signes conventionnels

-	résultats nuls
(p)	données provisoires
...	données non disponibles
///	absence de résultat due à la nature des choses

### 1.1.1. Taux de change de l'euro

	Taux de conversion	Valeur de l'euro en 2009				
		2008	2009			
		Moyenne annuelle	fév	mars	avril	mai
Euro/Deutschemark	1,95583					
Euro/Franc	6,5596					
Euro/Lire	1936,27					
Euro/Peseta	166,386					
Livre		0,7965	0,88691	0,919664	0,89756	0,8844
Dollar		1,4706	1,27847	1,304982	1,31903	1,3650
Yen (100)		1,5233	1,18301	1,276532	1,30246	1,3185

Source : Eurostat, Banque de France

### 1.1.2. Taux d'intérêt

France	2007	2008	08/07 en point	2009			
				Moyenne mensuelle			
				fév	mars	avril	mai
<i>Taux court</i>	4,29	3,88	0,4	1,95	1,64	1,43	1,29
<i>Taux longs : Taux de rendement des emprunts d'état</i>	4,21	3,78	0,4	2,14	1,91	1,77	1,65

Source : Banque de France, Eurostat

### 1.1.3. Taux de chômage

	2007	2008	08/07 en point	2009			
				Données CVS			
				janv	fév	mars	avril
France métropolitaine	7,4	7,6	0,2	...	...	8,7	...
Union Européenne <sup>1</sup>	7,1	7,0	-0,1	7,8	8,1	8,3	...
Allemagne	9,0	7,8	-1,2	7,8	8,0	8,1	8,3
Italie (trimestriel)	6,2	6,8	0,6	...	...	...	...
Royaume-Uni	2,7	2,8	0,1	3,9	4,3	4,5	4,7
Espagne <sup>2</sup>	8,3	11,4	3,1	15,7	16,5	17,4	...
Etats-Unis	4,6	5,8	1,2	7,6	8,1	8,5	8,9
Japon	3,8	4,0	0,2	4,2	4,4	4,8	...

Source : Insee, Banque de France (nationales, Eurostat)

### 1.1.4. Produit intérieur brut

	2007	2008	2008				2009
			variation trimestrielle				T1
			T1	T2	T3	T4	T1
France	2,3	0,3	0,4	-0,4	-0,2	-1,5	-1,2
Zone euro <sup>3</sup>	2,7	0,7	0,6	-0,2	-0,2	-1,6	-2,5
Allemagne	2,6	1,0	1,5	-0,5	-0,5	-2,2	-3,8
Italie	1,5	-1,0	0,5	-0,6	-0,8	-2,1	-2,4
Royaume-Uni	3,0	0,7	0,3	0,0	-0,7	-1,6	-1,9
Espagne	3,7	1,2	0,4	0,1	-0,3	-1,0	-1,9
Etats-Unis <sup>3</sup>	2,0	1,1	0,2	0,7	-0,1	-1,6	-1,6
Japon <sup>4</sup>	2,3	-0,7	0,8	-0,9	-0,6	-3,8	-4,0

PIB au prix de l'année précédente chaînés en données cvs-cjo, en pourcentage

Source : Insee, Banque de France (Eurostat)

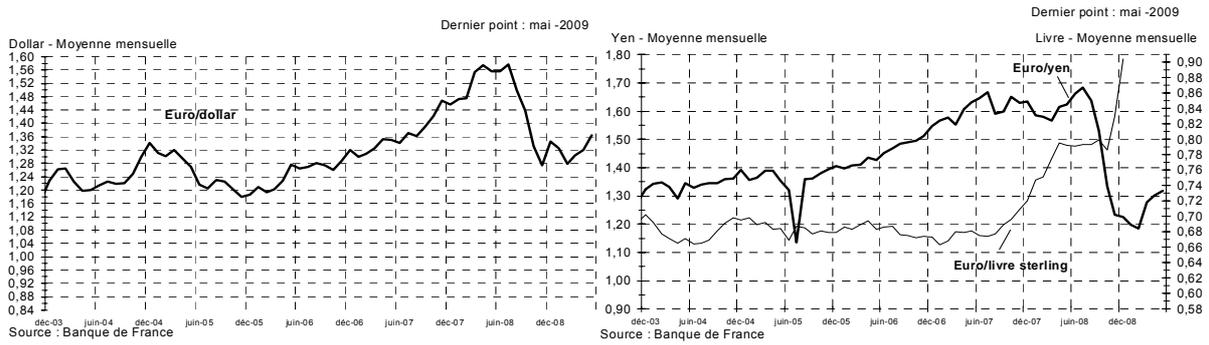
<sup>1</sup> Depuis le 1er janvier 2007, l'Union Monétaire inclut la Slovénie et l'Union Européenne comprend la Bulgarie et la Roumanie.

<sup>2</sup> Taux de chômage standardisé Eurostat.

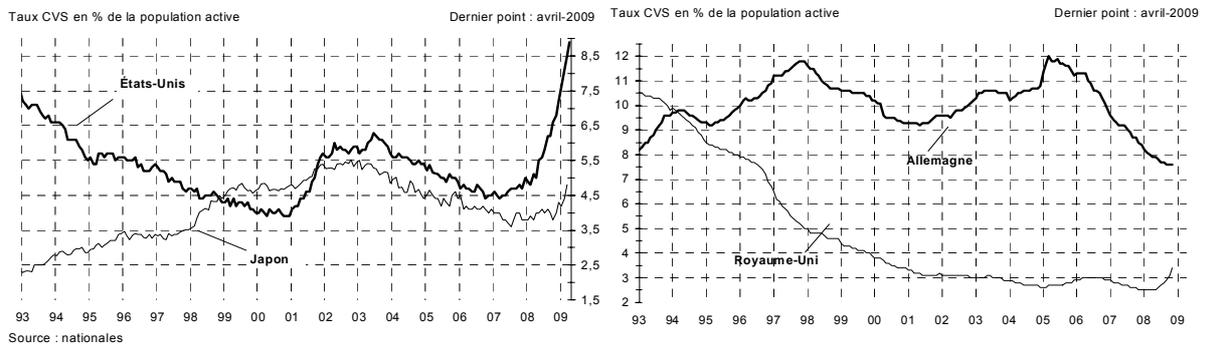
<sup>3</sup> PIB au prix de l'année précédente chaînés en données cvs et partiellement cvs-cjo pour la Zone euro.

<sup>4</sup> PIB en données cvs base 2000.

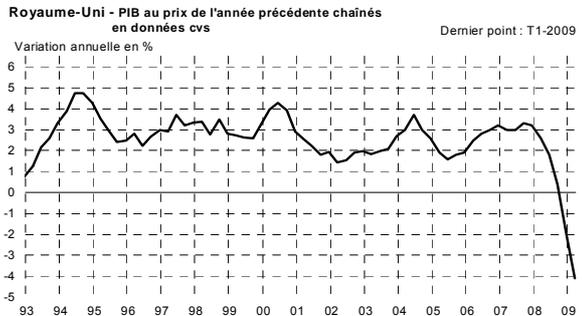
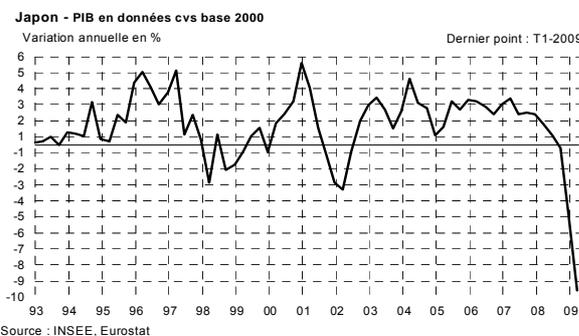
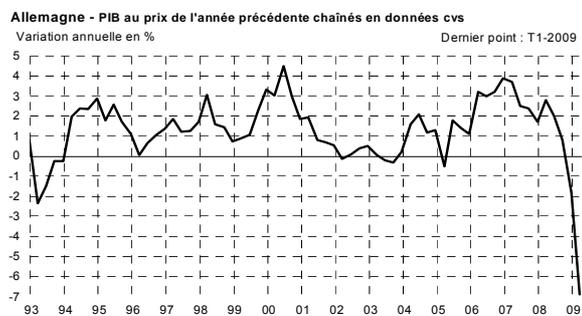
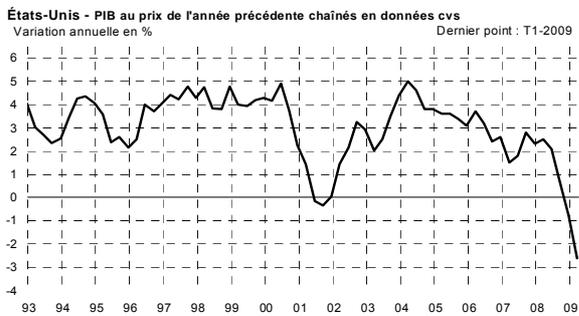
1.1.1. Taux de change de l'euro



1.1.3. Taux de chômage



1.1.4. Produit intérieur brut



# 1. Cadrage

## 1.2. Emploi salarié

### 1.2.1. Evolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand, hors agriculture

*Unité : %*

		2007	2008	2007		2008			
		T4	T4	T3	T4	T1	T2	T3	T4
		<i>Variation annuelle</i>		<i>Variation trimestrielle*</i>		<i>Variation trimestrielle*</i>			
<b>Dordogne</b>									
	Industrie	-1,2	-0,3	-0,2	-0,9	-0,4	-0,4	0,7	-1,0
	Construction	2,1	-0,1	0,9	0,5	-0,2	-0,6	2,2	-1,5
	Commerce	1,2	0,0	0,1	0,0	0,2	-0,3	-0,1	0,2
	Services	3,6	-1,9	1,3	1,4	0,2	0,1	-0,1	-2,1
	Total	1,3	-0,6	0,5	0,2	0,0	0,0	0,6	-1,2
<b>Gironde</b>									
	Industrie	-0,3	-1,1	0,0	0,3	0,1	-0,4	-0,4	-0,3
	Construction	2,4	0,7	0,8	0,6	0,5	0,5	-0,3	-0,1
	Commerce	1,0	-0,2	0,3	-0,2	0,1	0,3	-0,9	0,4
	Services	2,9	2,9	0,6	0,5	1,3	0,0	0,0	1,6
	Total	1,7	1,1	0,4	0,3	0,7	0,0	-0,3	0,7
<b>Landes</b>									
	Industrie	-0,2	6,1	0,3	0,5	0,8	0,5	1,0	1,7
	Construction	2,6	0,0	0,8	0,9	-0,3	0,2	0,5	-0,3
	Commerce	1,9	0,5	0,0	0,3	0,0	-0,5	0,3	0,8
	Services	4,5	0,4	1,4	1,7	0,2	0,0	-1,7	1,8
	Total	2,2	2,0	0,6	0,3	0,7	0,2	-0,6	1,7
<b>Lot-et-Garonne</b>									
	Industrie	-0,4	-4,4	-1,4	0,5	-0,5	-1,9	-1,0	-1,0
	Construction	4,6	-2,0	0,9	1,5	0,1	-0,4	-1,2	-0,5
	Commerce	0,6	0,4	0,2	0,4	-0,7	0,4	-0,7	1,3
	Services	-0,1	-0,8	0,8	-0,6	-0,9	0,1	0,2	-0,3
	Total	0,6	-1,6	0,0	0,3	-0,6	-0,4	-0,5	-0,1
<b>Pyrénées-Atlantiques</b>									
	Industrie	-1,5	-0,7	-0,8	-0,2	0,1	0,4	-0,6	-0,6
	Construction	2,8	0,7	0,6	0,5	-0,9	0,9	0,3	0,4
	Commerce	1,6	-1,8	0,1	0,1	-0,4	0,1	-1,5	-0,1
	Services	3,6	0,2	0,4	1,1	-1,5	1,8	-1,3	1,2
	Total	1,7	-0,5	0,1	0,3	-0,6	1,0	-0,9	0,1
<b>Aquitaine</b>									
	Industrie	-0,7	-0,3	-0,3	-0,4	0,5	-0,3	-0,3	-0,2
	Construction	2,7	0,3	0,7	0,7	0,0	0,4	0,1	-0,2
	Commerce	1,2	-0,4	0,2	0,0	0,0	0,1	-0,7	0,3
	Services	3,0	1,5	0,7	0,8	0,4	0,3	-0,4	1,2
	Total	1,6	0,4	0,3	0,2	0,3	0,2	-0,4	0,4

Source : Insee - URSSAF

Champ : secteur marchand, hors agriculture

Non compris l'intérim, la SNCF, Air France, la Banque de France, la Poste et France-Télécom.

\*Variation trimestrielle calculée sur les données corrigées des variations saisonnières

Derniers trimestres (T3 et T4-2008) provisoires.

### 1.2.2. Emploi salarié agricole et emploi salarié total au 1er janvier

	2007	2008	08/07 %
<b>Dordogne</b>			
Emploi salarié total	119 997	121 446	1,2
Dont emploi salarié agricole	3 429	3 317	-3,3
Part de l'emploi salarié agricole	2,9	2,7	///
<b>Gironde</b>			
Emploi salarié total	518 633	528 958	2,0
Dont emploi salarié agricole	20 516	20 273	-1,2
Part de l'emploi salarié agricole	4,0	3,8	///
<b>Landes</b>			
Emploi salarié total	117 683	120 473	2,4
Dont emploi salarié agricole	4 047	3 900	-3,6
Part de l'emploi salarié agricole	3,4	3,2	///
<b>Lot-et-Garonne</b>			
Emploi salarié total	100 688	100 803	0,1
Dont emploi salarié agricole	4 378	4 064	-7,2
Part de l'emploi salarié agricole	4,3	4,0	///
<b>Pyrénées-Atlantiques</b>			
Emploi salarié total	221 963	225 161	1,4
Dont emploi salarié agricole	3 649	3 431	-6,0
Part de l'emploi salarié agricole	1,6	1,5	///
<b>Aquitaine</b>			
Emploi salarié total	1 078 964	1 096 841	1,7
Dont emploi salarié agricole	36 019	34 985	-2,9
Part de l'emploi salarié agricole	3,3	3,2	///

Source : Insee - Estimations d'emploi.

Les estimations d'emploi sont calculées à partir d'une base au 31/12/1998 issue du Recensement de la population 1999 (estimation 1/1/2007 définitive - 1/1/2008 provisoire). L'actualisation est effectuée chaque année, en fonction des données fournies par différents organismes. Pour l'agriculture, l'actualisation est faite grâce aux données de la Mutualité Sociale Agricole.

### 1.2.3. Emploi salarié public au 1er janvier

	2 004	2 006	06/04 %	Part en % départ. Aquitaine
<b>Dordogne</b>				
Fonction publique d'Etat <sup>(1)</sup>	11 004	10 615	-3,5	10,9
Collectivités territoriales <sup>(2)</sup>	10 286	11 175	8,6	13,8
Etablissements publics de santé <sup>(3)</sup>	5 982	6 637	10,9	14,3
Total	27 272	28 427	4,2	12,6
<b>Gironde</b>				
Fonction publique d'Etat <sup>(1)</sup>	53 458	51 551	-3,6	52,8
Collectivités territoriales <sup>(2)</sup>	34 090	36 853	8,1	45,4
Etablissements publics de santé <sup>(3)</sup>	20 872	22 789	9,2	49,0
Total	108 420	111 193	2,6	49,3
<b>Landes</b>				
Fonction publique d'Etat <sup>(1)</sup>	9 380	9 386	0,1	9,6
Collectivités territoriales <sup>(2)</sup>	9 688	10 917	12,7	13,4
Etablissements publics de santé <sup>(3)</sup>	4 251	4 546	6,9	9,8
Total	23 319	24 849	6,6	11,0
<b>Lot-et-Garonne</b>				
Fonction publique d'Etat <sup>(1)</sup>	8 547	8 639	1,1	8,8
Collectivités territoriales <sup>(2)</sup>	6 343	6 793	7,1	8,4
Etablissements publics de santé <sup>(3)</sup>	4 730	5 183	9,6	11,1
Total	19 620	20 615	5,1	9,1
<b>Pyrénées-Atlantiques</b>				
Fonction publique d'Etat <sup>(1)</sup>	17 648	17 444	-1,2	17,9
Collectivités territoriales <sup>(2)</sup>	14 236	15 481	8,7	19,1
Etablissements publics de santé <sup>(3)</sup>	7 293	7 362	0,9	15,8
Total	39 177	40 287	2,8	17,9
<b>Aquitaine</b>				
Fonction publique d'Etat <sup>(1)</sup>	100 037	97 635	-2,4	4,7
Collectivités territoriales <sup>(2)</sup>	74 643	81 219	8,8	5,2
Etablissements publics de santé <sup>(3)</sup>	43 128	46 517	7,9	4,7
Total	217 808	225 371	3,5	4,9
Militaires <sup>(1)</sup>	18 897	20 436	8,1	6,1
Total (y compris militaires)	236 705	245 807	3,8	4,9
<b>France métropolitaine</b>				
Fonction publique d'Etat <sup>(1)</sup>	2 105 491	2 080 037	-1,2	///
Collectivités territoriales <sup>(2)</sup>	1 470 688	1 558 495	6,0	///
Etablissements publics de santé <sup>(3)</sup>	944 751	1 000 232	5,9	///
Total	4 520 930	4 638 764	2,6	///
Militaires <sup>(1)</sup>	309 756	333 151	7,6	///
Total (y compris militaires)	4 830 686	4 971 915	2,9	///

extrait du rapport annuel fonction publique (DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation).

Sources: Insee - Dreess - DHOS

Champ : Emplois principaux (hors emplois aidés)

<sup>(1)</sup> Agents des ministères y compris EPA (Etablissements Publics Administratifs) nationaux. L'information sur le personnel du ministère de la défense n'est pas diffusable par départements.

<sup>(2)</sup> Y compris EPA locaux, Y compris assistantes maternelles.

<sup>(3)</sup> Y compris médecins et non-titulaires sur crédits de remplacement.

<sup>(4)</sup> Part en % de l'Aquitaine dans la France

## 1.2.4. Evolution des déclarations préalables à l'embauche

	2007	2008	08/07	2009			
				jan	fev	mar	avr
	Cumul sur l'année		%	Variation annuelle, données brutes			
<b>Dordogne</b>							
Ensemble des déclarations	145 023	143 892	-0,8	-16,3	-16,5	-15,3	-12,5
dont travail temporaire (%)	51,3	47,2					
<b>Gironde</b>							
Ensemble des déclarations	813 746	820 993	0,9	-10,4	-7,6	-7,6	-7,1
dont travail temporaire (%)	49,3	48,1					
<b>Landes</b>							
Ensemble des déclarations	176 149	172 147	-2,3	-14,8	-15,0	-14,6	-10,7
dont travail temporaire (%)	51,6	49,7					
<b>Lot-et-Garonne</b>							
Ensemble des déclarations	145 075	143 941	-0,8	-20,3	-18,9	-16,4	-14,3
dont travail temporaire (%)	58,0	58,5					
<b>Pyrénées-Atlantiques</b>							
Ensemble des déclarations	311 452	296 089	-4,9	-19,9	-18,2	-16,4	-14,1
dont travail temporaire (%)	49,2	-4,9					
<b>Aquitaine</b>							
Ensemble des déclarations	1 591 445	1 577 082	-0,9	-14,1	-12,2	-11,6	-9,9
dont travail temporaire (%)	50,5	49,1					

Source : URSSAF

La déclaration préalable à l'embauche (DPAE) est imposée à tout employeur qui envisage de recruter un salarié.  
Les entreprises de "travail temporaire" effectuent des déclarations spécifiques pour le recrutement des salariés intérimaires.

### 1.2.5. Effectifs salariés et masse salariale par sphère économique en 2007

	Sphères économiques		Total
	présentielle	non présenteielle	
<b>Effectifs salariés (au 31/12)</b>			
Dordogne	84 265	31 104	115 369
Gironde	336 803	155 346	492 149
Landes	70 981	34 176	105 157
Lot-et-Garonne	65 503	30 461	95 964
Pyrénées-Atlantiques	145 099	65 317	210 416
<b>Aquitaine</b>	<b>702 651</b>	<b>316 404</b>	<b>1 019 055</b>
<b>Salaires versés (en millions d'euros)</b>			
Dordogne	1 791	834	2 625
Gironde	8 093	4 945	13 038
Landes	1 582	981	2 563
Lot-et-Garonne	1 383	852	2 235
Pyrénées-Atlantiques	3 259	2 131	5 390
<b>Aquitaine</b>	<b>16 108</b>	<b>9 743</b>	<b>25 851</b>

Source : Insee - Clap 2007

Champ : Tous secteurs hors agriculture et hors militaires et personnel domestique

### 1.2.6. Effectifs salariés et masse salariale par activité économique en 2007

	Effectifs salariés (au 31/12)			Salaires versés (millions d'€)
	Hommes (Part en %)	Femmes (Part en %)	Total	
Industries agricoles et alimentaires	54	46	30 627	694
Industries biens de consommation	52	48	18 833	554
Industrie automobile	89	11	4 286	130
Industries biens d'équipement	83	17	36 294	1 261
Industries biens intermédiaires	80	20	48 236	1 390
Energie	79	21	11 237	413
Construction	90	10	75 938	1 608
Commerce	51	49	158 017	3 604
Transports	80	20	45 973	1 169
Activités financières	40	60	28 319	1 005
Activités immobilières	40	60	15 793	393
Services aux entreprises *	55	45	124 991	4 063
Services aux particuliers	44	56	64 708	1 298
Education, santé, action sociale	26	74	231 393	5 378
Administration	43	57	124 410	2 889
<b>Total*</b>	<b>51</b>	<b>49</b>	<b>1 019 055</b>	<b>25 851</b>

Source : Insee - Clap 2007

Champ : Tous secteurs hors agriculture et hors militaires et personnel domestique

\*La répartition hommes, femmes est celle des salariés hors intérim

### CLAP connaissance locale de l'appareil productif

**Un nouveau dispositif de connaissance locale de l'appareil productif (Clap) permet de suivre désormais chaque année par activité détaillée les profils d'emplois et de salaires de zones localisées au lieu de travail.**

Ce dispositif s'appuie sur plusieurs sources administratives dont il fait la synthèse, principalement les Urssaf et les Déclarations annuelles de données sociales (DADS).

Pour rendre compte des différentes logiques de localisation des emplois et des salaires sur le territoire, les activités ont été réparties en deux sphères présenteielle et non-présenteielle.

Les activités « **présenteielles** » sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Les activités « **non présenteielles** » sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Le champ de Clap couvre l'ensemble de l'emploi salarié, hormis les emplois domestiques et, pour des raisons de qualité d'information, l'agriculture et la défense.

Clap fournit des informations sur la localisation de l'activité économique au travers des effectifs et des rémunérations. Le champ de Clap couvre l'ensemble des entreprises et établissements ayant eu au moins un jour d'activité économique dans l'année d'exercice, qu'ils soient employeurs ou non.

Quelle que soit la région, Clap fournit une information homogène sur la localisation des établissements, l'emploi et la masse des rémunérations versées. La source Clap est destinée à l'analyse économique localisée du facteur travail : c'est pourquoi on évalue le nombre de postes de travail des établissements implantés dans une zone et la masse salariale qu'ils versent.

Clap ne se substitue donc pas aux estimations d'emploi réalisées par ailleurs par l'Insee qui privilégie l'évaluation du nombre de personnes ayant un emploi sur une zone.

### 1.3.1. Taux de chômage

	Unité : %							
	2007	2008	08/07	2008				2009
	T4	T4	Ecart point	T1	T2	T3	T4	T1 *
	Données CVS							
Nord-Est de la Dordogne	5,1	5,5	0,4	5,0	5,0	5,0	5,5	
Périgueux	7,3	7,6	0,3	7,0	7,1	7,0	7,6	
Terrasson	7,0	7,8	0,8	6,8	7,0	7,2	7,8	
Sarlat-la-Canéda	7,7	8,0	0,3	7,5	7,6	7,4	8,0	
Bergerac	8,2	8,6	0,4	7,9	8,0	8,0	8,6	
Libourne-Montpon-Ste-Foy-la-Grande	8,0	8,6	0,6	7,7	7,9	8,0	8,6	
Langon-Bazas-La Réole	7,1	7,8	0,7	6,9	7,2	7,0	7,8	
Bordeaux-Médoc	9,0	9,1	0,1	8,6	8,3	8,3	9,1	
Bordeaux-Arcachonnais	8,1	8,6	0,5	7,8	7,9	7,9	8,6	
Bordeaux-Entre-deux-Mers	6,8	7,0	0,2	6,5	6,4	6,4	7,0	
Bordeaux-Cubzacais	8,9	9,1	0,2	8,5	8,7	8,8	9,1	
Bordeaux-zone centrale	7,7	7,9	0,2	7,4	7,3	7,3	7,9	
Dax	7,0	7,6	0,6	6,8	7,2	7,2	7,6	
Sud des Landes	8,7	9,1	0,4	8,3	8,4	8,4	9,1	
Mont-de-Marsan-Haute Lande	6,8	7,8	1,0	6,6	7,0	7,2	7,8	
Mont-de-Marsan-Est des Landes	5,7	6,1	0,4	5,4	5,5	5,6	6,1	
Marmande-Casteljaloux	7,0	7,6	0,6	6,8	7,0	7,0	7,6	
Villeneuve-sur-Lot-Fumel	8,4	9,3	0,9	8,2	8,5	8,5	9,3	
Agen	7,5	8,0	0,5	7,2	7,4	7,5	8,0	
Lacq-Orthez	5,8	5,9	0,1	5,8	5,7	5,6	5,9	
Oloron-Mauléon	5,9	6,7	0,8	6,0	6,2	6,2	6,7	
Pau	6,9	6,9	0,0	6,5	6,6	6,5	6,9	
Bayonne-Pyrénées	6,8	7,1	0,3	6,6	6,6	6,5	7,1	
<b>Dordogne</b>	<b>7,3</b>	<b>7,7</b>	<b>0,4</b>	<b>7,2</b>	<b>7,4</b>	<b>7,5</b>	<b>7,7</b>	<b>8,8</b>
<b>Gironde</b>	<b>7,7</b>	<b>7,9</b>	<b>0,2</b>	<b>7,4</b>	<b>7,5</b>	<b>7,6</b>	<b>7,9</b>	<b>8,6</b>
<b>Landes</b>	<b>6,8</b>	<b>7,3</b>	<b>0,5</b>	<b>6,7</b>	<b>6,9</b>	<b>7,1</b>	<b>7,3</b>	<b>8,1</b>
<b>Lot-et-Garonne</b>	<b>7,5</b>	<b>8,3</b>	<b>0,8</b>	<b>7,5</b>	<b>7,8</b>	<b>8,0</b>	<b>8,3</b>	<b>9,1</b>
<b>Pyrénées-Atlantiques</b>	<b>6,6</b>	<b>6,7</b>	<b>0,1</b>	<b>6,4</b>	<b>6,5</b>	<b>6,5</b>	<b>6,7</b>	<b>7,5</b>
<b>Aquitaine</b>	<b>7,3</b>	<b>7,6</b>	<b>0,3</b>	<b>7,1</b>	<b>7,2</b>	<b>7,2</b>	<b>7,6</b>	<b>8,4</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>7,4</b>	<b>7,6</b>	<b>0,2</b>	<b>7,2</b>	<b>7,4</b>	<b>7,4</b>	<b>7,6</b>	<b>8,7</b>

Source : Insee - Taux de chômage localisés

\* Estimations provisoires au 1<sup>er</sup> trimestre 2009

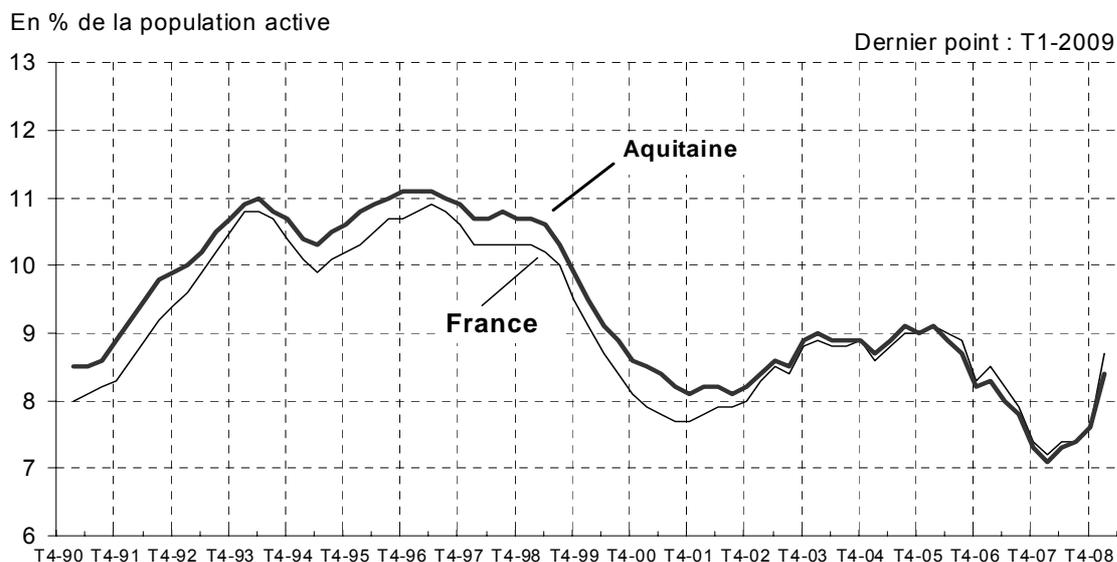
Le taux de chômage pour la France métropolitaine est exprimé en données corrigées des variations saisonnières et en moyenne trimestrielle. Il est obtenu en rapportant le nombre de chômeurs (au sens du BIT) au nombre de personnes actives (en emploi ou au chômage). Des améliorations ont été apportées à la méthode dans la nouvelle série publiée depuis décembre 2007. Les nouvelles séries ne sont pas comparables à celles publiées précédemment.

Les taux de chômage sont des indicateurs statistiques dont l'estimation fait l'objet de révisions régulières, au moins une fois par an pour tenir compte des derniers résultats d'enquêtes et des sources les plus récentes. Les séries sont recalculées en remontant sur plusieurs années. Il se produit un décalage de quelques semaines entre le calcul et la révision des séries départementales et régionales et celles des séries par zone d'emploi.

Date de dernière mise à disposition des séries : 15 juin 2009 pour régions, départements et 3 avril 2009 pour zones d'emploi.

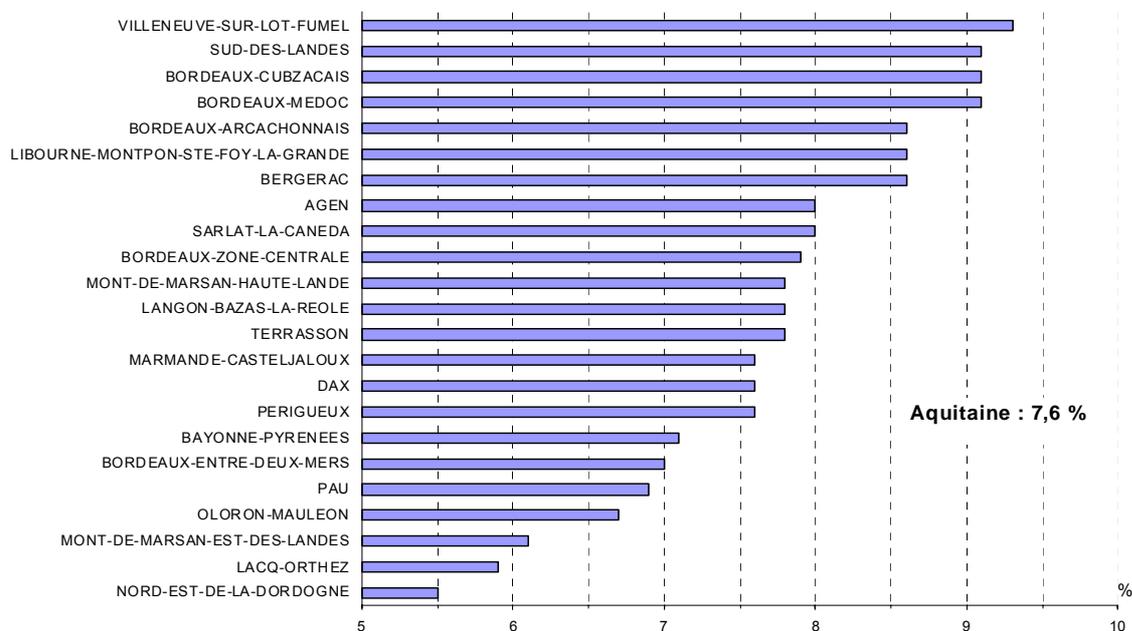
1.3.2. Taux de chômage

Taux de Chômage : Aquitaine - France



Source : Insee

Taux de chômage par zone d'emploi au T4 - 2008



Source : Insee - Taux de chômage localisés

### 1.3.3. Evolution des DEFM de catégorie A

	au 31 décembre		08/07 %	2009			
	2007	2008		janv	fev	mar	avr
	Données brutes			Variation annuelle, données brutes			
Dordogne	12 440	13 890	11,7	14,3	19,3	23,0	24,1
Gironde	49 550	53 770	8,5	10,7	14,5	16,9	20,6
Landes	11 190	12 830	14,7	14,2	18,5	23,1	25,4
Lot-et-Garonne	10 250	11 610	13,3	14,5	19,0	21,0	22,9
Pyrénées-Atlantiques	19 340	21 110	9,2	14,0	18,7	20,8	22,1
<b>Aquitaine</b>	102 770	113 210	10,2	12,5	16,8	19,4	22,0
<b>France métropolit.(en milliers)</b>	2 053,7	2 257,8	9,9	13,3	18,8	22,2	25,0

Source : Insee - Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Note : les DEFM de catégorie A sont les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi (soit les catégories 1, 2, 3 hors activités réduites).

### 1.3.4. Evolution des DEFM de catégorie A,B,C

	au 31 décembre		08/07 %	2009			
	2007	2008		jan	fev	mar	avr
	Données brutes			Variation annuelle, données brutes			
Dordogne	18 990	20 430	7,6	9,3	11,9	15,0	17,0
Gironde	77 650	81 520	5,0	5,9	8,4	11,2	14,2
Landes	18 250	20 010	9,6	9,8	12,9	15,3	18,5
Lot-et-Garonne	16 410	17 750	8,2	8,3	10,9	13,2	15,0
Pyrénées-Atlantiques	31 650	33 330	5,3	7,4	9,9	11,9	14,0
<b>Aquitaine</b>	162 950	173 040	6,2	7,3	9,9	12,4	15,1
<b>France métropolit.(en milliers)</b>	3 136,0	3 301,4	5,3	7,2	10,3	13,5	16,0

Source : Insee - Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Note : les DEFM de catégorie A,B,C sont les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi (soit les catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8).

### 1.3.5. Structure des DEFM de catégorie A,B,C au 31 décembre 2008

	Unité : %		
	Femmes	Moins de 25 ans	Chômeurs de longue durée
Dordogne	54,8	18,4	28,6
Gironde	53,6	17,8	29,4
Landes	58,2	16,8	27,1
Lot-et-Garonne	54,5	19,2	28,6
Pyrénées-Atlantiques	55,6	16,8	30,6
<b>Aquitaine</b>	54,8	17,7	29,2
<b>France métropolitaine</b>	51,6	18,5	30,2

Source : Insee - Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Note : les chômeurs de longue durée sont inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an.

## 1.3. Marché du travail

### 1.3.6. Evolution des DEFM de catégorie A,B,C,D,E

	au 31 décembre		08/07	2009			
	2007	2008		jan	fev	mar	avr
	<i>Données brutes</i>			<i>Variation annuelle, données brutes</i>			
Dordogne	21 870	23 180	6,0	7,7	9,9	12,9	15,1
Gironde	87 770	92 100	4,9	5,5	7,8	10,2	12,7
Landes	20 500	22 400	9,3	9,6	12,1	14,5	17,4
Lot-et-Garonne	18 860	20 460	8,5	8,3	10,3	12,2	13,7
Pyrénées-Atlantiques	35 820	37 780	5,5	7,1	9,3	11,4	13,1
<b>Aquitaine</b>	184 820	195 920	6,0	6,8	9,1	11,4	13,7
<b>France métropolit.(en milliers)</b>	3 532,7	3 708,3	5,0	6,7	9,5	12,6	15,0

Source : Insee - Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Note : les DEFM de catégorie A,B,C,D,E représentent l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits à pôle emploi.

(catégories 1,2,3,4,5,6,7,8)

## Sources et définitions

### Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi, organisme issu de la fusion entre l'ANPE et le réseau des Assédic.

#### Catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Dans les fichiers administratifs de Pôle emploi, huit catégories de demandeurs d'emploi sont utilisées (catégories 1 à 8). Ces catégories ont été définies par arrêté (arrêté du 5 février 1992 complété par l'arrêté du 5 mai 1995). Les publications étaient auparavant, fondées sur ces catégories. Le tableau suivant présente la correspondance entre les catégories dorénavant utilisées à des fins de publication statistique et les catégories administratives auxquelles Pôle emploi a recours dans sa gestion des demandeurs d'emploi :

Catégories statistiques	Catégories administratives
Catégorie A	Catégories 1, 2, 3 hors activité réduite
Catégorie B	Catégories 1, 2, 3 en activité réduite
Catégorie C	Catégories 6, 7, 8
Catégorie D	Catégorie 4
Catégorie E	Catégorie 5
Catégories A, B, C	Catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8

La situation réelle au regard de l'emploi des demandeurs d'emploi peut, dans certains cas, ne pas correspondre à la catégorie dans laquelle ils sont enregistrés : si cette correspondance est contrôlée pour les demandeurs d'emploi indemnisés, il n'en est pas de même des demandeurs d'emploi non indemnisés.

Les entrées et les sorties des listes de Pôle emploi sont enregistrées pour l'ensemble A, B, C et non au niveau de chacune des catégories A, B ou C.

### 1.3.7. Offres et demandes d'emploi enregistrées

	2007	2008	08/07	Evolution annuelle 2009 en %				
				jan	fev	mar	avr	
	<i>Cumul sur l'année-</i>	<i>données brutes</i>	<i>%</i>	<i>Cumul sur les premiers mois de l'année</i>				
<b>Offres d'emploi</b>								
<b>Aquitaine</b>								
Ensemble des offres	188 361	176 128	-6,5	-27,0	-29,1	-16,4	-18,2	
<i>dont durables</i>	75 601	72 284	-4,4	-39,5	-37,6	-30,1	-28,8	
<b>France</b>								
Ensemble des offres	3 628 246	3 515 604	-3,1	-32,3	-32,2	-27,0	-27,5	
<i>dont durables</i>	1 616 596	1 551 922	-4,0	-35,3	-33,7	-30,4	-32,0	
<b>Entrées à Pôle emploi par motifs (Catégories A, B, C)</b>								
<b>Aquitaine</b>								
Fins de contrats à durée déterminée	79 426	82 121	3,4	0,6	3,2	6,7	5,9	
Fins de missions d'intérim	19 220	21 924	14,1	11,7	9,4	12,4	11,5	
Licenciements économiques	8 309	8 457	1,8	16,8	24,7	32,2	27,7	
Autres licenciements	35 269	36 469	3,4	-9,9	-8,1	-6,0	-7,7	
Démissions	17 588	16 993	-3,4	-12,1	-13,5	-11,2	-12,7	
Premières entrées vie active	16 598	17 118	3,1	6,8	12,4	19,8	23,0	
Reprises d'activité	19 003	21 184	11,5	6,5	15,1	22,6	21,4	
Autres cas	78 430	78 467	0,0	8,5	14,9	23,5	23,8	
<b>Total</b>	273 843	282 733	3,2	2,8	6,5	11,7	11,1	
<b>France métropolitaine</b>								
<b>Total</b>	5 325 080	5 411 110	1,6	1,4	5,1	10,5	10,1	

Source : Insee - Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

### 1.3.8. Sorties de Pôle emploi (Catégories A, B, C)

	2007	2008	08/07	Evolution annuelle 2009 en %				
				jan	fev	mar	avr	
	<i>Cumul sur l'année-</i>	<i>données brutes</i>	<i>%</i>	<i>Cumul sur les premiers mois de l'année</i>				
<b>Aquitaine</b>								
<i>dont</i>	285 389	268 806	-5,8	-5,1	-6,4	-2,4	-3,7	
Reprises d'emploi	74 411	65 839	-11,5	-21,6	-20,0	-18,5	-14,9	
Entrées en stage	21 753	22 850	5,0	-2,7	-11,5	-12,0	-16,8	
<b>France métropolitaine</b>								
<b>Total</b>	5 548 240	5 178 360	-6,7	-13,0	-13,0	-8,3	-8,1	

Source : Insee - Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Note : les DEFM de catégorie A,B,C sont les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi (soit les catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8).

## 1.3. Marché du travail

### 1.3.9. Travail temporaire

	au 31 décembre		08/07 %	Part en % départ. Aquitaine	Evolution annuelle 2009 en %			
	2007 <i>Cumul sur l'année</i>	2008			jan <i>Cumul sur les premiers mois de l'année*</i>	fev	mar	avr
<b>Travail temporaire <sup>(1)</sup></b>								
Dordogne	79 181	74 659	-5,7	9,9	-23,1	-17,7	-15,9	-16,2
Gironde	387 347	377 083	-2,6	49,9	-12,7	-13,4	-14,3	-15,3
Landes	85 775	87 372	1,9	11,6	-22,3	-19,3	-15,5	-14,7
Lot-et-Garonne	80 304	78 866	-1,8	10,4	-20,5	-26,3	-19,2	-22,3
Pyrénées-Atlantiques	152 651	138 048	-9,6	18,3	-32,7	-30,6	-28,5	-26,9
<b>Aquitaine</b>	<b>785 258</b>	<b>756 028</b>	<b>-3,7</b>	<b>100,0</b>	<b>-19,6</b>	<b>-19,2</b>	<b>-17,8</b>	<b>-18,3</b>

Source : Insee - Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

<sup>(1)</sup> Nombre de contrats

\* Données provisoires

### 1.3.10. Bénéficiaires du régime de préretraites

	au 31 décembre		08/07 %	Part en % départ. Aquitaine	2009			
	2007	2008			jan	fev	mar	avr
Dordogne	123	89	-27,6	12,6	-21,9	...	...	...
Gironde	419	268	-36,0	37,9	-40,2	...	...	...
Landes	131	101	-22,9	14,3	-24,6	...	...	...
Lot-et-Garonne	128	99	-22,7	14,0	-16,3	...	...	...
Pyrénées-Atlantiques	231	151	-34,6	21,3	-37,3	...	...	...
<b>Aquitaine</b>	<b>1 032</b>	<b>708</b>	<b>-31,4</b>	<b>4,1 <sup>(1)</sup></b>	<b>-32,3</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>26 300</b>	<b>17 300</b>	<b>-34,2</b>	<b>///</b>	<b>-36,0</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>

Source : Unedic

Champ : nombre de bénéficiaires du régime des préretraites de l'Etat : allocations spéciales du fonds national de l'emploi, allocations de préretraite progressive et allocations complémentaires.

<sup>(1)</sup> Part en % de l'Aquitaine dans la France

## 1.3.11. Principales mesures en faveur de l'emploi

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlant.	Aquitaine
<b>Flux cumulés de janvier à décembre 2008</b>						
<b>EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR MARCHAND</b>						
<b>Exonérations à l'embauche (1)</b>						
Exo. zone de redynamisation urbaine (1 <sup>er</sup> - 50 <sup>e</sup> salarié)	0	202	0	0	0	202
Exo. zone de revitalisation rurale (1 <sup>er</sup> - 50 <sup>e</sup> salarié)	285	278	472	196	243	1 474
Exo. zone Franche urbaine (1 <sup>er</sup> - 50 <sup>e</sup> salarié)	0	977	0	0	0	977
Exo. Association en ZFU (1 <sup>er</sup> - 15 <sup>e</sup> salarié)	0	19	0	0	16	35
<b>Contrats d'insertion-revenu minimum d'activité (2)</b>	56	195	38	68	78	435
<b>Contrats en alternance (3)</b>						
Contrats d'apprentissage (a)	1 983	7 235	1 357	1 394	2 416	14 385
Contrats de professionnalisation	734	5 577	633	607	2 178	9 729
<b>Contrats initiative emploi (4)</b>	269	756	225	242	421	1 913
<b>INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE</b>						
Associations intermédiaires (5)	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Entreprises de travail temporaire d'insertion (5)	81	245	75	49	35	485
Entreprises d'insertion (6)	135	539	57	226	62	1 019
<b>AIDES À LA CRÉATION D'ENTREPRISE</b>						
Aides aux chômeurs créateurs d'entreprises (7)	0	403	0	40	130	573
Encouragement au dévelop. d'entreprises nouvelles (7)	72	197	43	35	68	415
<b>EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR NON MARCHAND</b>						
Contrats Accompagnement dans l'Emploi (8)	2 005	5 119	911	1 298	1 590	10 923
Contrats d'Avenir (8)	545	1 434	362	505	833	3 679
Contrats Emploi Jeune (9)	1	10	1	4	3	19
<b>AUTRES MESURES</b>						
<b>Contrats d'insertion dans la vie sociale - CIVIS (10)</b>	1 231	4 670	1 046	1 196	1 858	10 001
<b>Évolution des flux cumulés 2008/2007</b>						
<b>EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR MARCHAND</b>						
<b>Exonérations à l'embauche (1)</b>						
Exo. zone de redynamisation urbaine (1 <sup>er</sup> - 50 <sup>e</sup> salarié)	-	9,8	-	-	-100,0	5,2
Exo. zone de revitalisation rurale (1 <sup>er</sup> - 50 <sup>e</sup> salarié)	-20,4	-18,5	-28,5	-20,0	-14,7	-22,0
Exo. zone Franche urbaine (1 <sup>er</sup> - 50 <sup>e</sup> salarié)	-	-19,0	-	-	-	-19,0
Exo. Association en ZFU (1 <sup>er</sup> - 15 <sup>e</sup> salarié)	-	ns	-	-	-	ns
<b>Contrats d'insertion-revenu minimum d'activité (2)</b>	-30,0	-34,8	-34,5	-20,9	-19,6	-29,8
<b>Contrats en alternance (3)</b>						
Contrats d'apprentissage	8,0	66,5	5,1	10,6	-22,4	21,4
Contrats de professionnalisation	-17,7	25,8	-11,0	3,6	54,1	21,1
<b>Contrats initiative emploi (4)</b>	-3,2	-18,4	61,9	72,9	7,4	2,0
<b>INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE</b>						
Associations intermédiaires (5)	-	-	-	-	-	-
Entreprises de travail temporaire d'insertion (5)	-15,6	3,8	-2,6	-18,3	-23,9	-5,8
Entreprises d'insertion (6)	45,2	-24,4	16,3	27,7	-18,4	-8,0
<b>AIDES À LA CRÉATION D'ENTREPRISE</b>						
Aides aux chômeurs créateurs d'entreprises (7)	-100,0	-85,7	-100,0	-94,2	-90,4	-91,6
Encouragement au dévelop. d'entreprises nouvelles (7)	-7,7	-31,1	-25,9	-23,9	-35,8	-27,7
<b>EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR NON MARCHAND</b>						
Contrats Accompagnement dans l'Emploi (8)	-18,1	-19,9	-20,1	-17,7	-39,5	-23,0
Contrats d'Avenir (8)	-9,5	-6,2	-2,9	7,0	-2,5	-3,9
Contrats Emploi Jeune (9)	-80,0	-47,4	-75,0	-50,0	-84,2	-65,5
<b>AUTRES MESURES</b>						
<b>Contrats d'insertion dans la vie sociale - CIVIS (10)</b>	-1,4	2,0	2,8	-4,6	0,4	0,5

Source : Ministère du travail : Dares

(1) Nombre de déclarations d'embauches reçues ou acceptées

(2) Nombre de conventions signées

(3) Nombre de nouveaux contrats enregistrés

(4) Nombre de conventions signées, nouvelle formule

(5) Nombre de personnes mises à disposition (en moyenne par mois)

nd : non disponible ; ns : non significatif

(6) Nombre d'embauches en CDD

(7) Nombre de bénéficiaires des aides (ACCRES, EDEN)

(8) Nombre total des conventions initiales et des avenants

(9) Nombre total d'embauches

(10) Nombre d'entrées dans le dispositif

## 1.4. Commerce extérieur

### 1.4.1. Pays fournisseurs et pays clients de l'Aquitaine en 2008

Unité : million d'euros

Zone géographique	Importations			Exportations			Soldes
	Valeur	valeur en %	08/07 %	Valeur	valeur en %	08/07 %	Valeur
<b>Europe</b>	<b>8 626</b>	<b>70,7</b>	<b>17,8</b>	<b>9 487</b>	<b>67,4</b>	<b>9,6</b>	<b>861</b>
<b>Union européenne</b>	<b>6 885</b>	<b>56,5</b>	<b>14,8</b>	<b>8 333</b>	<b>59,2</b>	<b>7,9</b>	<b>1 448</b>
<i>dont</i>							
<i>Espagne</i>	1 643	13,5	8,7	2 402	17,1	4,0	759
<i>Allemagne</i>	1 326	10,9	12,8	1 209	8,6	0,7	-117
<i>Royaume-Uni</i>	898	7,4	41,7	1 237	8,8	6,8	339
<i>Italie</i>	503	4,1	7,7	758	5,4	13,8	255
<i>Belgique</i>	606	5,0	10,5	608	4,3	1,8	3
<i>Pays-Bas</i>	620	5,1	59,3	404	2,9	17,9	-216
<i>Portugal</i>	326	2,7	-2,3	296	2,1	27,8	-30
<i>Suède</i>	164	1,3	26,2	149	1,1	27,8	-16
<i>Irlande</i>	103	0,8	-19,9	135	1,0	58,2	32
<i>Finlande</i>	66	0,5	-23,7	24	0,2	-0,9	-42
<i>Danemark</i>	71	0,6	1,7	72	0,5	-9,8	2
<i>Lettonie</i>	13	0,1	-64,8	11	0,1	0,2	-2
<i>Lituanie</i>	111	0,9	557,9	9	0,1	73,8	-102
<i>Pologne</i>	95	0,8	18,4	213	1,5	9,1	118
<b>Afrique</b>	<b>385</b>	<b>3,2</b>	<b>12,6</b>	<b>567</b>	<b>4,0</b>	<b>1,3</b>	<b>182</b>
<b>Amérique</b>	<b>1 776</b>	<b>14,6</b>	<b>0,0</b>	<b>2 873</b>	<b>20,4</b>	<b>-3,7</b>	<b>1 097</b>
<i>dont</i>							
<i>États-Unis</i>	1 189	9,8	0,3	2 166	15,4	-7,6	977
<i>Canada</i>	285	2,3	1,0	194	1,4	-5,3	-92
<b>Proche et Moyen Orient</b>	<b>44</b>	<b>0,4</b>	<b>4,8</b>	<b>127</b>	<b>0,9</b>	<b>-32,8</b>	<b>83</b>
<b>Asie</b>	<b>1 187</b>	<b>9,7</b>	<b>6,2</b>	<b>967</b>	<b>6,9</b>	<b>9,4</b>	<b>-220</b>
<i>dont</i>							
<i>Chine</i>	570	4,7	-7,0	160	1,1	-0,8	-411
<i>Japon</i>	206	1,7	13,9	233	1,7	6,9	27
<i>Hong-Kong</i>	6	0,0	-33,7	97	0,7	20,2	92
<i>Singapour</i>	4	0,0	-25,5	39	0,3	8,9	34
<b>Autres pays (yc. non déterminés)</b>	<b>177</b>	<b>1,5</b>	<b>ns</b>	<b>52</b>	<b>0,4</b>	<b>ns</b>	<b>-125</b>
<b>Total</b>	<b>12 195</b>	<b>100,0</b>	<b>13,3</b>	<b>14 073</b>	<b>100,0</b>	<b>5,7</b>	<b>1 878</b>

Source : Direction régionale des douanes de Bordeaux - exploitation de la base de données BEANET 12 juin 2009

Note : Les importations sont comptées en valeur CAF (coût, assurance, fret), les exportations FAB (franco à bord), les données ne comprennent pas le matériel militaire.

# 1. Cadrage

## 1.4. Commerce extérieur

### 1.4.2. Produits exportés en valeur

Unité : million d'euros

	2007	2008	07/08 %	12 mois du 2T2008 au 1T2009	2008			2009	Part en % Aq / Fr
					T2	T3	T4	T1	
					Variation annuelle (%)				2T2008 au 1T2009
<b>Aquitaine</b>									
<b>Exportations totales</b>	13 312	14 073	5,7	13 630	14,2	5,3	-7,8	-11,9	3,6
Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles	848	1023	20,6	968	37,1	26,7	3,1	-16,4	7,3
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	202	265	31,2	214	56,4	104,8	-43,1	-78,1	2,3
Produits manufacturés									
Produits des Industries Agricoles et Alimentaires	2 515	2 804	11,5	2 641	26,3	9,6	-9,1	-22,9	7,6
<i>dont boissons</i>	1 565	1 856	18,6	1 735	43,4	14,8	-7,9	-25,8	16,3
Produits pétroliers raffinés et coke	7	6	-14,3	6	0,0	100,0	-50,0	-50,0	0,0
Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	941	1 007	7,0	963	17,1	10,6	-5,7	-18,1	1,2
Produits informatiques, électroniques et optiques	393	462	17,6	443	47,1	17,6	-1,7	-17,4	1,7
Équipements électriques et ménagers	143	138	-3,8	132	-4,2	-0,5	-12,9	-16,1	0,7
Machines industrielles et agricoles, diverses	383	388	1,3	370	0,0	6,4	-8,2	-19,2	1,1
Matériels de transport	3 313	3 154	-4,8	3 175	11,7	-14,9	-18,1	2,7	4,4
Industrie automobile	667	507	-24,0	461	0,0	6,4	-8,2	-19,2	1,2
Industries aéronautique et spatiale, navale, ferroviaire, cycles et motocycles	2 646	2 646	0,0	2 715	16,4	-13,5	-9,8	10,2	7,9
<i>dont produits de la construction aéronautique et spatiale</i>	2 554	2 590	1,4	2 656	22,0	-13,0	-9,0	10,1	8,6
Autres produits industriels	5 437	5 774	6,2	5 625	5,8	8,8	-1,5	-9,9	3,6
Textiles, habillement, chaussures	481	535	11,2	543	18,2	6,1	3,0	4,7	3,3
Bois papier et carton	988	988	0,0	931	-4,7	-2,0	-7,3	-21,8	11,3
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	1 300	1 363	4,8	1 312	6,3	6,1	0,3	-13,7	2,9
Produits pharmaceutiques	1 404	1 461	4,1	1 482	-6,8	6,9	7,6	5,7	6,2
Produits en caoutchouc, plastique, minéraux divers	346	356	2,9	340	17,3	2,4	-6,5	-18,7	2,1
Produits métallurgiques et métalliques	661	803	21,5	753	34,1	49,3	-11,7	-27,5	2,4
Produits manufacturés divers	258	268	3,9	266	9,2	-4,7	-10,0	-2,7	1,5
Produits divers (édition, documents techniques, objets d'art, antiquités)	50	39	-22,0	38	-8,3	-7,7	-53,3	-11,1	1,1

Source : Direction régionale des douanes de Bordeaux - exploitation de la base de données BEANET, 12 juin 2009

Note : Les importations sont comptées en valeur CAF (coût, assurance, fret), les exportations FAB (franco à bord), les données ne comprennent pas le matériel militaire.

## 1.4. Commerce extérieur

### 1.4.3. Produits importés en valeur

Unité : million d'euros

	2007	2008	07/08 %	12 mois du 2T2008 au 1T2009	2008			2009	Part en % Aq / Fr
					T2	T3	T4	T1	
					Variation annuelle (%)			2T2008 au 1T2009	
<b>Aquitaine</b>									
<b>Importations totales</b>	10 761	12 195	13,3	11 473	21,7	11,6	2,5	-23,1	2,6
Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles	314	353	12,4	359	-1,3	24,3	8,3	6,3	3,5
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	227	230	1,3	208	25,0	-4,4	-31,0	-37,5	0,4
Produits manufacturés									
Produits des Industries Agricoles et Alimentaires	842	1 011	20,1	979	15,5	19,8	19,7	-13,4	3,2
<i>dont boissons</i>	209	202	-3,3	190	-12,9	-6,9	0,2	-23,8	7,6
Produits pétroliers raffinés et coke	1 261	1 960	55,4	1 738	126,2	59,4	-8,2	-39,6	9,7
Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	1 370	1 499	9,4	1 406	32,4	-1,5	-4,2	-25,4	1,5
Produits informatiques, électroniques et optiques	608	649	6,7	616	37,8	-10,7	-8,2	-20,7	1,6
Équipements électriques et ménagers	188	188	-0,1	189	9,7	-10,9	10,3	4,1	1,1
Machines industrielles et agricoles, diverses	573	663	15,6	599	33,6	11,2	-4,4	-36,7	1,6
Matériels de transport	2 299	2 301	0,1	2 203	-2,0	-15,3	25,5	-19,5	3,5
Industrie automobile	951	861	-9,5	829	-16,7	-13,9	8,7	-13,9	1,9
Industries aéronautique et spatiale, navale, ferroviaire, cycles et motocycles	1 347	1 440	6,9	1 374	7,5	-16,3	36,2	-24,2	6,8
<i>dont produits de la construction aéronautique et spatiale</i>	1 323	1 415	7,0	1 351	7,9	-16,9	37,1	-23,9	8,2
Autres produits industriels	4 373	4 799	9,7	4 543	13,9	15,4	-3,6	-20,0	2,7
Textiles, habillement, chaussures	603	570	-5,5	542	0,8	-13,0	-5,1	-16,6	2,0
Bois papier et carton	608	642	5,6	605	8,6	2,0	-6,0	-20,8	4,6
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	1 150	1 298	12,9	1 194	27,0	30,5	-3,8	-30,9	3,1
Produits pharmaceutiques	564	797	41,3	747	18,3	62,1	14,7	-22,4	3,7
Produits en caoutchouc, plastique, minéraux divers	502	530	5,6	513	7,7	6,5	-1,6	-11,7	2,6
Produits métallurgiques et métalliques	598	610	2,0	595	17,1	12,2	-21,3	-9,9	1,7
Produits manufacturés divers	347	352	1,4	346	-2,3	-4,4	1,2	-6,5	2,0
Produits divers (édition, documents techniques, objets d'art, antiquités)	76	46	-39,5	44	-21,1	-47,4	-31,3	-20,0	1,1

Source : Direction régionale des douanes de Bordeaux - exploitation de la base de données BEANET, 12 juin 2009

Note : Les importations sont comptées en valeur CAF (coût, assurance, fret), les exportations FAB (franco à bord), les données ne comprennent pas le matériel militaire.

## 2. Secteurs d'activité

### 2.1. Agriculture

#### 2.1.1. Exploitations agricoles

	2000	2007	évol annuelle 2007/2000 %	Part en % Aquitaine France
<b>Aquitaine - ensemble des exploitations</b>				
Nombre d'exploitations agricoles	56 221	43 850	-3,5	8,6
Superficie agricole utilisée des exploitations (1)	1 475	1 411	-0,6	8,6
Taille moyenne des exploitations (ha)	26	32	3,0	///
Actifs agricoles familiaux	101 416	77 381	-3,8	8,8
Salariés agricoles permanents	23 500	21 092	-1,5	14,7
<b>Aquitaine - exploitations professionnelles</b>				
Nombre d'exploitations agricoles professionnelles	32 607	26 959	-2,7	8,3
Superficie agricole utilisée des exploitations (1)	1 281	1 252	-0,3	5,0
Taille moyenne des exploitations (ha)	39	46	2,4	///
Actifs agricoles familiaux	68 038	42 301	-6,6	
Salariés agricoles permanents	22 414	20 658	-1,2	
Nombre d'UTA totales (unité de travail annuel)	81 695	70 649	-2,1	
Nombre moyen d'UTA par exploitation	2,5	2,6	0,7	///
Nombre moyen d'UTA pour 100 hectares	6,4	5,6	-1,8	///

Source : DRAAF - SRISSET

Recensement de l'Agriculture de 2000 et enquête Structure 2007

(1) En milliers d'hectares

#### 2.1.2. Productions animales

Unité : poids produit (équivalent-carcasse) en tonnes

Aquitaine	2008	Aquitaine/ France en 2008 (%)
<b>Bovins</b>		
Gros bovins	35 965	2,7
Veaux de boucherie	25 408	13,6
<b>Porcins</b>	72 450	3,2
<b>Ovins</b>	8 352	6,5
<b>Caprins</b>	539	5,0
<b>Volailles</b>		
Canards gras	86 213	51,3
dont foies gras	8 878	46,0
Oies grasses	2 094	48,0
dont foies gras	220	43,7
Poulets de chair	53 934	5,6

Source : DRAAF - SRISSET - Statistique agricole annuelle SAA 2008

Note : il s'agit des animaux finis produits dans la région

## 2.1.3. Productions végétales

	Rendement		Production		08/07
	2007	2008	2007	2008	%
<b>Aquitaine</b>					
<b>Céréales</b>					
Maïs-grain (n.c. semences)	93	93	28 220	30 144	6,8
<b>Oléagineux</b>					
Tournesol	26	25	1 046	1 315	25,7
Soja	25	26	166	114	-31,3
<b>Tabac</b>	24	28	41	39	-4,9
<b>Légumes</b>					
Maïs doux	195	191	3 997	4 041	1,1
Fraises	174	185	176	177	0,6
Carottes	384	373	1 692	1 822	7,7
Asperges	33	32	49	46	-6,1
Tomates	895	960	744	845	13,6
Haricots verts	104	104	872	896	2,8
<b>Fruits</b>					
Prunes à pruneaux	136	92	1 414	811	-42,6
Noisettes <sup>(1)</sup>	17	15	27	26	-3,7
Kiwi	200	214	371	397	7,0
Noix <sup>(1)</sup>	20	17	92	80	-13,0
<b>Production de vin</b>					
Ensemble	45	40	6 677	5 819	-12,9
dont AOC <sup>(2)</sup>	45	40	6 345	5 610	-11,6
Vin rouge et rosé	///	///	5 709	5 031	-11,9
dont AOC <sup>(2)</sup>	///	///	5 537	4 955	-10,5

Source : DRAAF - SRISSET - SAA (statistique agricole annuelle) 2007 et 2008

(1) Y compris la production des arbres isolés

(2) Volumes revendiqués

Note : les rendements sont exprimés en quintaux/hectare et les productions en milliers de quintaux sauf pour le vin où ils sont respectivement exprimés en hectolitres/hectare et en milliers d'hectolitres.

Pour le tabac, les légumes et les fruits, il s'agit de la production récoltée.

## 2. Secteurs d'activité

### 2.1. Agriculture

#### 2.1.4. Évolution du résultat agricole de l'Aquitaine

Unité : million d'euros courants, %

Aquitaine	2005	2006	2007	2008	08/07 (%)
<b>Produits végétaux</b>	3 128	3 189	3 379	3 236	-4,2
Céréales	553	536	762	755	-0,9
dont blé tendre	81	77	100	115	15,4
dont maïs	428	423	611	602	-1,5
Oléagineux	53	44	70	52	-24,9
Tabac	24	16	15	16	6,8
Fourrages	226	213	217	239	10,3
Légumes frais	214	210	220	233	5,7
Fruits	263	371	365	375	2,9
Vins de qualité	1 558	1 579	1 532	1 367	-10,8
Autres produits végétaux	237	220	200	200	-0,2
<b>Produits animaux</b>	1 348	1 324	1 347	1 464	8,7
Gros bovins, veaux	470	493	475	496	4,4
Porcins	65	69	66	71	7,8
Ovins	64	54	50	53	5,2
Volailles et œufs	390	386	439	479	9,3
Laits et produits laitiers	306	271	266	313	17,6
Autres produits animaux	54	51	52	53	1,5
<b>Production totale au prix de base</b>	4 710	4 756	4 975	4 955	-0,4
dont production de services	234	244	248	255	2,5
dont subventions sur les produits	389	152	145	187	29,1
<b>Consommations intermédiaires</b>	2 358	2 500	2 667	2 930	9,9
Charges de cultures	467	485	530	637	20,1
Charges animales	575	622	721	809	12,1
Entretien et produits pétroliers	449	441	454	497	9,5
Autres consommations intermédiaires	867	952	962	988	2,8
<b>Valeur ajoutée brute</b>	2 352	2 256	2 308	2 025	-12,3
Consommation de capital fixe	798	815	864	925	7,0
<b>Ressources</b>					
Valeur ajoutée nette	1 555	1 441	1 444	1 100	-23,8
Subventions d'exploitations	138	357	360	355	-1,3
<b>Emplois</b>					
Salaires et cotisations sociales	900	916	929	902	-3,0
Impôts sur la production	103	105	103	104	0,9
<b>Revenu mixte net</b>	691	778	771	449	-41,7
<b>Résultat agricole</b>	<b>1 590</b>	<b>1 693</b>	<b>1 700</b>	<b>1 351</b>	<b>-20,5</b>
Unités de travail annuel totales (UTAT)	91 572	88 496	87 989	87 316	-0,8
Résultat agricole par UTA totales (€)	17 364	19 135	19 330	15 473	-20,0
Unités de travail annuel non salariées (UTANS)	50 863	47 284	46 054	44 860	-2,6
Revenu net d'entreprises agricole par UTANS (millier d'€)	9,5	12,1	12,3	5,5	-55,3
Indice de prix du PIB : évolution n/n-1	102,0	102,4	102,5	102,5	///
Évolution du RNEA par UTANS (en %) en termes réels	<b>-36,2</b>	<b>24,4</b>	<b>-0,8</b>	<b>-56,7</b>	///

Source : DRAAF-SRISET - Comptes de l'agriculture en base 2000

Comptes de l'agriculture publiés en juillet 2009. Résultats définitifs en 2005 et 2006, semi-définitifs en 2007 et provisoires en 2008.

Production totale au prix de base = produits végétaux + produits animaux + services

Valeur ajoutée brute = production totale au prix de base - consommations intermédiaires

Valeur ajoutée nette = valeur ajoutée brute - consommation de capital fixe

Revenu mixte net = valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation - salaires et cotisations sociales - impôts sur la production

Résultat agricole = revenu mixte net + salaires et cotisations sociales

## 2.1. Agriculture

### 2.1.5. Le résultat agricole par département

Unité : million d'euros courants, %

	Dordogne		Gironde		Landes		Lot-et-Gar.		Pyrénées-Atl.	
	2008	08/07	2008	08/07	2008	08/07	2008	08/07	2008	08/07
	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%
<b>Produits végétaux</b>	<b>383,9</b>	<b>-0,4</b>	<b>1 527,8</b>	<b>-8,6</b>	<b>389,8</b>	<b>-0,9</b>	<b>638,2</b>	<b>0,1</b>	<b>296,7</b>	<b>1,9</b>
Céréales	98,4	3,6	72,4	-1,8	280,6	-2,3	154,7	0,0	149,2	-1,3
<i>dont blé tendre</i>	29,6	25,1	5,9	13,1	4,8	5,5	69,9	14,3	5,2	-4,8
<i>dont maïs</i>	50,6	1,8	64,2	-1,6	273,2	-2,1	72,4	-7,0	140,7	1,1
Oléagineux	13,5	-35,7	3,8	-7,5	1,0	-8,0	32,9	-22,3	1,0	-1,0
Tabac	5,8	7,7	0,6	27,1	0,9	6,0	7,3	12,3	1,1	-27,5
Fourrages	76,5	13,2	16,3	10,9	14,6	4,9	33,7	12,1	97,7	8,2
Légumes frais	16,4	19,2	36,6	4,4	46,9	-1,1	115,8	8,2	17,0	1,2
Fruits	78,0	4,2	37,5	15,5	28,2	12,3	225,3	-0,2	6,2	-2,5
Vins de qualité	60,8	-17,9	1265,7	-10,6	1,6	11,0	25,7	-6,9	12,9	-1,1
Autres produits végétaux	34,5	1,7	94,8	-0,5	15,9	-1,2	42,9	-2,2	11,6	5,9
<b>Produits animaux</b>	<b>350,87</b>	<b>9,7</b>	<b>78,3</b>	<b>9,3</b>	<b>330,7</b>	<b>8,4</b>	<b>133,4</b>	<b>7,5</b>	<b>570,9</b>	<b>8,4</b>
Gros bovins et veaux	184,0	7,4	35,2	8,3	29,8	2,0	37,9	-2,1	208,7	2,8
Porcins	17,5	10,5	5,3	5,0	7,4	8,0	8,0	5,0	32,4	7,3
Ovins	8,3	3,5	3,9	4,8	1,4	3,5	4,1	4,9	35,3	5,4
Volailles et œufs	68,3	8,9	14,9	9,3	235,4	10,1	39,6	9,9	121,1	10,0
Laits et produits laitiers	68,3	18,9	13,7	19,1	28,2	19,2	37,3	19,1	165,7	16,3
Autres produits animaux	4,5	2,3	5,3	1,7	28,5	8,3	6,5	0,8	7,7	2,4
<b>Production totale au prix de base</b>	<b>781,4</b>	<b>4,1</b>	<b>1 677,9</b>	<b>-7,4</b>	<b>757,1</b>	<b>3,1</b>	<b>822,9</b>	<b>1,3</b>	<b>915,6</b>	<b>5,9</b>
<i>dont production de services</i>	46,57	2,5	71,9	2,6	36,7	2,6	51,3	2,6	48,1	2,6
<i>dont subventions sur les produits</i>	41,1	9,8	11,6	27,9	23,5	4,5	61,5	117,5	49,2	3,4

Source : DRAAF-SRISET - Comptes de l'agriculture en base 2000

Comptes de l'agriculture publiés en juillet 2009. Résultats semi-définitifs en 2007 et provisoires en 2008.

(1) milliers d'euros

Les comptes de l'agriculture retracent l'ensemble de la production agricole, évaluée au prix de base. Ils comprennent la production au prix producteur, la production intra-consommée et les fourrages, les subventions directes sur les produits.

Les consommations intermédiaires sont évaluées aux prix d'acquisition hors subvention et hors TVA déductible. Elles incluent la production intra-consommée afin d'annuler son effet sur la valeur ajoutée et les revenus. Les subventions d'exploitation, l'aide au gel, les indemnités spéciales sont prises en compte dans le calcul du résultat agricole global.

On définit deux indicateurs à partir des soldes comptables:

\*\* le résultat agricole global correspond à la valeur ajoutée nette aux coûts des facteurs.

\*\*le revenu net d'entreprise agricole est le résultat final de l'activité agricole de l'année après déduction de toutes les charges.

La réforme de la PAC modifie en profondeur les comptes de l'agriculture. Dès 2004, de nouvelles subventions sur les produits ont été créées. A partir de 2005, la modulation des aides et les contraintes de conditionnalité des subventions au respect d'un certain nombre de normes agri-environnementales entraînent un tassement des subventions sur les produits. A partir de 2006, le découplage partiel des aides à la production entraînera une forte diminution des subventions sur les produits et un report en versement unique dans le cadre des subventions d'exploitations.

## 2. Secteurs d'activité

### 2.1. Agriculture

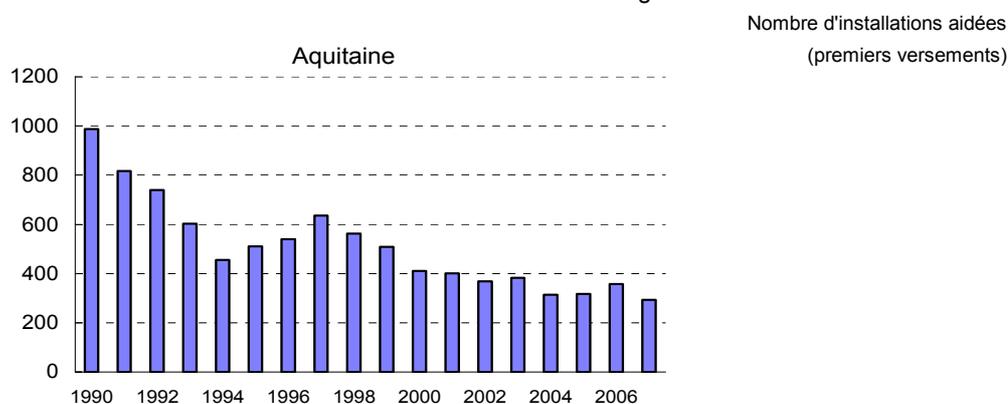
#### 2.1.6. Amélioration des structures des exploitations agricoles

Aquitaine	Sommes versées (en milliers d'euros)		
	2006	2 007	2 008
<b>Mesures du Règlement de Développement Rural</b>			
Contrats Territoriaux d'Exploitation (CTE)	11 431	4 277	550
Contrat d'Agriculture Durable (CAD)	4 691	4 645	2 854
Dotation Jeunes Agriculteurs (DJA)	7 635	5 870	7 100
Mesures forestières			
- boisement des terres agricoles	616		254
- autres mesures	25 006	31 250	19 562
Indemnité Compensatoire de Handicap Naturel (ICHN)	27 782	27 780	28 186
Mesures Agro-Environnementales (MAE)	257		1 176
Pré retraite sociale	1 697		908
Remembrement des terres (aides SAFER)	392		294
Aides Montagne Bâtiment			
Aides Montagne Mécanisation			
Aide à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles (POA PDRN)	12 416		
Formation RDR	260	19	
Aide à la transmission d'exploitation (ATE)	98	121	
Aide aux CUMA	3 951	35	
Objectif 2 : volet développement rural du DOCUP	21 222		
<b>Mesures hors Règlement de Développement Rural</b>			
Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole (PMPOA)	1 046	1 842	1 952
Aides à la restructuration des Exploitations			
- Aide à la Reconversion Professionnelle (ARP)	78		
- Agriculteurs en difficulté	635	387	76
- Transferts de Droits à Prime (TDP)			
Autres aides à l'installation des Jeunes Agriculteurs			
- Programme pour l'Installation et le Développement des Initiatives Locales (PIDIL-Etat)	562	644	666
Stage 6 mois (bourse aux stagiaires)	165	193	
Stage 6 mois (indemnités de tutorat)	47	43	
Aides à la modernisation des exploitations			
Animation biologique	191		
Aide à la transformation et à la commercialisation aux IAA (POA IFOP)			
OGAF opération groupée d'aménagement foncier	2	6	
Programme LEADER PLUS (FEOGA 0)	2 383		4 214
Pôle d'excellence rurale	nouveau en 2007	110	477
PMBE Plan de modernisation des bâtiments d'élevage	nouveau en 2007	5 042	6 566
PVE Paln végétal pour l'environnement	nouveau en 2007	320	840

Source : Direction Régionale du CNASEA

CNASEA Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles

#### 2.1.6 bis Dotations Jeunes Agriculteurs



## 2. Secteurs d'activité

### 2.1. Agriculture

#### 2.1.10. Vin : transactions enregistrées par le CIVB

Volume total en vrac (1) (milliers d'hectolitres)	Campagne			Campagne 2008-2009	
	2006-2007	2007-2008	évol. %	Août 2008 à avril 2009 Volume Évolution (%)	
Vins rouges	2 639,9	3 086,8	17,0	1 607,5	-32,0
Vins blancs secs	287,7	317,4	10,0	199,1	-25,0
Vins blancs doux	39,9	52,7	32,0	22,6	-39,0

Prix moyen en vrac (1) (€ / tonneau)	Campagne			Campagne 2008-2009	
	2006-2007	2007-2008	évol. %	Août 2008 à avril 2009 Prix Évolution (%)	
Bordeaux rouge AOC	880	998	13,0	985	-1,0
Bordeaux blanc sec AOC	848	1 202	42,0	994	-0,5
Bordeaux blanc doux AOC	748	1 021	36,0	ns	-

Source : CIVB Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux

Note : la campagne s'étend d'août à juillet de l'année suivante ; la campagne 2008-2009 commence en août 2008.

(1) Tous millésimes confondus

#### 2.1.11. Livraison de lait de vache à l'industrie

Quantité (milliers d'hectolitres)	Campagne			Évol. annuelle 2009-2010 (%)		
	2007-2008	2008-2009	évol. %	avril mai juin Cumul sur les premiers mois de la campagne		
	6 391	6 257	-2,1	566		

Prix moyen livré (euros/litre)	Campagne			Campagne 2009-2010			
	2007-2008	2008-2009	évol. %	avril mai juin avr Variation annuelle en %			
	0,34	0,35	2,9	0,26			

Source : Direction régionale de l'agriculture et de la forêt - SRISSET

Note : la campagne de livraison de lait à l'industrie s'étend d'avril à mars de l'année suivante

La campagne 2009-2010 commence en avril 2009

#### 2.1.12. Animaux abattus

Unité : tonne (en équivalent-carcasse)

	2006	2007	07/06 %	2008 (définitif)	08/07 %
Vaches (vaches de réforme)	17 524	16 418	-6,3	16 567	0,9
Veaux	39 470	34 782	-11,9	34 244	-1,5
Porcs charcutiers	69 540	66 933	-3,7	64 872	-3,1

Source : Direction régionale de l'agriculture et de la forêt - SRISSET

Note : il s'agit des années civiles

## 2. Secteurs d'activité

### 2.1. Agriculture

#### 2.1.13. Productions fruitières et légumières

Surfaces (en hectares)	2007	2008 (sd)	08/07 %	Part en %
				Aquitaine France en 2008
Pommes de table	4 182	4 171	-0,3	9,9
Toutes pêches	381	374	-1,8	2,5
Poires de table	439	430	-2,1	5,9
Prunes à pruneaux	10 369	8 806	-15,1	82,2
Pomme de terre primeur	1 110	1 012	-8,8	12,9
Fraise	1 013	953	-5,9	31,5
Asperge	1 478	1 427	-3,5	26,6
Tomate	831	880	5,9	21,3
Carotte	4 403	4 885	10,9	36,7
Vins	147 870	145 593	-1,5	18,1

Rendement (en quintaux/hectare)	2007	2008 (sd)	08/07
			%
Pommes de table	492	474	-3,7
Toutes pêches	186	152	-18,3
Poires de table	243	144	-40,7
Prunes à pruneaux	136	92	-32,5
Pomme de terre primeur	257	178	-30,8
Fraise	174	185	6,3
Asperge	33	32	-3,9
Tomate	895	960	7,3
Carotte	384	373	-2,9

Production (en milliers de quintaux)	2007	2008 (sd)	08/07 %	Part en %
				Aquitaine France en 2008
Pommes de table	2 059	1 977	-4,0	11,6
Toutes pêches	71	57	-19,7	1,9
Poires de table	107	62	-41,8	4,0
Prunes à pruneaux	1 414	811	-42,6	80,1
Pomme de terre primeur	286	180	-37,0	10,6
Fraise	176	177	0,6	40,7
Asperge	49	46	-6,5	23,8
Tomate	744	845	13,6	11,8
Carotte	1 692	1 822	7,7	32,7
Vins (en milliers d'hectolitres)	7 070	5 819	-17,7	13,7

Source : DRAAF Aquitaine - SRISSET - Statistique Agricole Annuelle 2007 & Statistique Agricole semi-définitive 2008

## 2.1.14 Exploitations forestières et scieries

	2006	2007	07/06 %	Part en %	
				départ. Aquitaine	
<b>Dordogne</b>					
Exploitation forestière (a)	81	70	-13,6	25,9	
Scierie (b)	77	76	-1,3	39,2	
<b>Gironde</b>					
Exploitation forestière (a)	81	78	-3,7	28,9	
Scierie (b)	48	53	10,4	27,3	
<b>Landes</b>					
Exploitation forestière (a)	64	72	12,5	26,7	
Scierie (b)	49	33	-32,7	17,0	
<b>Lot-et-Garonne</b>					
Exploitation forestière (a)	25	20	-20,0	7,4	(a) Nombre d'entreprises ayant une activité d'exploitation forestière
Scierie (b)	18	14	-22,2	7,2	(b) Nombre d'entreprises ayant une activité de scierie
<b>Pyrénées-Atlantiques</b>					(c) Part en % de l'Aquitaine dans la France
Exploitation forestière (a)	31	30	-3,2	11,1	
Scierie (b)	16	18	12,5	9,3	
<b>Aquitaine</b>					(c)
Exploitation forestière (a)	282	270	-4,3	7,2	
Scierie (b)	208	194	-6,7	10,7	

Source : SCEES - Enquêtes annuelles de branche "Exploitation forestière" (EXF) et "Scierie, rabotage, ponçage et imprégnation du bois" (SRI)

## 2.1.15 Récolte de bois et production de sciages

Unité : millier de mètres cubes

	Ensemble			Part en % départ. Aquitaine	dont pin maritime			Part en % départ. Aquitaine
	2006	2007	07/06 %		2006	2007	07/06 %	
<b>Dordogne</b>								
Récolte de bois d'œuvre <sup>(1)</sup>	309,4	280,1	-9,5	5,1	163,5	125,0	-23,5	2,5
Récolte de bois d'industrie <sup>(2)</sup>	407,6	329,7	-19,1	9,9	140,0	89,9	-35,8	3,2
Production de sciages <sup>(3)</sup>	229,3	188,1	-18,0	11,6	96,9	109,5	13,0	7,8
<b>Gironde</b>								
Récolte de bois d'œuvre <sup>(1)</sup>	1 501,3	1 655,1	10,2	30,2	1 456,7	1 605,8	10,2	31,7
Récolte de bois d'industrie <sup>(2)</sup>	906,5	999,1	10,2	29,9	842,8	912,5	8,3	32,2
Production de sciages <sup>(3)</sup>	540,0	545,2	1,0	33,7	498,2	492,1	-1,2	35,0
<b>Landes</b>								
Récolte de bois d'œuvre <sup>(1)</sup>	2 730,2	3 101,4	13,6	56,7	2 685,4	3 052,3	13,7	60,3
Récolte de bois d'industrie <sup>(2)</sup>	1 601,7	1 761,4	10,0	52,7	1 540,0	1 695,2	10,1	59,9
Production de sciages <sup>(3)</sup>	658,5	735,1	11,6	45,4	599,4	724,9	20,9	51,6
<b>Lot-et-Garonne</b>								
Récolte de bois d'œuvre <sup>(1)</sup>	342,5	360,5	5,3	6,6	282,3	269,4	-4,6	5,3
Récolte de bois d'industrie <sup>(2)</sup>	193,1	191,7	-0,7	5,7	142,8	128,6	-9,9	4,5
Production de sciages <sup>(3)</sup>	96,0	113,9	18,6	7,0	75,2	77,4	2,9	5,5
<b>Pyrénées-Atlantiques</b>								
Récolte de bois d'œuvre <sup>(1)</sup>	74,6	75,9	1,7	1,4	1,6	6,7	318,8	0,1
Récolte de bois d'industrie <sup>(2)</sup>	76,9	57,3	-25,5	1,7	1,1	5,4	390,9	0,2
Production de sciages <sup>(3)</sup>	37,0	36,9	-0,3	2,3	0,4	0,9	125,0	0,1
<b>Aquitaine</b>								
Récolte de bois d'œuvre <sup>(1)</sup>	4 958,0	5 473,0	10,4	24,1	4 589,5	5 059,2	10,2	90,5
Récolte de bois d'industrie <sup>(2)</sup>	3 185,8	3 339,2	4,8	28,3	2 666,7	2 831,7	6,2	87,2
Production de sciages <sup>(3)</sup>	1 560,8	1 619,1	3,7	16,2	1 270,1	1 404,8	10,6	77,1

Source : SCEES - Enquêtes annuelles de branche "Exploitation forestière" (EXF) et "Scierie, rabotage, ponçage et imprégnation du bois" (SRI)

(1) Grumes : en mètres cubes ronds sur écorce

(2) Bois de trituration pour pâtes et panneaux : en mètres cubes ronds sur écorce pour tous les bois d'industrie

La récolte totale est la somme de la récolte de bois d'œuvre, de bois d'industrie et de bois de feu. Cette dernière, de plus faible volume, n'apparaît pas dans le tableau.

(3) Production des entreprises livrée à des tiers ou transférée dans leurs ateliers (bois tropicaux, merrains, traverses et appareils de voie : en mètres cubes de sciages).

Données 2008 non disponibles en juin 2009

#### 2.1.16. Evolution de la pêche

<b>Apports débarqués en criées</b>	2007	2008	08/07 %	Part en % Aquitaine France
<b>Quantité (tonnes)</b>				
Ports du Pays basque	5 329			
Port d'Arcachon	2 939			
<b>Aquitaine</b>	8 268			
<b>France</b>	234 019			
<b>Valeur (milliers d'euros)</b>				
Ports du Pays basque	12 540			
Port d'Arcachon	17 845			
<b>Aquitaine</b>	30 385			
<b>France</b>	688 700			///

Source : Direction interrégionale des affaires maritimes Poitou-Charentes - Aquitaine, Infomer

# Note au lecteur

## Utilisation de la source Sirene

En théorie, à partir d'un parc existant l'année (n-1), on peut calculer le parc de l'année (n) en y ajoutant les créations et en y retranchant les cessations.

En pratique, ce raisonnement ne peut pas s'appliquer à partir des éléments dont on dispose dans les chapitres traitant du secteur secondaire, du secteur tertiaire et des entreprises, à savoir :

- l'évolution du parc d'établissements à partir du répertoire Sirene (REE),
- l'évolution des créations d'entreprises à partir du répertoire Sirene,
- l'évolution des défaillances d'entreprises (en date de jugement) à partir du Bodacc<sup>1</sup>.

Ce raisonnement ne peut donc pas s'appliquer pour trois raisons.

Premièrement, on dénombre un stock d'établissements dont on mesure des flux d'entreprises en création ou en défaillance ; ce qui est loin d'être comparable.

Deuxièmement, les défaillances ne sont qu'une partie des cessations. Une entreprise peut cesser son activité sans pour autant connaître des difficultés de bilan justifiant une ouverture de redressement judiciaire publiée au Bodacc. Les séries de défaillances ne peuvent donc être rapprochées des statistiques issues de Sirene.

Troisièmement, la nature administrative de Sirene fait que les cessations sont connues tardivement, soit par les déclarations des entreprises, soit par les enquêtes de mises à jour. Le volume des cessations est donc étroitement lié à la gestion du répertoire Sirene. Les séries de cessations ne sont pas utilisables pour apprécier l'évolution conjoncturelle du secteur.

Toutefois, l'évolution du parc des établissements, à condition d'être évaluée sur des ensembles suffisamment agrégés tant au niveau des secteurs que des tailles d'établissements, reste pertinente sur le plan économique et traduit bien les mouvements conjoncturels de hausse et de baisse.

Le champ retenu pour les données de stock d'entreprise et d'établissement et de créations est le « champ des activités marchandes hors agriculture ».

**Les activités de location de logements, locations de terrains et location d'autres biens immobiliers ne sont pas intégrées dans les tableaux relatifs aux entreprises artisanales. Cela représente 190 unités en Aquitaine.**

---

<sup>1</sup> *Bulletin officiel d'annonces civiles et commerciales*

## 2. Secteurs d'activité

### 2.2. Industrie

#### 2.2.1. Répartition des établissements industriels selon l'activité et la taille

*Unité : établissement*

	2008					Total
	moins de 10 salariés*	10 à 49 salariés	50 à 499 salariés	500 à 999 salariés	1000 salariés ou plus	
<b>Aquitaine</b>						
Industries agroalimentaires	3 794	381	78	3	-	4 256
Biens de consommation	3 516	252	54	4	1	3 827
Industrie automobile	88	29	7	1	1	126
Biens d'équipement	2 368	396	84	6	7	2 861
Biens intermédiaires	2 973	707	175	3	-	3 858
Energie	1 040	59	17	2	1	1 119
<b>Ensemble de l'industrie</b>	<b>13 779</b>	<b>1 824</b>	<b>415</b>	<b>19</b>	<b>10</b>	<b>16 047</b>

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)  
Stock au 1er janvier 2008 : données semi-définitives

\*yc effectif non déclaré

#### 2.2.2. Evolution des établissements industriels selon l'activité et la taille

*Unité : %*

	08/07					Total
	moins de 10 salariés*	10 à 49 salariés	50 à 499 salariés	500 à 999 salariés	1000 salariés ou plus	
<b>Aquitaine</b>						
Industries agroalimentaires	1,3	-5,7	-19,6	50,0	-	0,2
Biens de consommation	1,2	-6,7	-3,6	33,3	-	0,6
Industrie automobile	-1,1	-6,5	0,0	-	-	-1,6
Biens d'équipement	1,6	-3,4	-4,5	20,0	16,7	0,7
Biens intermédiaires	1,4	-5,6	-4,4	-25,0	-	-0,3
Energie	27,1	-55,3	-60,5	100,0	-	12,5
<b>Ensemble de l'industrie</b>	<b>2,9</b>	<b>-8,6</b>	<b>-12,4</b>	<b>26,7</b>	<b>11,1</b>	<b>1,0</b>

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)  
Stock au 1er janvier 2008 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2007 : données définitives

\*yc effectif non déclaré

**2.2.3. Répartition des établissements industriels par département**

	<i>Unité : établissement</i>			
	2007	2008	08/07 %	Part en % départ. /Aquitaine en 2008
Dordogne	2 490	2 527	1,5	15,7
Gironde	6 024	6 094	1,2	38,0
Landes	1 862	1 892	1,6	11,8
Lot-et-Garonne	1 798	1 798	0,0	11,2
Pyrénées-Atlantiques	3 709	3 736	0,7	23,3
<b>Aquitaine</b>	<b>15 883</b>	<b>16 047</b>	<b>1,0</b>	<b>5,3 (1)</b>

---

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1er janvier 2008 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2007 : données définitives

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

### 2.2.4. Créations d'entreprises dans l'industrie hors IAA

	<i>Unité : entreprise</i>			
	2007	2008	08/07 %	Part en % département / Aquitaine
Dordogne	102	92	-9,8	13,8
Gironde	268	274	2,2	41,0
Landes	98	80	-18,4	12,0
Lot-et-Garonne	59	59	0,0	8,8
Pyrénées-Atlantiques	127	164	29,1	24,5
<b>Aquitaine</b>	<b>654</b>	<b>669</b>	<b>2,3</b>	<b>4,8 (1)</b>
<b>France</b>	<b>14 324</b>	<b>13 995</b>	<b>-2,3</b>	<b>///</b>

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

### 2.2.5. Défaillances d'entreprises dans l'industrie hors IAA

	<i>Unité : entreprise</i>			
	2007	2008	08/07 %	Part en % Aquitaine France
<b>Aquitaine</b>	<b>2 182</b>	<b>2 661</b>	<b>22,0</b>	<b>5,4</b>
<b>France</b>	<b>43 383</b>	<b>48 990</b>	<b>12,9</b>	<b>///</b>

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

## 2.2.6. Créations d'entreprises dans les IAA - Industries Agro Alimentaires

	<i>Unité : entreprise</i>			
	2007	2008	08/07 %	Part en % département / Aquitaine
Dordogne	46	57	23,9	12,3
Gironde	100	200	100,0	43,1
Landes	31	65	109,7	14,0
Lot-et-Garonne	44	71	61,4	15,3
Pyrénées-Atlantiques	43	71	65,1	15,3
<b>Aquitaine</b>	<b>264</b>	<b>464</b>	<b>75,8</b>	<b>6,9 (1)</b>
<b>France</b>	<b>4 302</b>	<b>6 752</b>	<b>57,0</b>	<b>///</b>

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

## 2.2.7. Défaillances d'entreprises dans les IAA

	<i>Unité : entreprise</i>			
	2007	2008	08/07 %	Part en % Aquitaine France
<b>Aquitaine</b>	66	61	-7,6	6,0
<b>France</b>	1 094	1 157	5,3	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

### 2.2.8. Etablissements des IAA selon l'activité (a)

*Unité : ratio par salarié en milliers d'euros*

Aquitaine	2006	2007	Structure en 2007		Part en % Aquitaine France
			Aquitaine	France	
<b>Industrie des viandes</b>					
Nombre d'établissements	111	110	33,4	24,9	8,9
Effectif salarié moyen (1)	6 389	5 910	31,0	29,5	5,6
Investissement / salarié	4,1	3,6	///	///	///
Rémunération / salarié	22,8	22,6	///	///	///
<b>Industrie du poisson</b>					
Nombre d'établissements	10	8	2,4	2,8	5,7
Effectif salarié moyen (1)	1 583	1 609	8,4	3,0	15,2
Investissement / salarié	5,2	3,8	///	///	///
Rémunération / salarié	22,9	22,8	///	///	///
<b>Industrie des fruits et légumes</b>					
Nombre d'établissements	35	33	10,0	4,9	13,6
Effectif salarié moyen (1)	2 340	2 371	12,4	6,8	9,7
Investissement / salarié	10,2	9	///	///	///
Rémunération / salarié	22,9	25,8	///	///	///
<b>Industrie laitière</b>					
Nombre d'établissements	16	17	5,2	11,8	2,9
Effectif salarié moyen (1)	2 107	2 222	11,7	14,8	4,2
Investissement / salarié	9,7	8,4	///	///	///
Rémunération / salarié	31,1	27,1	///	///	///
<b>Fabrication d'aliments pour animaux</b>					
Nombre d'établissements	18	18	5,5	8,6	4,2
Effectif salarié moyen (1)	506	452	2,4	4,6	2,8
Investissement / salarié	8,5	21,5	///	///	///
Rémunération / salarié	25,5	30,1	///	///	///
<b>Industrie des boissons</b>					
Nombre d'établissements	59	55	16,7	13,0	8,5
Effectif salarié moyen (1)	1 906	1 914	10,0	9,4	5,7
Investissement / salarié	13,3	14,6	///	///	///
Rémunération / salarié	28,2	28,8	///	///	///
<b>Autres industries alimentaires</b>					
Nombre d'établissements	82	51	15,5	34,0	3,0
Effectif salarié moyen (1)	3 882	2 325	12,2	32,0	2,0
Investissement / salarié	7,9	5,0	///	///	///
Rémunération / salarié	25,7	27,4	///	///	///
<b>Ensemble des IAA</b>					
Nombre d'établissements	331	329	100,0	100,0	6,6
Effectif salarié moyen (1)	18 713	19 053	100,0	100,0	5,3
Investissement / salarié	7,4	8,4	///	///	///
Rémunération / salarié	25,0	25,1	///	///	///

Source : SCEES - AGRESTE - Enquête annuelle d'entreprise (EAE)

(a) établissements de production appartenant à des entreprises exerçant à titre principal une activité IAA, entreprises employant 20 salariés ou plus.

(1) Les personnes sont comptées en fonction de leur temps de travail réel.

## 2.3. Construction

### 2.3.1. Répartition des établissements de la construction selon l'activité et la taille

*Unité : établissement*

	2008				Total
	0 salarié*	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	
<b>Aquitaine</b>					
Préparation des sites	694	398	104	9	1 205
Constr. d'ouvrages de bâtiment et de génie civil	3 363	3 949	665	99	8 076
Travaux d'installation	3 443	2 404	320	39	6 206
Travaux de finition	5 355	3 789	448	12	9 604
Location avec opérateur de matériel de constr.	20	17	6	1	44
<b>Construction</b>	<b>12 875</b>	<b>10 557</b>	<b>1 543</b>	<b>160</b>	<b>25 135</b>

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

\*yc. effectif non déclaré

Stock au 1<sup>er</sup> janvier 2008 : données semi-définitives

### 2.3.2. Évolution des établissements de la construction selon l'activité et la taille

*Unité : %*

	08/07				Total
	0 salarié*	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	
<b>Aquitaine</b>					
Préparation des sites	11,9	-1,2	6,1	-	6,6
Constr. d'ouvrages de bâtiment et de génie civil	8,7	2,3	1,5	5,3	4,8
Travaux d'installation	8,6	3,9	-6,7	5,4	5,8
Travaux de finition	5,1	2,4	0,9	-7,7	3,8
Location avec opérateur de matériel de constr.	17,6	21,4	-	-	15,8
<b>Construction</b>	<b>7,3</b>	<b>2,6</b>	<b>-0,2</b>	<b>3,9</b>	<b>4,8</b>

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

\*yc. effectif non déclaré

Stock au 1<sup>er</sup> janvier 2008 : données semi-définitives - Stock au 1<sup>er</sup> janvier 2007 : données définitives

### 2.3.3. Répartition des établissements de la construction par département

*Unité : établissement*

	2007	2008	Part en %	
			08/07 %	départ. Aquitaine
Dordogne	4 017	4 153	3,4	16,5
Gironde	9 651	10 221	5,9	40,7
Landes	2 811	2 942	4,7	11,7
Lot-et-Garonne	2 670	2 773	3,9	11,0
Pyrénées-Atlantiques	4 838	5 046	4,3	20,1
<b>Aquitaine</b>	<b>23 987</b>	<b>25 135</b>	<b>4,8</b>	<b>6,0 (1)</b>

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1<sup>er</sup> janvier 2008 : données semi-définitives - Stock au 1<sup>er</sup> janvier 2007 : données définitives

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

#### 2.3.4. Créations d'entreprises dans la construction

	<i>Unité : entreprise</i>			
	2007	2008	08/07 %	Part en % départ. Aquitaine
Dordogne	473	433	-8,5	14,0
Gironde	1 498	1 518	1,3	48,9
Landes	350	326	-6,9	10,5
Lot-et-Garonne	302	309	2,3	10,0
Pyrénées-Atlantiques	530	517	-2,5	16,7
<b>Aquitaine</b>	<b>3 153</b>	<b>3 103</b>	<b>-1,6</b>	<b>5,7 (1)</b>
<b>France</b>	<b>55 497</b>	<b>54 276</b>	<b>-2,2</b>	<b>///</b>

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

#### 2.3.5. Défaillances d'entreprises dans la construction

	<i>Unité : entreprise</i>			
	2007	2008	08/07 %	Part en % Aquitaine France
<b>Aquitaine</b>	597	722	20,9	5,6
<b>France</b>	11 176	12 945	15,8	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

## 2.3. Construction

### 2.3.6. Production de granulats et de béton prêt à l'emploi en Aquitaine

Unité : millier de tonnes

	2007	2008	08/07		Evolution annuelle 2009 en %			
			%		janv	fév	mars	avr
			Aquitaine	France				
<b>Granulats</b>								
Sables et graviers d'alluvions	13 750	13 080	-4,9	-5,2	-30,1	-26,2	-22,6	...
Granulats calcaires et éruptifs	8 510	8 270	-2,8	-5,2	-25,8	-24,3	-13	...
<b>Béton prêt à l'emploi</b>	2 486	2 323	-6,6	-0,1	-21,2	-7,3	-7,6	...

(milliers de m3)

Sources : Union nation. des ind. de carrières et matériaux de construction (Unicem)

Syndicat national du béton prêt à l'emploi (SNBPE)

### 2.3.7. Production de logements en Aquitaine

Unité : logement

	2007	2008	08/07		Evolution annuelle 2009 en %			
			%		janv	fév	mars	avr
			Aquitaine	France				
<b>Logements individuels</b>								
Autorisés	22 669	19 134	-15,6	-15,7	-93,9	83,3	...	...
Commencés	20 130	16 818	-16,5	-14,3	-42,7	-32,9	...	...
<b>Logements collectifs</b>								
Autorisés	17 061	11 115	-34,9	-20,0	-97,7	15,0	...	...
Commencés	12 028	10 163	-15,5	-17,2	-69,0	-11,4	...	...
<b>Total des logements</b>								
Autorisés	39 730	30 249	-23,9	-17,8	-95,5	55,3	...	...
Commencés	32 158	26 980	-16,1	-15,6	-54,3	-24,2	...	...

Source : Service de l'Observation et des Statistiques - SITADEL -

Les données sont issues de la base de gestion des permis de construire, SITADEL (Système d'information et de traitement automatisé des données élémentaires sur les logement et les locaux). Elles sont exprimées en date de prise en compte, c'est à dire la date à laquelle l'évènement, autorisation ou ouverture, est enregistré dans la base.

Les logements sont des logements ordinaires et ne comprennent pas les logements en résidence.

### 2.3.9. Travaux publics réalisés en Aquitaine

Unité : million d'euros

	2005		2006		2007		07/06	
			%				%	
	Aquitaine	France	Aquitaine	France	Aquitaine	France	Aquitaine	France
<b>Montant des travaux</b>	1 888	33 968	2 104	37 207	2 279	40 877	8,3	9,9

Source : Fédération régionale des travaux publics

## 2. Secteurs d'activité

### 2.3. Construction

#### 2.3.8. Production de locaux autres qu'habitations - surfaces concernées -

Unité : millier de m<sup>2</sup>

Surface en milliers de m <sup>2</sup>	2007	2008	08/07		Evolution annuelle 2009 en % <sup>(1)</sup>			
			%		janv	fév	mars	avr
			Aquitaine	France <sup>(2)</sup>				
<b>Locaux autorisés</b>	2 614	2 412	-7,7	-	-31,1	-34,4	...	...
<b>Secteur primaire</b>	661	168	-74,5	-	7,2	-3,7	...	...
Stockage agricole	133	12	-90,9	-	///	-89,9	...	...
Construction hors stockage	529	156	-70,4	-	45,4	10,9	...	...
<b>Secteur secondaire</b>	782	1 053	34,6	-	-47	-46	...	...
Bâtiments industriels	522	571	9,4	-	-64,0	-50,4	...	...
Stockage non agricole	234	469	///	-	21,3	-39,5	...	...
Ouvrages spéciaux	27	13	-51,3	-	-13,7	-70,8	...	...
<b>Secteur tertiaire</b>	1 131	1 133	0,1	-	-11,4	-19,7	...	...
Enseignement	65	73	13,6	-	///	31,5	...	...
Santé	125	188	50,8	-	///	29,7	...	...
Hygiène, action sociale	48	45	-6,7	-	-72,5	-19,2	...	...
Culture, loisirs	146	58	-60,0	-	-39,2	-38,1	...	...
Bureaux	290	389	34,0	-	35,3	34,3	...	...
Commerces	440	377	-14,2	-	-47,4	-52,6	...	...
Aires de stationnement	17	0	-99,9	-	///	///	...	...
Transports	2	2	15,3	-	-54,9	-60,2	...	...
<b>Autres (hôtels)</b>	39	58	48,7	-	-99,2	-87,9	...	...
<b>Locaux commencés</b>	2 257	1 993	-11,7	-	-53,8	-27,9	...	...
<b>Secteur primaire</b>	615	402	-34,7	-	-53,3	-63,6	...	...
Stockage agricole	141	81	-42,7	-	-83,2	-74,0	...	...
Construction hors stockage	473	321	-32,3	-	-43,5	-60,6	...	...
<b>Secteur secondaire</b>	627	700	11,8	-	-63,3	-15,2	...	...
Bâtiments industriels	362	459	26,7	-	-70,7	-48,4	...	...
Stockage non agricole	250	220	-12,1	-	-7,0	///	...	...
Ouvrages spéciaux	15	22	50,2	-	-88,1	-20,6	...	...
<b>Secteur tertiaire</b>	987	870	-11,9	-	-41,3	-9,1	...	...
Enseignement	87	81	-7,2	-	-82,1	-60,4	...	...
Santé	153	105	-31,3	-	3,9	///	...	...
Hygiène, action sociale	34	52	54,4	-	31,6	///	...	...
Culture, loisirs	157	83	-47,3	-	-81,7	-42,7	...	...
Bureaux	234	250	6,9	-	-32,1	-10,9	...	...
Commerces	294	282	-4,1	-	-38,7	-20,4	...	...
Aires de stationnement	17	15	-10,3	-	-62,6	-68,3	...	...
Transports	10	0	-96,3	-	///	///	...	...
<b>Autres (hôtels)</b>	25	20	-18,0	-	///	-55,7	...	...

Source : Direction régionale de l'équipement - SITADEL -

(1) Certaines évolutions annuelles, calculées sur le cumul des données des premiers mois, sont peu significatives.

(2) Conséquence de la réforme du permis de construire sur le suivi statistique : Les modalités d'observation publiées au niveau national ne sont pas comparables aux modalités régionales

À compter d'avril 2009 (résultats de mars), les permis de construire sont recensés dans une nouvelle base de données, nommée Sit@del2.

Du fait de perturbations informatiques liées à la mise en place de l'application Sit@del2, les résultats relatifs aux mises en chantier ne peuvent être diffusés pour les mois de mars et avril.

## 2.4. Transports

### 2.4.1. Répartition des établissements de transports selon l'activité et la taille

*Unité : établissement*

	2008				Total
	0 salarié*	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	
<b>Aquitaine</b>					
Transports ferroviaires	119	7	4	7	137
Autres transports terrestres (1)	2 200	1 087	476	87	3 850
Transports par eau	52	13	4	-	69
Transports aériens	15	9	4	2	30
Services auxiliaires des transports	497	501	200	45	1 243
<b>Ensemble du transport</b>	<b>2 883</b>	<b>1 617</b>	<b>688</b>	<b>141</b>	<b>5 329</b>

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

\*yc effectif non déclaré

Stock au 1er janvier 2008 : données semi-définitives

(1) Transports de voyageurs, transports routiers de marchandises

### 2.4.2. Évolution des établissements de transports selon l'activité et la taille

*Unité : %*

	08/07				Total
	0 salarié*	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	
<b>Aquitaine</b>					
Transports ferroviaires	ns	ns	ns	ns	2,2
Autres transports terrestres (1)	5,2	-3,0	2,8	-1,1	2,3
Transports par eau	2,0	18,2	-	-	3,0
Transports aériens	7,1	12,5	-	-	7,1
Services auxiliaires des transports	14,8	-2,3	-7,8	-4,3	2,7
<b>Ensemble du transport</b>	<b>10,1</b>	<b>-5,8</b>	<b>-3,9</b>	<b>-7,8</b>	<b>2,4</b>

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

\*yc effectif non déclaré

Stock au 1er janvier 2008 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2007 : données définitives

### 2.4.3. Répartition des établissements de transports par département

*Unité : établissement*

	2007	2008	08/07 %	Part en %
				départ. Aquitaine
Dordogne	568	581	2,3	10,9
Gironde	2 461	2 539	3,2	47,6
Landes	566	565	-0,2	10,6
Lot-et-Garonne	513	522	1,8	9,8
Pyrénées-Atlantiques	1 095	1 122	2,5	21,1
<b>Aquitaine</b>	<b>5 203</b>	<b>5 329</b>	<b>2,4</b>	<b>4,6 (1)</b>

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1er janvier 2008 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2007 : données définitives

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

#### 2.4.4. Créations d'entreprises dans les transports par département

	<i>Unité : entreprise</i>			
	2007	2008	08/07 %	Part en % départ. Aquitaine
Dordogne	28	27	-3,6	10,4
Gironde	190	150	-21,1	57,9
Landes	24	18	-25,0	6,9
Lot-et-Garonne	34	22	-35,3	8,5
Pyrénées-Atlantiques	66	42	-36,4	16,2
<b>Aquitaine</b>	<b>342</b>	<b>259</b>	<b>-24,3</b>	<b>3,3 (1)</b>
<b>France</b>	<b>7 706</b>	<b>7 879</b>	<b>2,2</b>	<b>///</b>

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

#### 2.4.5. Défaillances d'entreprises dans les transports

	<i>Unité : entreprise</i>			
	2007	2008	08/07 %	Part en % Aquitaine France
<b>Aquitaine</b>	<b>59</b>	<b>74</b>	<b>25,4</b>	<b>4,8</b>
<b>France</b>	<b>1 277</b>	<b>1 555</b>	<b>21,8</b>	<b>///</b>

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

## 2.4. Transports

### 2.4.6. Trafic aérien des principaux aéroports

	2007	2008	08/07 %	Évolution annuelle 2009 en %			
				jan	fév	mar	avr
<i>Cumul sur les premiers mois de l'année</i>							
<b>Aéroports d'Aquitaine</b>							
<b>Bordeaux-Mérignac</b>							
Passagers (milliers)	3 464	3 562	2,8	-9,1	-6,9	-7,7	-7,5
Fret (tonnes)	29 827	27 462	-7,9	-26,6	-25,8	-22,8	-26,1
<b>Pau-Pyrénées</b>							
Passagers (milliers)	763	814	6,6	-13,1	-8,8	-11,8	-11,3
Fret (tonnes)	1 648	1 467	-11,0	0,9	-11,0	-1,0	...
<b>Bayonne-Anglet-Biarritz</b>							
Passagers (milliers)	929	1 028	10,7	14,0	11,4	...	...
Fret (tonnes)	-	...	...	///	///	///	///
<b>Agen</b>							
Passagers (milliers)	6	...	...	...	...	...	...
<b>Bergerac</b>							
Passagers (milliers)	254	294	16,0	2,1	0,5	-9,9	...
<b>Périgueux (1)</b>							
Passagers (milliers)	///	///	///	///	///	///	///
<b>Grands aéroports de province</b>							
Passagers (milliers)	42 724	43 579	2,0	-6,8	-3,9	...	...
Fret (milliers de tonnes)	194	188	-2,7	...	...	...	...
<i>Part de Bordeaux-Mérignac</i>							
Passagers (%)	8,1	8,2	...	///	///	///	///
Fret (%)	18,2	14,6	...	///	///	///	///
<b>Aéroports France entière</b>							
Passagers (milliers)	128 862	130 449	1,2	-6,5	-5,6	...	...
Fret (milliers de tonnes)	2 601	2 578	-0,9	...	...	...	...

Source : Aéroports de Paris et Direction de l'aviation civile du Sud-Ouest

(1) L'aéroport de Périgueux n'est plus ouvert aux vols commerciaux (donc pas de passagers) depuis le mois de juin 2006.

## 2. Secteurs d'activité

### 2.4. Transports

#### 2.4.7. Trafic portuaire

Unité : millier de tonnes

	2007	2008	08/07	Évolution annuelle 2009 en %			
				jan	fév	mar	avr
% Cumul sur les premiers mois de l'année							
<b>Grand port maritime de Bordeaux</b>							
Trafic maritime	8 307	9 074	7,5	-3,2	-8,0	-3,0	-2,2
- Marchandises débarquées	6 499	6 776	4,3	-3,8	-5,0	3,6	-1,8
<i>dont</i>							
Bois	96	79	-17,8	-8,3	-61,8	-29,2	-24,7
Tourteaux de soja	199	139	-30,1	-53,6	-53,6	-59,9	-55,1
Combustibles minéraux solides	261	246	-6,0	-	4,7	-7,2	-37,1
Produits pétroliers	3 892	4 412	13,4	4,1	2,0	12,5	5,9
Engrais	413	300	-27,4	-52,3	-28,2	-23,1	-28,3
Produits chimiques	459	453	-1,2	1,0	-10,3	7,8	4,7
- Marchandises embarquées	1 808	2 230	23,3	-0,8	0,4	1,8	-7,8
<i>dont</i>							
Maïs	789	997	26,3	29,7	-6,1	-22,9	-25,3
Bois du pays sciés	40	31	-23,9	-30,1	-38,6	-43,0	-43,5
Huiles	126	170	34,1	15,3	44,5	86,6	64,0
Pétrole brut	39	304	679,2	-20,9	248,3	375,0	98,4
Minéraux bruts, mat. construction	149	111	-25,3	-36,4	-67,0	-68,2	-61,1
Produits manufacturés	261	207	-20,8	-37,1	-35,7	-27,1	-19,2
<b>Port de Bayonne</b>							
Trafic maritime	4 367	3 748	-14,2	-34,0	-27,8	-25,1	...
- Marchandises débarquées	2 194	1 644	-25,1	-40,6	-31,1	-30,0	...
<i>dont</i>							
Produits pétroliers	487	115	-76,5	21,5	-5,1	-3,8	...
Engrais	429	407	-5,1	-93,1	-66,0	-68,1	...
Produits chimiques	310	270	-13,1	19,8	-8,8	-33,8	...
Minerais pour la métallurgie	856	733	-14,5	-17,3	-12,4	-1,6	...
- Marchandises embarquées	2 173	2 104	-3,2	-28,0	-25,1	-21,1	...
<i>dont</i>							
Maïs	436	474	8,7	1,6	-35,2	-34,3	...
Produits pétroliers	398	223	-43,8	-61,6	-79,5	-66,4	...
Soufre	264	161	-39,1	-100,0	-49,7	-49,7	...
Produits métallurgiques	742	984	32,6	6,1	24,8	13,7	...
<b>Ensemble des Grands ports maritimes</b>							
Trafic maritime	304 200	307 030	0,9	-14,7	-10,7	-5,8	...
Part de Bordeaux (%)	2,7	3,0	///	///	///	///	///
<b>Ensemble des ports métropolitains</b>							
Trafic maritime	383 300	383 400	0,0	...	...	...	...
Trafic des autres ports	79 100	76 400	-3,4	...	...	...	...
Part de Bayonne (%)	5,5	4,9	///	///	///	///	///

Source : Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

## 2.4.8 Trafic ferroviaire de marchandises

Unité : millier de tonnes

	2007	2008	08/07 %
<b>Trafic total Aquitaine</b>	<b>12 845</b>	<b>8 280</b>	<b>-35,5</b>
<b>Expéditions Aquitaine</b>	<b>5 338</b>	<b>3 397</b>	<b>-36,4</b>
Dordogne	477	508	6,7
Gironde	734	646	-11,9
Landes	68	72	6,3
Lot-et-Garonne	28	24	-16,1
Pyrénées-Atlantiques	2 366	2 147	-9,3
<b>Réceptions Aquitaine</b>	<b>7 506</b>	<b>4 883</b>	<b>-34,9</b>
Dordogne	287	231	-19,7
Gironde	1 550	1 626	4,9
Landes	77	91	17,6
Lot-et-Garonne	21	16	-23,1
Pyrénées-Atlantiques	3 294	2 920	-11,4

Source : SNCF

### 2.4.9 Trafic TER de voyageurs

Unité : en millions de voyageurs x kilomètres \*

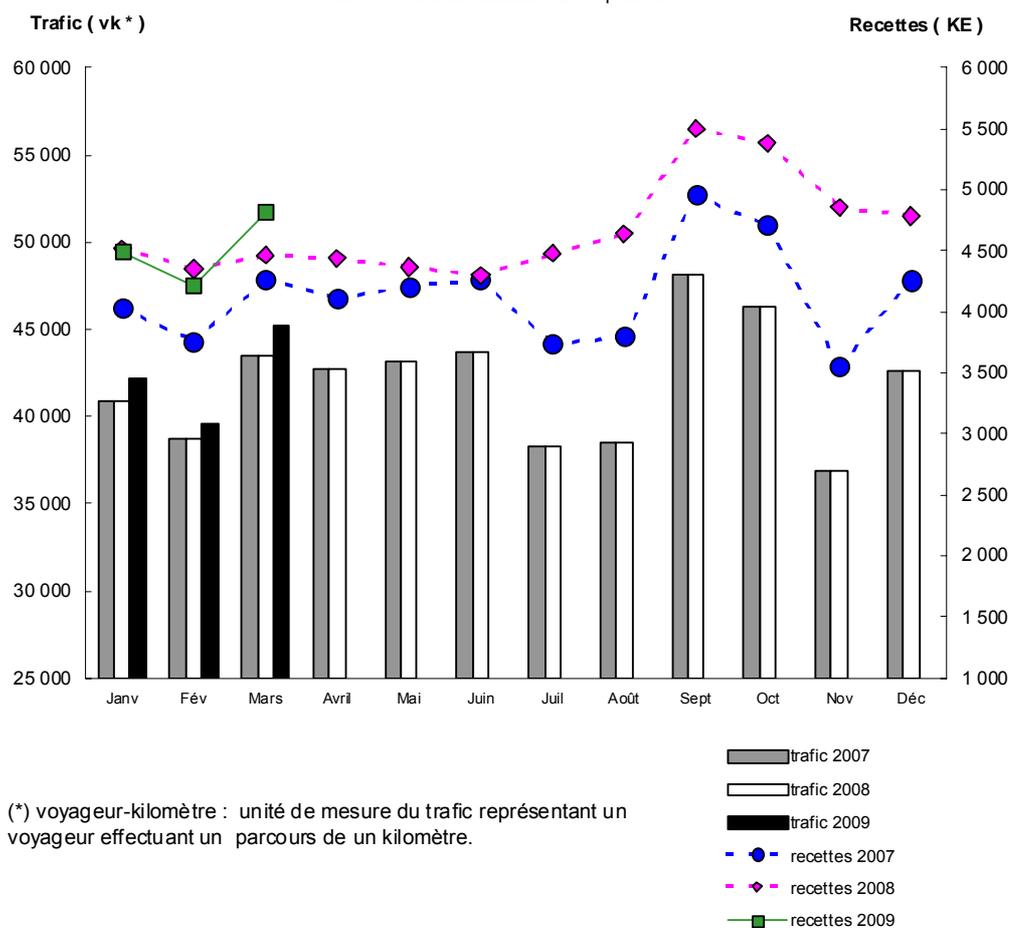
	2007	2008	08/07 %
Bordeaux - Agen	86,8	96,7	11,4
Bordeaux - Arcachon	76,0	84,1	10,7
Bordeaux - Hendaye	62,1	76,6	23,3
Bordeaux - Périgueux	74,4	76,4	2,7
Bordeaux - Bergerac - Sarlat	49,9	51,9	4,0
Bordeaux - Mont de Marsan	32,7	38,1	16,5
Bordeaux - Pau - Tarbes	22,2	26,4	18,9
Bordeaux - Angoulême	17,8	20,8	16,9
Bordeaux - Pointe de Grave	17,4	18,6	6,9
Bordeaux - St Mariens	10,7	11,7	9,3
Agen - Périgueux	12,4	11,4	-8,1
Hendaye - Tarbes	10,6	11,1	4,7
Périgueux - Brive	7,7	7,2	-6,5
Pau - Oloron	4,4	4,9	11,4
Bayonne - St-Jean-Pied-de-Port	2,8	2,9	3,6
<b>Total</b>	<b>487,9</b>	<b>538,8</b>	<b>10,4</b>

Trafic des Trains Express Régionaux (en millions de voyageurs x kilomètres)

(\*) voyageur-kilomètre : unité de mesure du trafic représentant un voyageur effectuant un parcours de un kilomètre.

Source : SNCF

### 2.4.10 Trafic et recettes TER Aquitaine



## 2.4.11. Flux routiers et autoroutiers

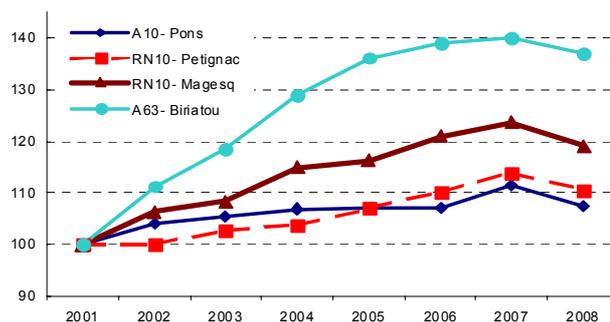
Trafic moyen journalier annuel - nombre de véhicules/jour

	2006	2007	2008	08/07 %
<b>Véhicules légers</b>				
A10 - Pons	22 800	23 722	22 881	-3,5
RN10 - Petignac	12 140	12 570	12 192	-3,0
RN10 - Magesq	17 683	18 097	17 416	-3,8
A63 - Biriadou	17 955	18 057	17 699	-2,0
<b>Poids lourds</b>				
A10 - Pons	3 867	3 894	3 510	-9,9
RN10 - Petignac	7 930	8 040	8 345	3,8
RN10 - Magesq	8 207	9 723	8 696	-10,6
A63 - Biriadou	8 639	8 967	8 383	-6,5

Source : Direction régionale de l'Équipement  
sur RN station de comptage SIR

## Évolution du trafic des véhicules légers sur l'axe Nord - Sud

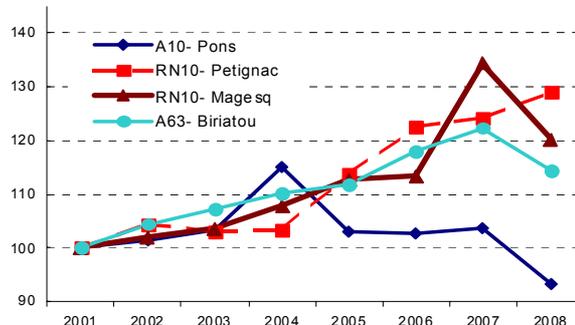
Indice base 100 en 2001



Source : Direction régionale Équipement, CETE Sud-Ouest et DDE 40 sur autoroute, station de comptage SIREDO sur RN

## Évolution du trafic des Poids Lourds sur l'axe Nord - Sud

Indice base 100 en 2001



Source : Direction régionale Équipement, CETE Sud-Ouest et DDE 40 sur autoroute, station de comptage SIREDO sur RN

## 2. Secteurs d'activité

### 2.5. Activité commerciale

#### 2.5.1. Répartition des établissements du commerce selon l'activité et la taille

	2008					Unité : établissement
	0 salarié *	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	Total	Part en % Aquitaine France
<b>Aquitaine</b>						
<b>Ensemble du commerce</b>	<b>16 056</b>	<b>16 252</b>	<b>2 349</b>	<b>313</b>	<b>34 970</b>	<b>5,3</b>
<b>Commerce de gros</b>	<b>5 820</b>	<b>3 889</b>	<b>1 121</b>	<b>94</b>	<b>10 924</b>	<b>5,0</b>
<i>dont</i>						
Biens de consommation alimentaires	1 107	753	210	32	2 102	8,7
Biens de consommation non alimentaires	672	578	119	21	1 390	3,1
Biens intermédiaires non agricoles	577	879	391	18	1 865	6,3
Biens d'équipements industriels	589	935	295	12	1 831	4,2
<b>Commerce de détail (1)</b>	<b>10 236</b>	<b>12 363</b>	<b>1 228</b>	<b>219</b>	<b>24 046</b>	<b>5,4</b>
<i>dont</i>						
Alimentation générale	792	772	290	158	2 012	4,8
Alimentaire spécialisé (2)	2 813	3 274	226	1	6 314	5,8
Autres commerces non alimentaires	6 631	8 317	712	60	15 720	5,4
<i>dont habillement</i>	1 347	1 818	91	5	3 261	5,2

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

\*yc effectif non déclaré

Stock au 1er janvier 2008 : données semi-définitives

#### 2.5.2. Évolution des établissements du commerce selon l'activité et la taille

	08/07					Unité : %
	0 salarié *	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	Total	
<b>Aquitaine</b>						
<b>Ensemble du commerce</b>	<b>7,0</b>	<b>-1,7</b>	<b>0,2</b>	<b>1,3</b>	<b>2,3</b>	
<b>Commerce de gros</b>	<b>14,3</b>	<b>-5,8</b>	<b>-3,5</b>	<b>-13,8</b>	<b>4,1</b>	
<i>dont</i>						
Biens de consommation alimentaires	10,3	-4,2	-9,5	-25,6	1,8	
Biens de consommation non alimentaires	4,0	-5,1	0,0	-4,5	-0,4	
Biens intermédiaires non agricoles	17,0	-5,6	4,0	0,0	2,6	
Biens d'équipements industriels	11,6	-2,2	-1,7	0,0	1,9	
<b>Commerce de détail (1)</b>	<b>3,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>3,9</b>	<b>9,5</b>	<b>1,5</b>	
<i>dont</i>						
Alimentation générale	-0,8	3,9	1,4	6,8	1,9	
Alimentaire spécialisé (2)	1,3	-1,1	9,2	///	0,3	
Autres commerces non alimentaires	4,5	-0,3	3,3	15,4	1,9	
<i>dont habillement</i>	4,0	0,7	28,2	150,0	2,8	

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

\*yc effectif non déclaré

Stock au 1er janvier 2008 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2007 : données définitives

(1) Commerce de détail de biens neufs en magasin, hors commerce automobile et prestations de services.

(2) Y compris boulangerie, boulangerie-pâtisserie, pâtisserie, charcuterie. Ces activités sont classées usuellement dans les industries agro-alimentaires. Elles représentent 12,6 % du commerce de détail.

## 2.5. Activité commerciale

### 2.5.3. Répartition des établissements du commerce selon l'activité par département

*Unité : établissement*

	2008					
	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Aquitaine
<b>Ensemble du commerce</b>	<b>4 385</b>	<b>15 583</b>	<b>3 897</b>	<b>3 689</b>	<b>7 416</b>	<b>34 970</b>
<b>Commerce de gros</b>	<b>1 214</b>	<b>5 582</b>	<b>976</b>	<b>1 154</b>	<b>1 998</b>	<b>10 924</b>
<i>dont</i>						
Biens de consommation alimentaires	222	1 260	148	220	252	2 102
Biens consommation non alimentaires	103	687	144	124	332	1 390
Biens intermédiaires non agricoles	244	857	194	200	370	1 865
Biens d'équipements industriels	171	945	145	200	370	1 831
<b>Commerce de détail (1)</b>	<b>3 171</b>	<b>10 001</b>	<b>2 921</b>	<b>2 535</b>	<b>5 418</b>	<b>24 046</b>
Alimentation générale	309	788	266	241	408	2 012
Alimentaire spécialisé (2)	967	2 596	743	666	1 342	6 314
Autres commerces non alimentaires	1 895	6 617	1 912	1 628	3 668	15 720
<i>dont habillement</i>	339	1 305	451	316	850	3 261

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)  
Stock au 1er janvier 2008 : données semi-définitives

### 2.5.4. Évolution des établissements du commerce selon l'activité par département

*Unité : %*

	08/07					
	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Aquitaine
<b>Ensemble du commerce</b>	<b>2,1</b>	<b>2,6</b>	<b>2,9</b>	<b>0,7</b>	<b>2,2</b>	<b>2,3</b>
<b>Commerce de gros</b>	<b>5,2</b>	<b>4,4</b>	<b>6,2</b>	<b>2,5</b>	<b>2,8</b>	<b>4,1</b>
<i>dont</i>						
Biens de consommation alimentaires	-0,4	2,4	4,2	-1,3	2,0	1,8
Biens consommation non alimentaires	4,0	-0,1	0,0	0,8	-2,9	-0,4
Biens intermédiaires non agricoles	3,0	1,9	7,2	-2,9	4,8	2,6
Biens d'équipements industriels	-1,2	2,1	2,8	7,0	0,3	1,9
<b>Commerce de détail (1)</b>	<b>1,0</b>	<b>1,7</b>	<b>1,8</b>	<b>-0,1</b>	<b>1,9</b>	<b>1,5</b>
<i>dont</i>						
Alimentation générale	-1,0	3,4	0,8	2,1	1,7	1,9
Alimentaire spécialisé (2)	1,6	-0,3	1,6	-0,9	0,7	0,3
Autres commerces non alimentaires	1,0	2,3	2,0	-0,1	2,4	1,6
<i>Dont habillement</i>	4,0	3,9	1,3	2,3	1,6	2,8

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)  
Stock au 1er janvier 2008 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2007 : données définitives

(1) Commerce de détail de biens neufs en magasin, hors commerce automobile et prestations de services

(2) Y compris boulangerie, boulangerie-pâtisserie, pâtisserie, charcuterie. Ces activités sont classées usuellement industries agroalimentaires. Elles représentent 12,6 % du commerce de détail.

#### 2.5.5. Créations d'entreprises dans le commerce

	<i>Unité : entreprise</i>			Part en % départ. Aquitaine
	2007	2008	08/07 %	
Dordogne	515	565	9,7	13,0
Gironde	2 288	2 203	-3,7	50,7
Landes	543	496	-8,7	11,4
Lot-et-Garonne	393	386	-1,8	8,9
Pyrénées-Atlantiques	708	695	-1,8	16,0
<b>Aquitaine</b>	<b>4 447</b>	<b>4 345</b>	<b>-2,3</b>	<b>5,6 (1)</b>
<b>France</b>	<b>78 525</b>	<b>77 710</b>	<b>-1,0</b>	<b>///</b>

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

Champ : le commerce comprend le commerce de gros, le commerce de détail et le commerce et réparation automobile.

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

#### 2.5.6. Défaillances d'entreprises dans le commerce

	<i>Unité : entreprise</i>			Part en % Aquitaine France
	2007	2008	08/07 %	
<b>Aquitaine</b>	557	675	21,2	5,7
<b>France</b>	10 824	11 940	10,3	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Champ : le commerce comprend le commerce de gros, le commerce de détail et le commerce et réparation automobile.

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

#### 2.5.7. Emploi salarié par activité dans le commerce

	au 31 décembre		07/06 %	Part en % Aquitaine France
	2006	2007		
<b>Aquitaine</b>				
<b>Ensemble du commerce (1 &amp; 2)</b>	<b>135 181</b>	<b>137 905</b>	<b>2,0</b>	<b>5,0</b>
<b>1 - Commerce de gros</b>	<b>44 783</b>	<b>45 055</b>	<b>0,6</b>	<b>4,6</b>
<i>dont</i>				
Biens de consommation alimentaires	10 640	10 448	-1,8	6,5
Biens de consommation non alimentaires	6 437	6 469	0,5	3,2
Biens intermédiaires non agricoles	12 150	12 346	1,6	5,5
Biens d'équipements industriels	10 228	10 405	1,7	3,5
<b>2 - Commerce de détail (1)</b>	<b>90 398</b>	<b>92 850</b>	<b>2,7</b>	<b>5,2</b>
<i>dont</i>				
Alimentation générale	32 633	33 605	3,0	5,4
<i>dont hypermarchés</i>	17 548	18 051	2,9	5,8
<i>dont supermarchés</i>	12 536	12 840	2,4	5,2
Alimentaire spécialisé (2)	13 069	13 277	1,6	5,2
Autres commerces non alimentaires	44 696	45 968	2,8	5,0
<i>dont habillement</i>	7 710	7 862	2,0	4,9

Source : Unedic

(1) Commerce de détail de biens neufs en magasin, hors commerce automobile et prestations de services.

(2) Y compris boulangerie, boulangerie-pâtisserie, pâtisserie, charcuterie. Ces activités sont classées usuellement dans les industries agroalimentaires. En 2007, elles représentent 9,9 % du commerce de détail.

## 2.6. Services aux entreprises

### 2.6.1. Répartition des établissements de services selon l'activité et la taille

*Unité: établissement*

	2008				Total
	0 salarié*	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	
<b>Aquitaine</b>					
<b>Postes et télécommunications</b>	<b>1005</b>	<b>310</b>	<b>414</b>	<b>80</b>	<b>1 809</b>
Activités de poste et de courrier	840	233	353	54	1 480
Télécommunications	165	77	61	26	329
<b>Conseils et assistance</b>	<b>11744</b>	<b>5 734</b>	<b>899</b>	<b>102</b>	<b>18 479</b>
Activités informatiques	1676	603	160	30	2 469
Services professionnels (1)	4399	2 142	362	15	6 918
Administration d'entreprises	2253	810	94	12	3 169
Publicité et études de marché	655	330	49	19	1 053
Architecture, ingénierie, contrôle	2761	1 849	234	26	4 870
<b>Services opérationnels</b>	<b>5100</b>	<b>2 705</b>	<b>483</b>	<b>117</b>	<b>8 405</b>
Location sans opérateur	976	399	86	8	1 469
Sélection et fourniture de personnel	524	444	30	3	1 001
Sécurité, nettoyage et services divers	3252	1 778	316	94	5 440
Assainissement, voirie, gestion des déchets	348	84	51	12	495
<b>Recherche développement</b>	<b>97</b>	<b>35</b>	<b>16</b>	<b>8</b>	<b>156</b>
<b>ENSEMBLE Services rendus aux entreprises</b>	<b>17946</b>	<b>8 784</b>	<b>1 812</b>	<b>307</b>	<b>28 849</b>

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)  
Stock au 1er janvier 2008 : données semi-définitives

\*yc effectif non déclaré

### 2.6.2. Évolution des établissements de services selon l'activité et la taille

*Unité: %*

	08/07				Total
	0 salarié*	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	
<b>Aquitaine</b>					
<b>Postes et télécommunications</b>	<b>6,8</b>	<b>-13,4</b>	<b>1,7</b>	<b>-11,1</b>	<b>0,7</b>
Activités de poste et de courrier	7,0	-19,4	1,7	-10,0	-0,1
Télécommunications	5,8	11,6	1,7	-13,3	4,4
<b>Conseils et assistance</b>	<b>12,1</b>	<b>1,3</b>	<b>0,4</b>	<b>8,5</b>	<b>7,9</b>
Activités informatiques	15,3	-0,3	-4,8	0,0	9,4
Services professionnels (1)	10,8	-0,2	3,4	66,7	6,8
Administration d'entreprises	17,2	5,2	1,1	-20,0	13,1
Publicité et études de marché	7,7	4,1	-12,5	5,6	5,4
Architecture, ingénierie, contrôle	9,3	1,5	2,6	18,2	5,9
<b>Services opérationnels</b>	<b>11,1</b>	<b>-8,6</b>	<b>-3,8</b>	<b>-6,4</b>	<b>2,8</b>
Location sans opérateur	6,8	-7,2	8,9	33,3	2,8
Sélection et fourniture de personnel	29,7	-17,9	-11,8	0,0	1,9
Sécurité, nettoyage et services divers	7,4	-2,7	1,3	-2,1	3,3
Assainissement, voirie, gestion des déchets	41,5	-47,5	-33,8	-40,0	-1,6
<b>Recherche développement</b>	<b>22,8</b>	<b>-20,5</b>	<b>-11,1</b>	<b>-11,1</b>	<b>4,0</b>
<b>ENSEMBLE Services rendus aux entreprises</b>	<b>11,5</b>	<b>-2,6</b>	<b>-0,5</b>	<b>-3,5</b>	<b>5,9</b>

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)  
Stock au 1er janvier 2008 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2007: données définitives

\*yc effectif non déclaré

(1) Activités juridiques, comptables, conseil pour les affaires et la gestion

#### 2.6.3. Répartition des établissements de services par département

	<i>Unité : établissement</i>			Part en % départ. Aquitaine
	2007	2008	08/07 %	
Dordogne	2 820	2 938	4,2	10,2
Gironde	13 963	14 849	6,3	51,5
Landes	2 570	2 684	4,4	9,3
Lot-et-Garonne	2 302	2 413	4,8	8,4
Pyrénées-Atlantiques	5 599	5 965	6,5	20,7
<b>Aquitaine</b>	<b>27 254</b>	<b>28 849</b>	<b>5,9</b>	<b>4,5 (1)</b>

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1er janvier 2008 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2007 : données définitives

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

#### 2.6.4. Créations d'entreprises dans les services aux entreprises

	<i>Unité : entreprise</i>			Part en % départ. Aquitaine
	2007	2008	08/07 %	
Dordogne	281	311	10,7	10,0
Gironde	1 638	1 665	1,6	53,7
Landes	248	297	19,8	9,6
Lot-et-Garonne	223	201	-9,9	6,5
Pyrénées-Atlantiques	597	624	4,5	20,1
<b>Aquitaine</b>	<b>2 987</b>	<b>3 098</b>	<b>3,7</b>	<b>4,3 (1)</b>
<b>France</b>	<b>67 903</b>	<b>71 567</b>	<b>5,4</b>	<b>///</b>

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

#### 2.6.5. Défaillances d'entreprises dans les services aux entreprises

	<i>Unité : entreprise</i>			Part en % Aquitaine France
	2007	2008	08/07 %	
<b>Aquitaine</b>	<b>251</b>	<b>319</b>	<b>27,1</b>	<b>4,6</b>
<b>France</b>	<b>6 352</b>	<b>6 916</b>	<b>8,9</b>	<b>///</b>

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

## 2.6. Services aux entreprises

### 2.6.6. Emploi salarié par activité détaillée

	au 31 décembre		07/06 %	Part en % Aquitaine France
	2006	2007		
<b>Aquitaine</b>				
<b>Postes et télécommunications</b>	3 050	3 393	11,2	4,0
Activités de poste et de courrier	229	250	9,2	4,4
Télécommunications	2 821	3 143	11,4	3,9
<b>Conseils et assistance</b>	46 886	48 707	3,9	3,3
Activités informatiques	8 963	9 580	6,9	2,7
Services professionnels (1)	14 568	15 009	3,0	3,7
Administration d'entreprises	6 131	6 424	4,8	2,7
Publicité et études de marché	5 094	4 765	-6,5	3,1
Architecture, ingénierie, contrôle	12 130	12 929	6,6	3,9
<b>Services opérationnels</b>	70 620	72 813	3,1	4,1
Location sans opérateur	3 644	3 777	3,6	4,5
Sélection et fourniture de personnel	31 417	32 285	2,8	4,2
Sécurité, nettoyage et services divers	32 983	34 029	3,2	4,0
Assainissement, voirie, gestion des déchets	2 576	2 722	5,7	3,9
<b>Recherche développement</b>	3 622	3 819	5,4	7,0
<b>Ensemble Services rendus aux entreprises</b>	<b>124 178</b>	<b>128 732</b>	<b>3,7</b>	<b>3,8</b>

Source : Unedic

(1) Activités juridiques, comptables, conseil pour les affaires et la gestion

### 2.6.7. Emploi salarié par département - Services aux entreprises

	au 31 décembre		07/06 %	Part en % départ. Aquitaine
	2006	2007		
Dordogne	7 384	8 027	8,7	6,2
Gironde	73 797	76 866	4,2	59,7
Landes	8 742	9 328	6,7	7,2
Lot-et-Garonne	8 437	8 207	-2,7	6,4
Pyrénées-Atlantiques	25 818	26 304	1,9	20,4
<b>Aquitaine</b>	<b>124 178</b>	<b>128 732</b>	<b>3,7</b>	<b>3,8 (1)</b>

Source : Unedic

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

## 2. Secteurs d'activité

### 2.7. Tourisme

#### 2.7.1. Capacité d'accueil\* des hôtels par zone touristique

	Saison d'été 2008							
	0 ou 1 étoile		2 étoiles		3 étoiles ou +		Total	
	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres
<b>Dordogne</b>	<b>46</b>	<b>723</b>	<b>107</b>	<b>1 863</b>	<b>66</b>	<b>1 601</b>	<b>219</b>	<b>4 187</b>
Périgord noir	15	188	58	1 018	32	773	105	1 979
Reste du département	31	535	49	845	34	828	114	2 208
<b>Gironde</b>	<b>49</b>	<b>2 215</b>	<b>135</b>	<b>4 374</b>	<b>70</b>	<b>3 963</b>	<b>254</b>	<b>10 551</b>
Ville de Bordeaux	9	546	32	1 531	21	2 003	62	4 080
Agglo. de Bordeaux (1)	21	1 320	31	1 326	10	758	62	3 404
Bassin d'Arcachon	10	175	30	741	11	423	51	1 339
Côte médocaine (2)	4	60	11	210	4	160	19	430
Reste du département	5	114	31	566	24	619	60	1 298
<b>Landes</b>	<b>33</b>	<b>477</b>	<b>114</b>	<b>2 867</b>	<b>28</b>	<b>1 184</b>	<b>175</b>	<b>4 528</b>
Côte landaise	10	136	51	916	10	319	71	1 371
Zone thermale des Landes	6	123	29	1 371	8	649	43	2 143
Reste du département	17	218	34	580	10	216	61	1 015
<b>Lot-et-Garonne</b>	<b>18</b>	<b>415</b>	<b>46</b>	<b>1 062</b>	<b>11</b>	<b>186</b>	<b>75</b>	<b>1 662</b>
Arrondissement d'Agen	11	275	16	475	6	92	29	841
Reste du département	7	140	30	587	5	94	46	821
<b>Pyrénées-Atlantiques</b>	<b>66</b>	<b>1 372</b>	<b>196</b>	<b>4 185</b>	<b>86</b>	<b>3 389</b>	<b>348</b>	<b>8 947</b>
Côte Basque	18	611	70	1 805	55	2 368	143	4 784
Intérieur du Pays Basque	11	98	60	1 062	13	263	84	1 423
Béarn	37	664	66	1 318	18	758	121	2 740
<b>Aquitaine</b>	<b>212</b>	<b>5 201</b>	<b>598</b>	<b>14 351</b>	<b>261</b>	<b>10 323</b>	<b>1 071</b>	<b>29 875</b>

Source : Insee-Direction du Tourisme - Enquête fréquentation dans l'hôtellerie

\* Nombre moyen d'hôtels ouverts au mois d'août

\* Chambres disponibles en moyenne journalière

(1) Sauf Bordeaux

(2) Hors Bassin d'Arcachon

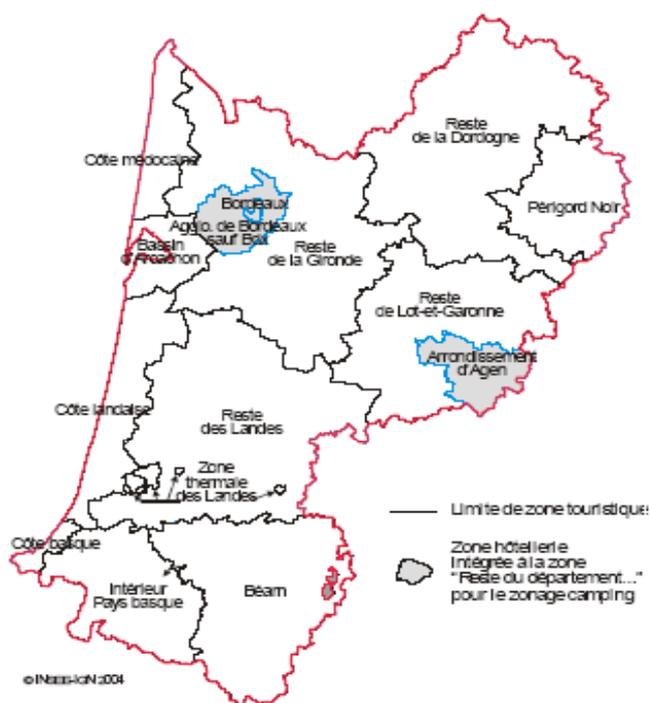
## 2.7.2. Capacité d'accueil\* des campings par zone touristique

	Saison d'été 2008					
	1 ou 2 étoiles		3 étoiles ou +		Total	
	Campings	Emplacements	Campings	Emplacements	Campings	Emplacements
<b>Dordogne</b>	<b>115</b>	<b>6024</b>	<b>94</b>	<b>10426</b>	<b>209</b>	<b>16 450</b>
Périgord noir	59	3 370	72	8430	131	11 800
Reste du département	56	2 654	22	1996	78	4 650
<b>Gironde</b>	<b>78</b>	<b>9020</b>	<b>50</b>	<b>13070</b>	<b>128</b>	<b>22 090</b>
Côte médocaine (1)	44	6 413	20	6923	64	13 336
Bassin d'Arcachon	15	1 690	21	5466	36	7 156
Reste du département	19	917	9	681	28	1 598
<b>Landes</b>	<b>64</b>	<b>5724</b>	<b>83</b>	<b>21149</b>	<b>147</b>	<b>26 873</b>
Côte landaise	39	4 655	65	19602	104	24 257
Reste du département	25	1 069	18	1547	43	2 616
<b>Lot-et-Garonne</b>	<b>27</b>	<b>923</b>	<b>15</b>	<b>974</b>	<b>42</b>	<b>1 897</b>
<b>Pyrénées-Atlantiques</b>	<b>76</b>	<b>2991</b>	<b>62</b>	<b>7627</b>	<b>138</b>	<b>10 618</b>
Côte Basque	19	1 357	33	5365	52	6 722
Intérieur Pays Basque	24	704	16	1486	40	2 190
Béarn	33	930	13	776	46	1 706
<b>Aquitaine</b>	<b>360</b>	<b>24 682</b>	<b>304</b>	<b>53 246</b>	<b>664</b>	<b>77 928</b>

Source : Insee-Direction du Tourisme - Enquête fréquentation dans l'hôtellerie de plein air

\* Campings ouverts au mois d'août \* nombre d'emplacements offerts à la clientèle de passage en moyenne journalière

(1) Hors Bassin d'Arcachon



## 2. Secteurs d'activité

### 2.7. Tourisme

#### 2.7.3. Taux d'occupation des hôtels et des campings durant la saison d'été

Unité : %

	Hôtels			Campings		
	Saison 2007	Saison 2008	Écart point	Saison 2007	Saison 2008	Écart point
<b>Dordogne</b>	61,6	59,2	-2,4	31,8	30,5	-1,3
Périgord noir	62,3	60,1	-2,2	33,8	31,5	-2,3
Reste du département	60,9	58,4	-2,5	26,8	26,5	-0,3
<b>Gironde</b>	69,8	67,0	-2,8	28,6	28,9	0,3
Ville de Bordeaux	70,9	68,0	-2,9	///	///	///
Agglo de Bordeaux (1)	69,9	66,5	-3,4	///	///	///
Bassin d'Arcachon	70,2	71,8	1,6	31,5	31,6	0,1
Côte médocaine (2)	58,1	57,8	-0,3	27,3	28,3	1,0
Reste du département	69,2	63,4	-5,8	27,5	25,9	-1,6
<b>Landes</b>	61,8	61,4	-0,4	35,6	35,6	0,0
Zone thermale	59,4	66,0	6,6	///	///	///
Côte landaise	68,0	61,9	-6,1	35,5	35,6	0,1
Reste du département	51,6	50,9	-0,7	36,4	36,4	0,0
<b>Lot-et-Garonne</b>	55,9	53,4	-2,5	30,8	31,3	0,5
Arrondissement d'Agen	57,5	55,6	-1,9	///	///	///
Reste du département	54,1	51,0	-3,1	///	///	///
<b>Pyrénées-Atlantiques</b>	68,7	68,8	0,1	39,0	39,3	0,3
Côte Basque	80,1	77,2	-2,9	42,2	42,6	0,4
Intérieur du Pays Basque	53,8	52,6	-1,2	38,5	34,2	-4,3
Béarn	57,9	62,6	4,7	26,3	27,4	1,1
<b>Aquitaine</b>	<b>66,4</b>	<b>64,9</b>	<b>-1,5</b>	<b>33,2</b>	<b>32,9</b>	<b>-0,3</b>

Source : Insee-Direction du Tourisme - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air

(1) Sauf Bordeaux

(2) Hors Bassin d'Arcachon

## 2.7. Tourisme

### 2.7.4. Nuitées des touristes dans les hôtels et les campings

Unité : millier

	Hôtels			Campings		
	Saison 2007	Saison 2008	08/07 %	Saison 2007	Saison 2008	08/07 %
<b>Dordogne</b>	676,9	642,3	-5,1	2 513,7	2 427,9	-3,4
Périgord noir	356,9	338,0	-5,3	2 010,4	1 897,0	-5,6
Reste du département	320,1	304,3	-4,9	503,3	531,0	5,5
<b>Gironde</b>	1 787,7	1703,5	-4,7	3 084,3	3 183,8	3,2
Ville de Bordeaux	663,8	649,4	-2,2	///	///	///
Agglo de Bordeaux (1)	542,1	500,2	-7,7	///	///	///
Bassin d'Arcachon	273,7	262,0	-4,3	1 036,4	1 069,4	3,2
Côte médocaine (2)	67,7	70,2	3,8	1 872,4	1 943,2	3,8
Reste du département	240,4	221,7	-7,8	175,6	171,2	-2,5
<b>Landes</b>	684,7	678,4	-0,9	4 930,8	4 995,1	1,3
Zone thermale	329,5	319,2	-3,1	///	///	///
Côte landaise	233,0	238,8	2,5	4 604,4	4 660,1	1,2
Reste du département	122,2	120,4	-1,5	326,4	335,0	2,6
<b>Lot-et-Garonne</b>	219,5	204,9	-6,7	240,2	224,3	-6,6
Arrondissement d'Agen	113,3	107,6	-5,0	///	///	///
Reste du département	106,2	97,2	-8,5	///	///	///
<b>Pyrénées-Atlantiques</b>	1 600,5	1566,9	-2,1	1 972,1	2 051,7	4,0
Côte Basque	987,8	973,2	-1,5	1 397,5	1 527,4	9,3
Intérieur du Pays Basque	216,0	199,2	-7,8	398,3	343,7	-13,7
Béarn	396,7	394,4	-0,6	176,3	180,7	2,5
<b>Aquitaine</b>	<b>4 969,4</b>	<b>4796,0</b>	<b>-3,5</b>	<b>12 741,1</b>	<b>12 882,8</b>	<b>1,1</b>

Source : Insee-Direction du Tourisme - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air

(1) Sauf Bordeaux

(2) Hors Bassin d'Arcachon

#### 2.7.5. Nuitées des touristes étrangers dans les hôtels et les campings

*Unité : millier*

	Hôtels			Campings		
	Saison	Saison	08/07	Saison	Saison	08/07
	2007	2008	%	2007	2008	%
<b>Dordogne</b>	197,0	178,9	-9,2	1 267,5	1 141,7	-9,9
Périgord noir	116,2	111,7	-3,9	1 063,8	903,8	-15,0
Reste du département	80,9	67,2	-16,9	203,7	237,9	16,8
<b>Gironde</b>	417,9	386,3	-7,6	1 144,8	1 142,2	-0,2
Ville de Bordeaux	211,0	202,7	-3,9	///	///	///
Agglo. de Bordeaux (1)	82,2	65,7	-20,0	///	///	///
Bassin d'Arcachon	49,1	43,2	-12,0	236,6	229,1	-3,2
Côte médocaine (2)	17,3	19,1	10,6	841,9	845,2	0,4
Reste du département	58,4	55,5	-4,9	66,4	68,0	2,4
<b>Landes</b>	88,8	87,0	-2,0	1 521,7	1 449,4	-4,8
Zone thermale des Landes	21,2	13,5	-36,1	///	///	///
Côte landaise	44,1	46,2	4,8	1 482,4	1 415,6	-4,5
Reste du département	23,5	27,3	15,9	39,2	33,8	-13,9
<b>Lot-et-Garonne</b>	31,8	22,7	-28,8	82,9	76,8	-7,4
Arrondissement d'Agen	16,7	10,8	-35,7	///	///	///
Reste du département	15,1	11,9	-21,2	///	///	///
<b>Pyrénées-Atlantiques</b>	339,7	323,4	-4,8	338,7	325,7	-3,8
Côte Basque	225,9	216,8	-4,0	247,2	247,0	-0,1
Intérieur du Pays Basque (3)	37,7	28,8	-23,6	54,1	44,2	-18,3
Béarn (3)	76,1	77,8	2,3	37,4	34,5	-7,7
<b>Aquitaine</b>	<b>1 075,3</b>	<b>998,3</b>	<b>-7,2</b>	<b>4 355,6</b>	<b>4 135,9</b>	<b>-5,0</b>

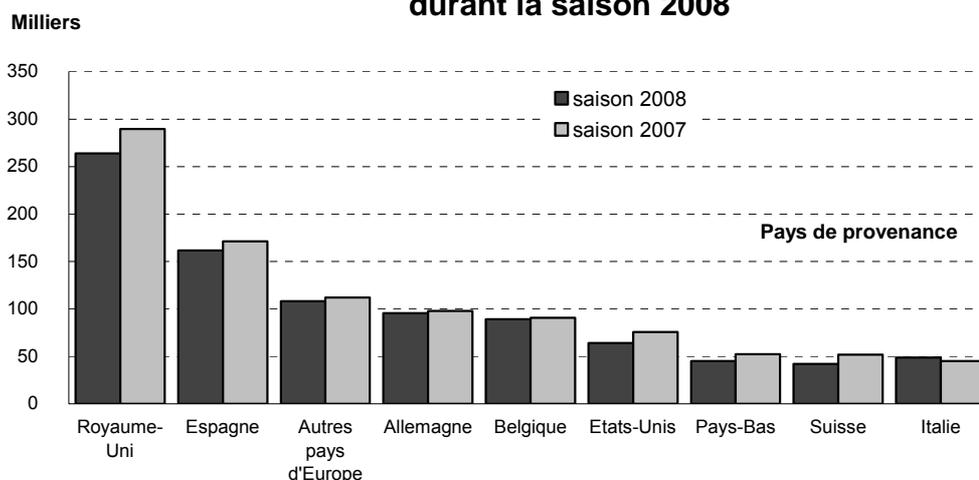
Source : Insee-Direction du Tourisme - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air

(1) Sauf Bordeaux

(2) Hors Bassin d'Arcachon

(3) Le nombre de campings répondants sur cette zone ne permet pas de garantir la qualité des résultats

#### Nuitées d'étrangers dans les hôtels durant la saison 2008



## 2.7. Tourisme

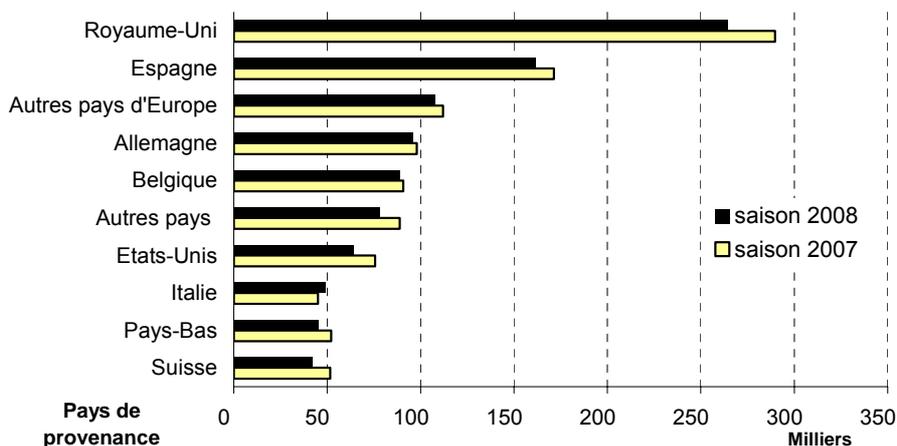
### 2.7.6. Nuitées des touristes étrangers par pays de provenance

*Unité : millier*

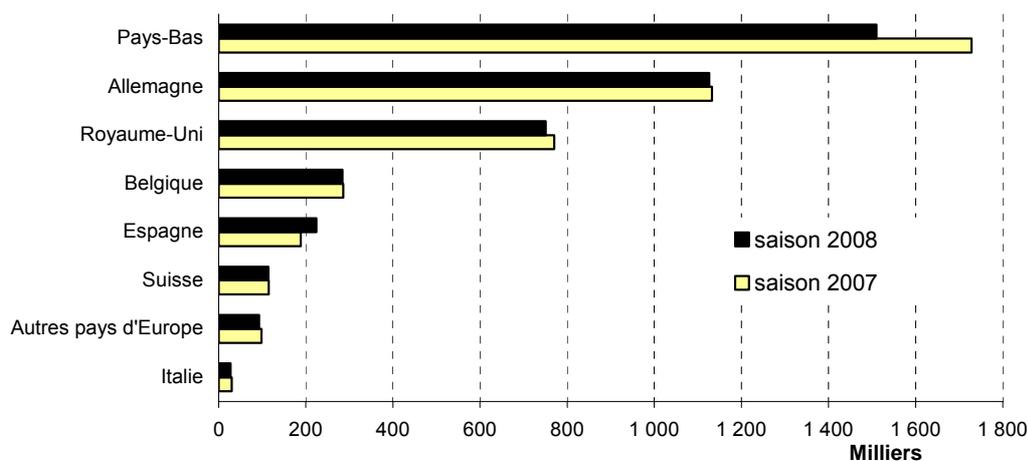
	Hôtels			Campings		
	Saison	Saison	08/07	Saison	Saison	08/07
	2007	2008	%	2007	2008	%
<b>Total nuitées d'étrangers</b>	1 075,3	998,3	-7,2	4 355,6	4 135,9	-5,0
Royaume-Uni	289,6	264,2	-8,8	770,5	750,7	-2,6
Espagne	171,3	161,7	-5,6	188,2	224,4	19,2
Allemagne	98,0	95,8	-2,3	1 132,7	1 125,9	-0,6
Belgique	90,7	89,3	-1,6	285,7	283,8	-0,7
Pays-Bas	52,2	45,7	-12,5	1 728,2	1 510,3	-12,6
Suisse	51,6	42,1	-18,6	114,9	114,1	-0,7
Italie	45,1	48,9	8,4	29,5	27,4	-7,1
Autres pays d'Europe	111,6	108,1	-3,1	98,6	92,8	-5,8
États-Unis	75,7	64,1	-15,3	///	///	///
Autres	89,3	78,4	-12,2	7,4	6,4	-13,9

Source : Insee-Direction du Tourisme - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air

#### Nuitées d'étrangers dans les hôtels



#### Nuitées d'étrangers dans les campings



## 3. Statut d'activité

### 3.1. Ensemble

#### 3.1.1. Répartition des établissements par activité

	Unité : établissement			
	2007	2008	08/07 %	Part en % en 2008
<b>Industrie</b>	<b>15 883</b>	<b>16 047</b>	<b>1,0</b>	<b>8,7</b>
Industries agroalimentaires	4 247	4 256	0,2	2,3
Biens de consommation	3 805	3 827	0,6	2,1
Industrie automobile	128	126	-1,6	0,1
Biens d'équipement	2 840	2 861	0,7	1,5
Biens intermédiaires	3 868	3 858	-0,3	2,1
Energie	995	1 119	12,5	0,6
<b>Construction</b>	<b>23 987</b>	<b>25 135</b>	<b>4,8</b>	<b>13,6</b>
<b>Tertiaire</b>	<b>137 743</b>	<b>143 547</b>	<b>4,2</b>	<b>77,7</b>
Commerce	43 206	44 503	3,0	24,1
Transports	5 203	5 329	2,4	2,9
Activités financières	4 910	5 084	3,5	2,8
Activités immobilières*	11 469	12 231	6,6	6,6
Services aux entreprises	27 254	28 849	5,9	15,6
Services aux particuliers	23 833	24 812	4,1	13,4
Education, santé, action sociale	21 390	22 303	4,3	12,1
Dont Education	1 945	2 115	8,7	1,1
Santé	18 965	19 668	3,7	10,6
Action sociale	480	520	8,3	0,3
Administration	478	436	-8,8	0,2
<b>Ensemble des activités *</b>	<b>177 613</b>	<b>184 729</b>	<b>4,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1er janvier 2008 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2007 : données définitives

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture et hors locations immobilières

\* hors locations de logements, de terrains et d'autres biens immobiliers (non stabilité de champ entre les 2 années)

#### 3.1.2. Répartition des établissements selon la taille par département

	2008					08/07 %	Part en % départ. Aquitaine
	Total 2008	moins de 10 salariés**	10 à 49 salariés	50 à 499 salariés	500 sal. ou plus		
Dordogne *	23 766	22 407	1 204	152	3	3,2	12,9
Gironde *	82 262	76 456	4 947	822	37	4,6	44,5
Landes *	20 407	19 157	1 087	160	3	3,9	11,0
Lot-et-Garonne *	18 051	16 907	997	144	3	2,9	9,8
Pyrénées-Atlantiques *	40 243	37 608	2 301	325	9	3,9	21,8
<b>Aquitaine *</b>	<b>184 729</b>	<b>172 535</b>	<b>10 536</b>	<b>1 603</b>	<b>55</b>	<b>4,0</b>	<b>5,2 (1)</b>

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

\*\*yc effectif non déclaré

Stock au 1er janvier 2008 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2007 : données définitives

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture et hors locations immobilières

\* hors locations de logements, de terrains et d'autres biens immobiliers (non stabilité de champ entre les 2 années)

## 3.1.3. Répartition des entreprises selon la catégorie juridique

*Unité : entreprise*

	2007	2008	08/07 %	Part en %
<b>Aquitaine</b>				
<b>Personnes Physiques</b>	<b>77 658</b>	<b>79 288</b>	<b>2,1</b>	<b>53,2</b>
<i>dont</i>				
<i>Artisan-commerçant</i>	9 278	9 101	-1,9	6,1
<i>Commerçant</i>	18 473	18 884	2,2	12,7
<i>Artisan</i>	20 783	21 163	1,8	14,2
<i>Professions libérales</i>	26 095	26 884	3,0	18,0
<b>Groupement privé (1)</b>	<b>1 316</b>	<b>1 262</b>	<b>-4,1</b>	<b>0,8</b>
<b>Personnes morales (nc associations)</b>	<b>65 761</b>	<b>68 445</b>	<b>4,1</b>	<b>45,9</b>
<i>dont</i>				0,0
SARL	43 409	45 045	3,8	30,2
<i>Société anonyme</i>	2 148	1 864	-13,2	1,3
<i>Société par actions simplifiées</i>	3 858	4 154	7,7	2,8
<i>Sociétés civiles</i>	3 097	2 455	-20,7	1,6
<b>Total</b>	<b>144 735</b>	<b>148 995</b>	<b>2,9</b>	<b>100,0</b>

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1er janvier 2008 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2007 : données définitives

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture et hors locations immobilières

(1) Non doté personnalité morale (société de fait, indivision)

## 3. Statut d'activité

### 3.1. Ensemble

#### 3.1.4. Créations d'entreprises par secteur d'activité

	2007	2008	08/07 %	Unité : entreprise		
				2008		Part en % Aquitaine France
				T3	T4	
<b>Aquitaine</b>						
IAA	264	464	75,8	-18,7	-31,1	6,9
Industrie hors IAA	654	669	2,3	-28,8	-25,3	4,8
Construction	3 153	3 103	-1,6	-28,0	-17,8	5,7
Commerce	4 447	4 345	-2,3	-26,7	-20,4	5,6
Transports	342	259	-24,3	-24,6	-2,0	3,3
Activités financières	240	232	-3,3	-7,7	-31,3	4,7
Activités immobilières	1 016	991	-2,5	-12,8	-33,6	5,2
Services aux entreprises	2 987	3 098	3,7	-13,151	-20,9	4,3
Services aux particuliers	2 525	2 470	-2,2	-21,3	-34,3	5,8
<i>Hôtels-cafés-restaurants</i>	1 063	980	-7,8	-38,5	-34,1	5,9
<i>Autres services aux particuliers</i>	1 462	1 490	1,9	-6,3	-34,5	5,7
Education, santé, action sociale	1 424	1 677	17,8	24,0	-23,1	6,0
<b>Ensemble créations</b>	<b>17 052</b>	<b>17 308</b>	<b>1,5</b>	<b>-19,3</b>	<b>-23,7</b>	<b>5,3</b>

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture et administration

Les données du premier trimestre 2009 ne sont pas disponibles selon cette nomenclature.

A partir de janvier 2007, la définition des créations d'entreprises dénombrées par l'Insee est modifiée,

Il n'y a création d'entreprise que si elle s'accompagne de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production.

#### 3.1.5. Créations d'entreprises par département et secteur d'activité

	Dordogne		Gironde		Landes		Lot-et-Garonne		Pyrénées-Atlantique	
	08 / 07		08 / 07		08 / 07		08 / 07		08 / 07	
	2008	%	2008	%	2008	%	2008	%	2008	%
IAA	57	23,9	200	100,0	65	109,7	71	61,4	71	65,1
Industrie hors IAA	92	-9,8	274	2,2	80	-18,4	59	0,0	164	29,1
Construction	433	-8,5	1 518	1,3	326	-6,9	309	2,3	517	-2,5
Commerce	565	9,7	2 203	-3,7	496	-8,7	386	-1,8	695	-1,8
Transports	27	-3,6	150	-21,1	18	-25,0	22	-35,3	42	-36,4
Activités financières	18	50,0	110	-12,7	27	12,5	30	30,4	47	-14,5
Activités immobilières	114	-20,3	421	-0,5	139	4,5	76	13,4	241	-3,6
Services aux entreprises	311	10,7	1 665	1,6	297	19,8	201	-9,9	624	4,5
Services aux particuliers	331	-9,1	1 023	-5,9	380	6,4	216	8,5	520	0,4
<i>don t : Hôtels-cafés-restaurants</i>	162	-19,4	385	-16,7	168	4,3	93	29,2	172	3,0
Education, santé, action sociale	153	45,7	838	12,0	191	16,5	109	5,8	386	27,0
<b>Ensemble créations</b>	<b>2 101</b>	<b>1,5</b>	<b>8 402</b>	<b>0,4</b>	<b>2 019</b>	<b>2,4</b>	<b>1 479</b>	<b>2,2</b>	<b>3 307</b>	<b>3,4</b>

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture et administration

#### Créations d'entreprises : rupture de série

Depuis janvier 2007, la définition des créations d'entreprises dénombrées par l'Insee est modifiée.

Il n'y a création d'entreprise que si elle s'accompagne de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production.

## 3.1.7. Défaillances d'entreprises par département

*Unité : entreprise*

	2007	2008	08/07 %	2008				Part en % départ. Aquitaine
				T1 <i>Variation annuelle, données brutes</i>	T2	T3	T4	
Dordogne	248	329	32,7	25,4	2,9	90,9	31,9	12,4
Gironde	1 151	1 394	21,1	15,4	1,6	15,1	53,1	52,4
Landes	217	264	21,7	-3,0	44,4	20,4	33,9	9,9
Lot-et-Garonne	213	241	13,1	-20,3	19,5	8,3	50,9	9,1
Pyrénées-Atlantiques	353	433	22,7	16,1	4,4	31,1	38,2	16,3
<b>Aquitaine</b>	<b>2 182</b>	<b>2 661</b>	<b>22,0</b>	<b>10,9</b>	<b>7,1</b>	<b>24,1</b>	<b>45,8</b>	<b>(1) 5,4</b>

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Champ : Ensemble des activités hors agriculture, administration et activités associatives

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

## 3.1.8. Défaillances d'entreprises par secteur d'activité

*Unité : entreprise*

	2007	2008	08/07 %	2008				Part en % Aquitaine France
				T1 <i>Variation annuelle, données brutes</i>	T2	T3	T4	
<b>Aquitaine</b>								
Industrie	175	197	12,6	-28,0	0,0	40,0	47,8	4,6
Construction	597	722	20,9	29,3	30,9	8,1	17,1	5,6
Tertiaire	1 344	1 686	25,4	12,1	2,3	29,8	60,4	5,5
<i>dont commerce</i>	557	675	21,2	10,1	12,9	33,3	30,1	5,7
Ensemble des activités	2 182	2 661	22,0	10,9	7,1	24,1	45,8	5,4
<b>France</b>								
Industrie	3 953	4 286	8,4	-1,6	-3,5	21,9	19,5	///
Construction	11 176	12 945	15,8	19,3	14,6	13,8	15,5	///
Tertiaire	26 947	30 605	13,6	9,4	8,0	19,4	18,3	///
<i>dont commerce</i>	10 824	11 940	10,3	4,5	9,5	11,0	16,2	///
Ensemble des activités	43 383	48 990	12,9	9,9	7,9	17,6	16,8	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Champ : Ensemble des activités hors agriculture, administration et activités associatives

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

Les défaillances couvrent l'ensemble des jugements prononçant, soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit directement la liquidation judiciaire. Elles ne tiennent pas compte de l'issue des procédures : liquidation ou redressement par continuation ou reprise.

### 3. Statut d'activité

### 3.2. Artisanat

#### 3.2.1 Répartition des entreprises artisanales inscrites au répertoire SIRENE selon l'activité et la taille

*Unité : entreprise*

Aquitaine	Total		0 salarié*		1 à 10 salariés		11 sal. ou plus	
	2008	08/07	2008	08/07	2008	08/07	2008	08/07
		%		%		%		%
<b>Industries agroalimentaires</b>	2 931	0,2	896	2,6	1 813	-1,2	222	2,3
<b>Autres industries, énergie</b>	7 124	-0,1	3 730	1,5	2 868	-2,3	526	1,0
<i>dont :</i>								
Industries équipements du foyer	1 581	0,4	1 121	1,4	433	-2,0	27	3,8
Industries équipements mécaniques	1 402	1,3	601	1,5	645	-0,6	156	9,1
Industrie du bois et papier	709	-3,0	367	7,6	270	-16,7	72	9,1
Métallurgie, transformation des métaux	672	-0,3	257	2,8	338	-1,7	77	-3,8
Ind. Équipements électriques électroniques	585	-0,7	237	-5,6	323	4,9	25	-16,7
Industries des produits minéraux	487	0,6	225	1,8	214	-0,5	48	0,0
<b>Construction</b>	22 834	4,9	11 642	6,2	10 311	3,7	881	2,7
<b>Commerce</b>	8 262	1,8	3 426	3,7	4 491	0,7	345	-2,3
Commerce, réparation automobile	3 332	0,1	1 003	-0,2	2 170	0,4	159	-1,9
Commerce de gros	589	13,5	173	57,3	333	2,5	83	-1,2
Commerce de détail, réparations	4 341	1,7	2 250	2,8	1 988	0,8	103	-3,7
<b>Transports</b>	1 437	4,1	1 121	3,1	260	5,7	56	19,1
<b>Services aux entreprises</b>	2 451	9,1	1 435	8,8	869	9,7	147	8,9
<i>dont :</i>								
Conseils et assistance	817	11,6	461	10,0	329	15,8	27	-6,9
Services opérationnels	1 620	7,8	969	8,1	533	6,2	118	12,4
<b>Services aux particuliers</b>	6 821	4,8	3 563	7,5	3 151	1,6	107	16,3
<i>dont :</i>								
Services personnels et domestiques	5 733	4,0	3 057	6,9	2 615	1,0	61	-3,2
<b>Autres activités de services</b>	453	25,5	150	74,4	206	11,4	97	7,8
<b>Ensemble entreprises artisanales</b>	<b>52 313</b>	<b>3,7</b>	<b>25 963</b>	<b>5,5</b>	<b>23 969</b>	<b>2,0</b>	<b>2 381</b>	<b>2,9</b>

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1er janvier 2008 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2007 : données définitives

\*yc effectif non déclaré

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture et hors locations immobilières

hors locations de logements, de terrains et d'autres biens immobiliers (non stabilité de champ entre les 2 années)

#### 3.2.2. Répartition des entreprises artisanales selon la taille par département en 2007

*Unité : entreprise*

	Total		0 salarié*		1 à 10 salariés		11 sal. ou plus	
	2008	08/07	2008	08/07	2008	08/07	2008	08/07
		%		%		%		%
Dordogne	8 405	2,6	4 285	4,3	3 764	0,7	356	1,1
Gironde	20 679	4,2	10 242	6,1	9 481	2,4	956	2,2
Landes	6 368	4,8	3 083	7,2	2 984	2,3	301	6,0
Lot-et-Garonne	6 152	2,5	3 029	2,1	2 854	3,0	269	1,9
Pyrénées-Atlantiques	10 709	3,8	5 324	6,1	4 886	1,4	499	4,4
<b>Aquitaine</b>	<b>52 313</b>	<b>3,7</b>	<b>25 963</b>	<b>5,5</b>	<b>23 969</b>	<b>2,0</b>	<b>2 381</b>	<b>2,9</b>

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1er janvier 2008 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2007 : données définitives

\*yc effectif non déclaré

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture et hors locations immobilières

hors locations de logements, de terrains et d'autres biens immobiliers (non stabilité de champ entre les 2 années)

## 3.2.4. Évolution des créations d'entreprises artisanales

	2007	2008	08/07 %
Ensemble des activités	5 121	5 594	9,2
<i>dont :</i>			
IAA	196	223	13,8
Autres fabrications	486	527	8,4
Construction	3 056	3 043	-0,4
Commerce	388	563	45,1
Services (hors commerce)	995	1 238	24,4

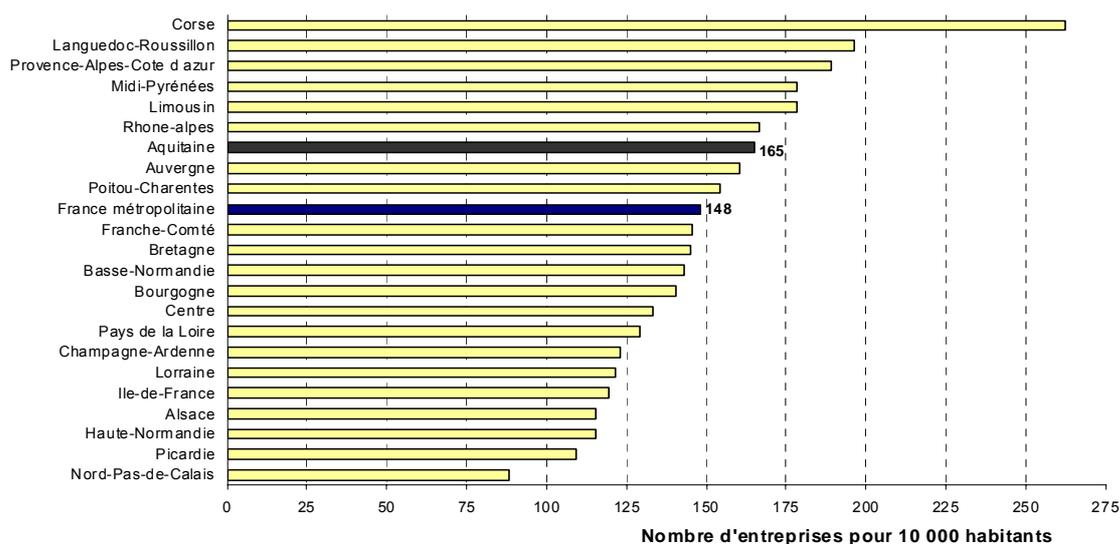
Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

## 3.2.5. Évolution des défaillances d'entreprises artisanales

	2007	2008	08/07 %
Ensemble des activités	851	950	11,6
<i>dont :</i>			
IAA	44	49	11,4
Autres fabrications	85	84	-1,2
Construction	551	628	14,0
Commerce	78	92	17,9
Services (hors commerce)	93	97	4,3

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

## Densité artisanale par région au 1er janvier 2008



Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements) - Sirene - stock au 1er janvier 2008 - Données semi-définitives

## 3. Statut d'activité

### 3.3. Professions libérales

#### 3.3.1. Répartition des professions libérales selon l'activité et la taille de l'établissement

*Unité : établissement*

	Total		dont 0 salarié		dont 1 à 5 salariés	
		08/07		08/07		08/07
	2008	%	2008	%	2008	%
<b>Aquitaine</b>						
Pratique médicale	6 289	0,8	5 157	0,8	1 091	0,6
Auxiliaires médicaux	8 420	6,4	8 287	6,3	131	9,2
Pratique dentaire	2 046	0,8	1 272	-0,5	762	2,7
Pharmaciens	142	34,0	10	66,7	77	26,2
Laboratoires d'analyses médicales	188	3,3	35	25,0	47	0,0
Activités vétérinaires	349	3,6	197	2,6	136	4,6
<b>Total santé</b>	<b>17 434</b>	<b>3,7</b>	<b>14 958</b>	<b>3,8</b>	<b>2 244</b>	<b>2,7</b>
Activités juridiques	1 719	4,1	1 171	6,7	484	-1,6
Activités d'architecture	1 156	2,8	864	4,7	266	-2,6
Conseils pour les affaires et la gestion	1 019	9,2	987	9,4	31	6,9
Activités comptables	409	-2,9	238	-4,8	139	3,0
Ingénierie, études techniques	506	4,1	442	5,7	61	-6,2
Secrétariat et traduction	404	4,7	399	4,7	5	0,0
Métreurs, géomètres	207	0,0	124	2,5	59	-1,7
Activités informatiques	380	14,1	374	14,4	6	0,0
Services divers aux entreprises	617	1,1	587	1,9	30	-11,8
Auxiliaires d'assurances (1)	662	-25,2	407	-8,5	241	-43,6
Formation et recherche	1 270	-9,2	1 096	1,5	163	-40,7
<i>dont écoles de conduite</i>	360	1,4	217	-1,8	134	5,5
Activités culturelles	631	9,0	612	7,4	19	111,1
<b>Ensemble des activités</b>	<b>26 414</b>	<b>3,2</b>	<b>22 258</b>	<b>4,4</b>	<b>3 748</b>	<b>-3,3</b>

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1er janvier 2008 : données semi-définitives

(1) Y compris la gestion de portefeuilles

#### 3.3.2. Répartition des professions libérales selon la taille de l'établissement par département

*Unité : établissement*

	Total		dont 0 salarié		dont 1 à 5 salariés	
		08/07		08/07		08/07
	2008	%	2008	%	2008	%
Dordogne	2 575	1,7	2 059	2,3	469	-0,6
Gironde	13 174	3,8	11 303	4,9	1 695	-2,4
Landes	2 502	3,1	2 085	4,9	386	-5,9
Lot-et-Garonne	2 302	1,5	1 856	2,5	389	-6,0
Pyrénées-Atlantiques	5 861	3,3	4 955	4,4	809	-3,9
<b>Aquitaine</b>	<b>26 414</b>	<b>3,2</b>	<b>22 258</b>	<b>4,4</b>	<b>3 748</b>	<b>-3,9</b>

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1er janvier 2008 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2007 : données définitives

Champ : les pharmaciens quel que soit leur statut, plus les sociétés d'exercice libéral, ainsi que les associés gérants des sociétés civiles professionnelles (SCP) et toutes les personnes physiques (travailleurs indépendants cotisant aux URSSAF), correspondant aux professions habituellement qualifiées de 'libérales'.

## 3.4. Economie sociale (employeurs)

### 3.4.1. Économie Sociale et Solidaire Répartition des établissements employeurs et des effectifs salariés selon les familles

	2007		Part sur ensemble (%)	
	Établissements	Effectifs salariés (au 31/12)	Établissements	Effectifs salariés
<b>Aquitaine</b>				
Coopératives du domaine agricole	384	3 859	3,3	3,6
Coopératives de crédit	899	8 074	7,6	7,5
Coopératives de production	74	1 073	0,6	1,0
Coopératives autres	152	3 393	1,3	3,2
<b>Coopératives</b>	<b>1 509</b>	<b>16 399</b>	<b>12,8</b>	<b>15,3</b>
Mutuelles régies par le code de la mutualité	244	3 140	2,1	2,9
Mutuelles régies par le code des assurances	111	1 650	0,9	1,5
<b>Mutuelles</b>	<b>355</b>	<b>4 790</b>	<b>3,0</b>	<b>4,5</b>
Associations du domaine social	1 962	43 526	16,7	40,6
Associations du domaine éducation-recherche	1 078	14 062	9,2	13,1
Associations de santé	148	4 851	1,3	4,5
Associations sportives	2 009	3 913	17,1	3,6
Associations de culture-loisirs	1 693	3 467	14,4	3,2
Associations d'hébergement-restauration	254	1 377	2,2	1,3
Associations de transports	188	459	1,6	0,4
Association de services aux entreprises	899	6 318	7,6	5,9
Autres associations	1 639	5 518	13,9	5,1
<b>Associations</b>	<b>9 870</b>	<b>83 491</b>	<b>83,9</b>	<b>77,7</b>
<b>Fondations</b>	<b>29</b>	<b>2 733</b>	<b>0,3</b>	<b>2,5</b>
<b>Ensemble Économie sociale et solidaire</b>	<b>11 763</b>	<b>107 413</b>	<b>100,1</b>	<b>100,0</b>

Source : Insee - Clap

Champ : Nomenclature Économie Sociale et Solidaire (CRESS-INSEE) hors agriculture.

### 3.4.2. Établissements employeurs et effectifs salariés de l'économie sociale et solidaire par département

	2007		Part départ./ Aquitaine en %	
	Établissements	Effectifs salariés (au 31/12)	Établissements	Effectifs salariés
Dordogne	1 478	12 769	12,6	11,9
Gironde	4 708	45 759	40,0	42,6
Landes	1 448	10 204	12,3	9,5
Lot-et-Garonne	1 371	13 190	11,7	12,3
Pyrénées-Atlantiques	2 758	25 491	23,4	23,7
<b>Aquitaine</b>	<b>11 763</b>	<b>107 413</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Insee - Clap

Champ : Nomenclature Économie Sociale et Solidaire (CRESS-INSEE) hors agriculture.

### 3.4.3. Dont : Associations employeuses et effectifs salariés par département

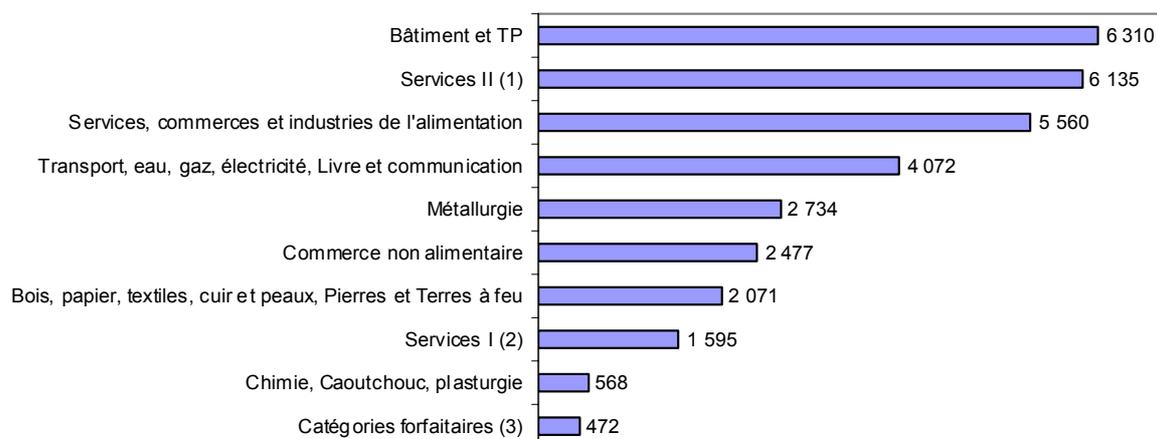
	2007		Part départ./ Aquitaine en %	
	Établissements	Effectifs salariés (au 31/12)	Établissements	Effectifs salariés
Dordogne	1 209	8 716	12,2	10,4
Gironde	4 108	36 349	41,6	43,6
Landes	1 143	6 658	11,6	8,0
Lot-et-Garonne	1 115	10 520	11,3	12,6
Pyrénées-Atlantiques	2 295	21 248	23,3	25,4
<b>Aquitaine</b>	<b>9 870</b>	<b>83 491</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Insee - Clap

Champ : Nomenclature Économie Sociale et Solidaire (CRESS-INSEE) hors agriculture.

Données 2006 et 2007 non disponibles

### Accidents du travail avec arrêt en 2005



Source: CRAMA

- (1) Santé et action sociale, travail temporaire, service personnel  
 (2) Banque, assurance, recherche, éducation, administration  
 (3) Les résultats des sièges sociaux et bureaux ne sont pas donnés avec les activités dont relèvent les entreprises concernées, mais sont globalisés dans le cadre des catégories forfaitaires. Ils ne peuvent être répartis ni par activité, ni par département.

#### 3.5.1. Evolution des accidents du travail avec arrêt

	2003	2004	2005	05/04	
				%	
				Aquitaine	France
Sections d'établissement	113 612	114 389	113 696	-0,6	...
Nombre de salariés	754 351	771 293	795 974	3,2	0,3
Accidents avec arrêt de travail	33 322	32 034	31 994	-0,1	-0,6
Accidents graves ( <i>avec incapacité permanente partielle</i> )	2 513	2 771	2 647	-4,5	...
Accidents mortels	45	28	22	-21,4	-8,7
Nombre de journées perdues ( <i>incapacité temporaire</i> )	1 581 483	1 551 873	1 521 413	-2	...
Somme des taux d'incapacité permanente partielle	26 722	27 167	27 363	0,7	...
Indice de fréquence	43	42	40	-3,2	-1,0

Source: CRAMA et CNAM

Accident du travail avec arrêt : accident ayant entraîné un arrêt d'au moins 24 heures.

Indice de fréquence : quotient du nombre d'accidents du travail par le nombre de salariés ( pour mille salariés).

- Activités de service I : services financiers, assurances, services d'auxiliaires financiers et d'assurance, services de traitement des données et de banques de données, activités de recherche scientifique et technique, services juridiques, comptables et de conseil de gestion, services d'ingénierie et d'études techniques, services d'administration générale, économique et sociale, enseignement primaire et secondaire, services extraterritoriaux.

- Activité de service II : services d'enquêtes et de sécurité, de nettoyage, de conditionnement à façon, services annexes à la production, services relatifs à la santé humaine, services d'action sociale, activités associatives et services personnels.

## 3.5. Données sociales

### 3.5.2. Bénéficiaires du RMI - Revenu Minimum d'Insertion

	au 31 décembre		08/07 %	Part en % départ. Aquitaine
	2007	2008		
	Dordogne	6 105		
Gironde	23 785	23 334	-1,9	48,5
Landes	4 622	4 608	-0,3	9,6
Lot-et-Garonne	5 283	5 368	1,6	11,2
Pyrénées-Atlantiques	9 404	9 277	-1,4	19,3
<b>Aquitaine</b>	<b>49 199</b>	<b>48 118</b>	<b>-2,2</b>	<b>4,8 <sup>(1)</sup></b>
<b>France métro.</b>	<b>1 028 050</b>	<b>1 005 205</b>	<b>-2,2</b>	<b>///</b>

Source : Caisse nationale des allocations familiales - Mutualité sociale agricole

Champ : nombre de bénéficiaires du RMI payés par les CAF et les MSA.

<sup>(1)</sup> Part en % de l'Aquitaine dans la France

### 3.5.3 Bénéficiaires d'aides au logement : APL, ALF et ALS

	au 31 décembre		08/07 %	Part en % départ. Aquitaine
	2007	2008		
	<b>APL : Aide personnalisée au logement</b>			
Dordogne	9 419	9 746	3,5	9,9
Gironde	47 940	50 963	6,3	51,8
Landes	7 350	7 873	7,1	8,0
Lot-et-Garonne	7 386	7 797	5,6	7,9
Pyrénées-Atlantiques	20 982	21 969	4,7	22,3
<b>Aquitaine</b>	<b>93 077</b>	<b>98 348</b>	<b>5,7</b>	<b>3,9 <sup>(1)</sup></b>
<b>France métro.</b>	<b>2 397 632</b>	<b>2 517 212</b>	<b>5,0</b>	<b>///</b>
<b>ALF : Allocation de logement familiale</b>				
Dordogne	7 888	8 484	7,6	13,5
Gironde	25 118	26 991	7,5	42,8
Landes	6 825	7 503	9,9	11,9
Lot-et-Garonne	7 902	8 358	5,8	13,3
Pyrénées-Atlantiques	11 061	11 736	6,1	18,6
<b>Aquitaine</b>	<b>58 794</b>	<b>63 072</b>	<b>7,3</b>	<b>5,3 <sup>(1)</sup></b>
<b>France métro.</b>	<b>1 104 781</b>	<b>1 185 750</b>	<b>7,3</b>	<b>///</b>
<b>ALS : Allocation de logement sociale</b>				
Dordogne	13 882	14 763	6,3	10,7
Gironde	68 471	72 055	5,2	52,1
Landes	10 215	11 191	9,6	8,1
Lot-et-Garonne	11 530	12 391	7,5	9,0
Pyrénées-Atlantiques	26 796	28 019	4,6	20,2
<b>Aquitaine</b>	<b>130 894</b>	<b>138 419</b>	<b>5,7</b>	<b>6,4 <sup>(1)</sup></b>
<b>France métro.</b>	<b>2 028 904</b>	<b>2 147 921</b>	<b>5,9</b>	<b>///</b>

Source : Caisse nationale des allocations familiales - fichier FILEAS

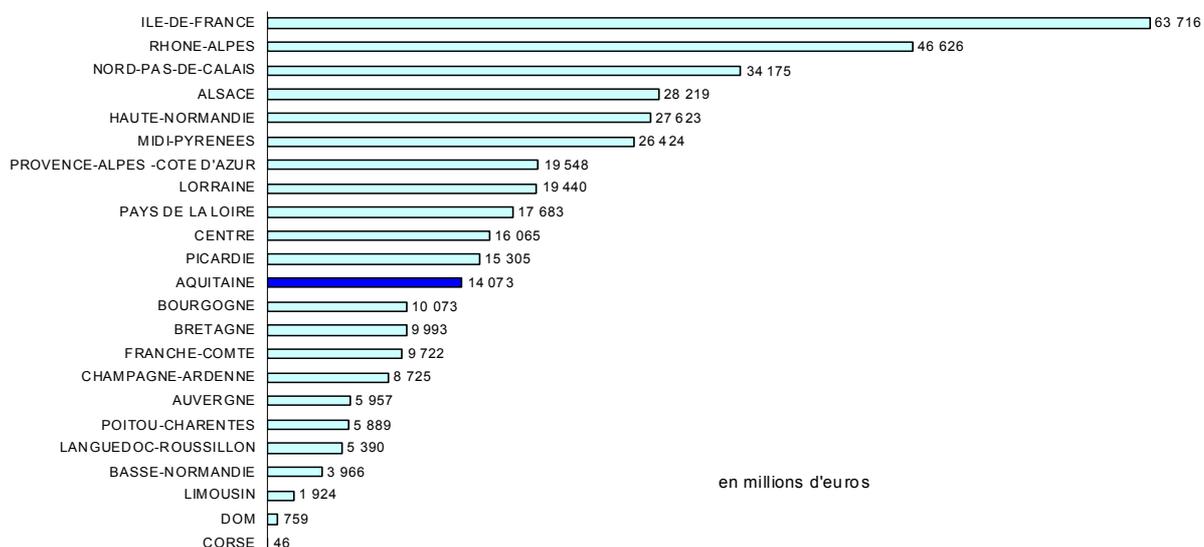
Champ : nombre de bénéficiaires de l'allocation payés par les CAF.

<sup>(1)</sup> Part en % de l'Aquitaine dans la France



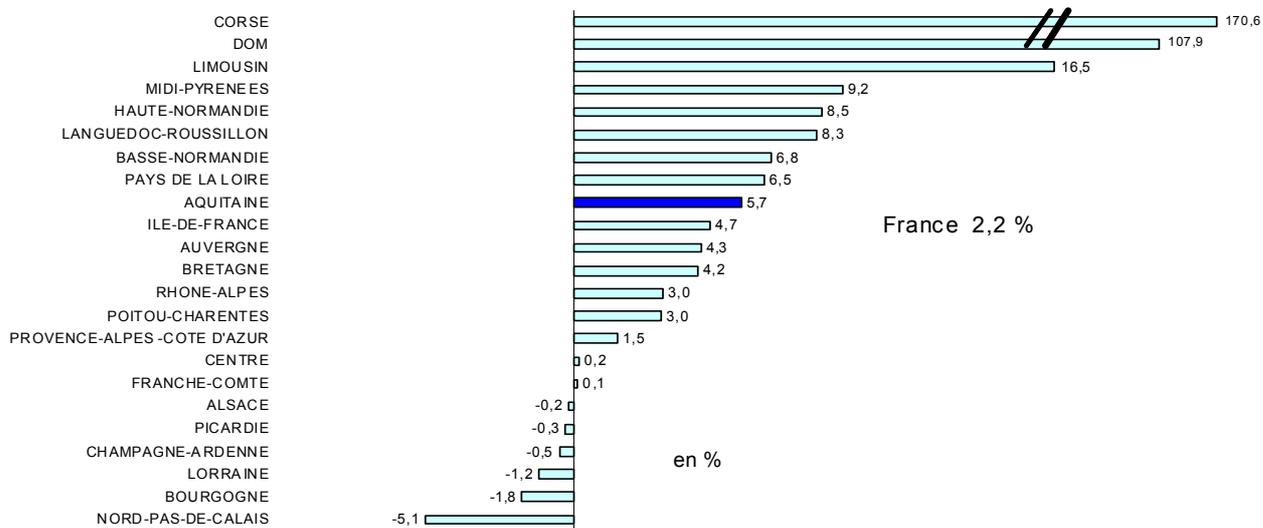
# Comparaisons régionales

### Valeur des exportations en 2008



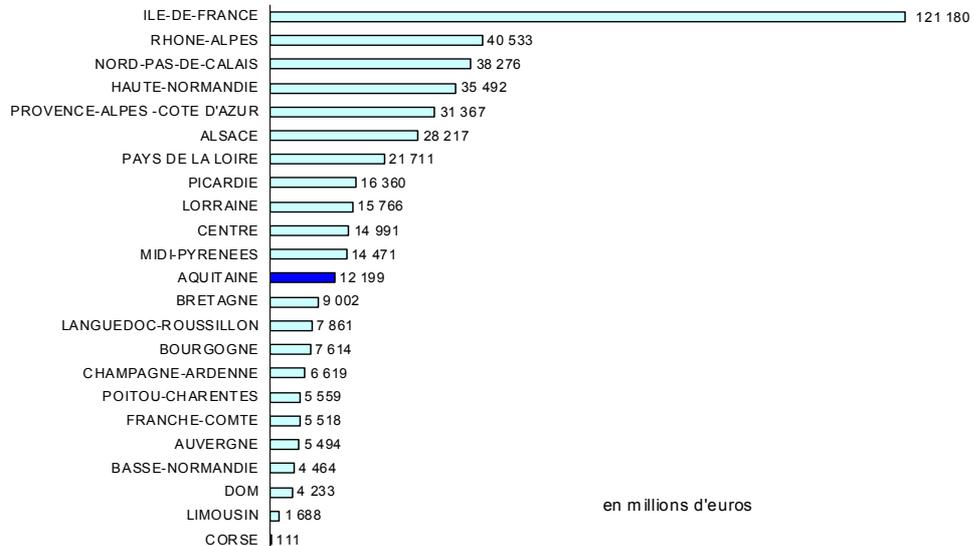
Source : Direction générale des douanes (exploitation 12 juin 2009)

### Évolution de la valeur des exportations entre 2007 et 2008



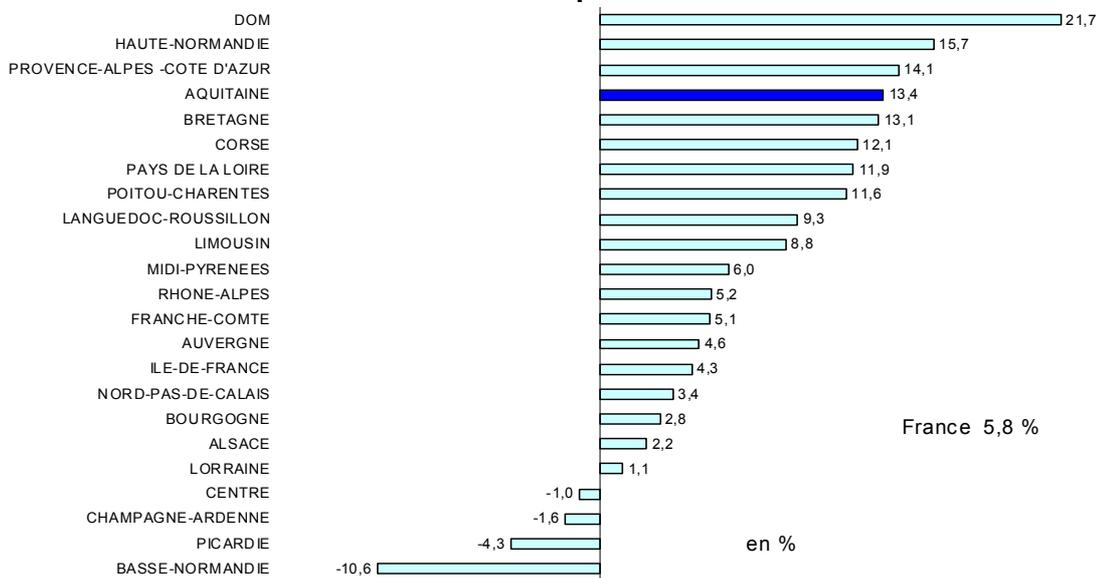
Source : Direction générale des douanes (exploitation 12 juin 2009)

Valeur des importations en 2008



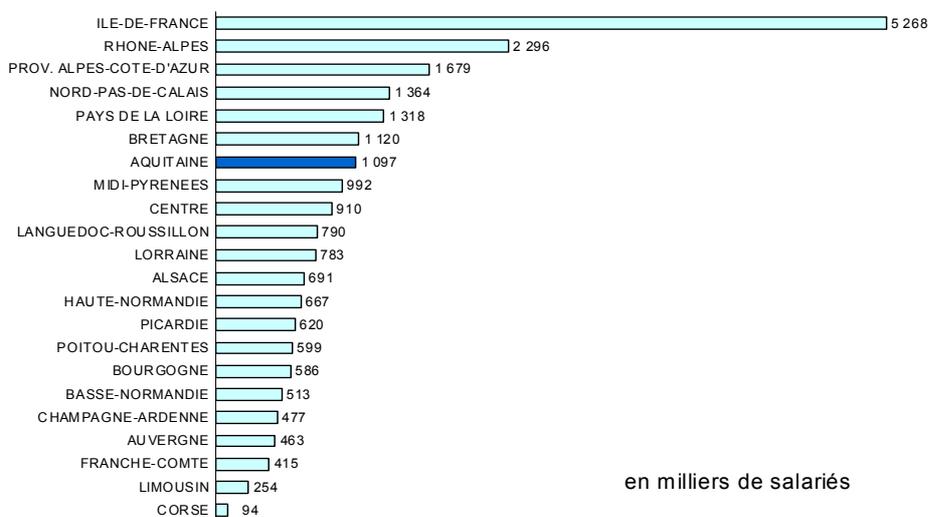
Source : Direction générale des douanes (exploitation 12 juin 2009)

Évolution de la valeur des importations entre 2007 et 2008



Source : Direction générale des douanes (exploitation 12 juin 2009)

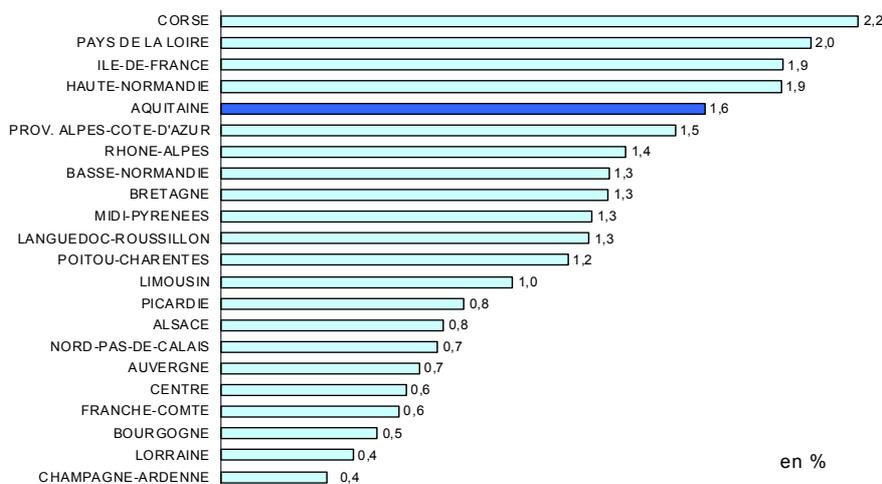
### Emploi salarié au 31 décembre 2007



en milliers de salariés

Source : Insee - Estimations d'emploi salarié total (provisoire)

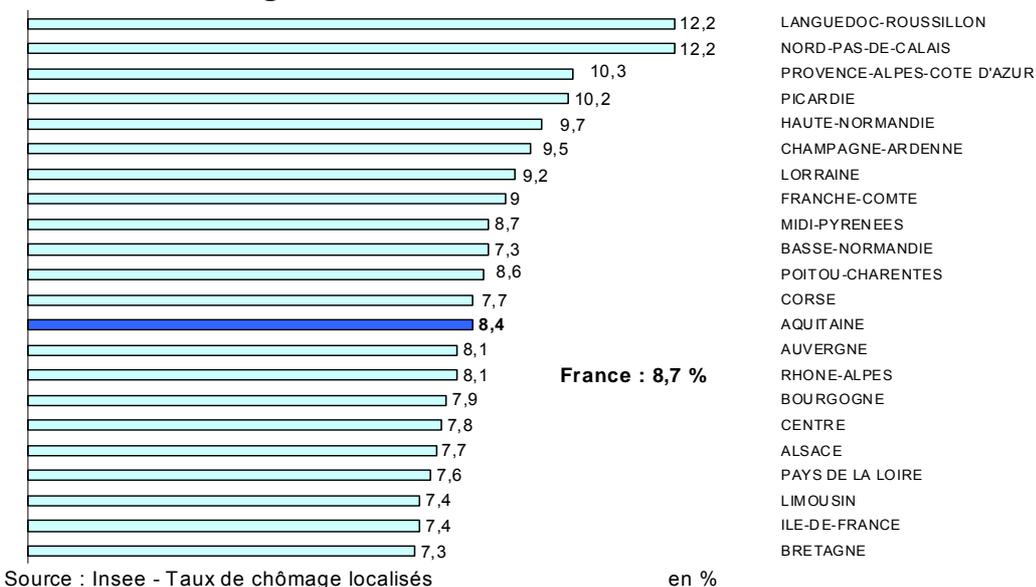
### Évolution de l'emploi salarié entre fin 2006 et fin 2007



en %

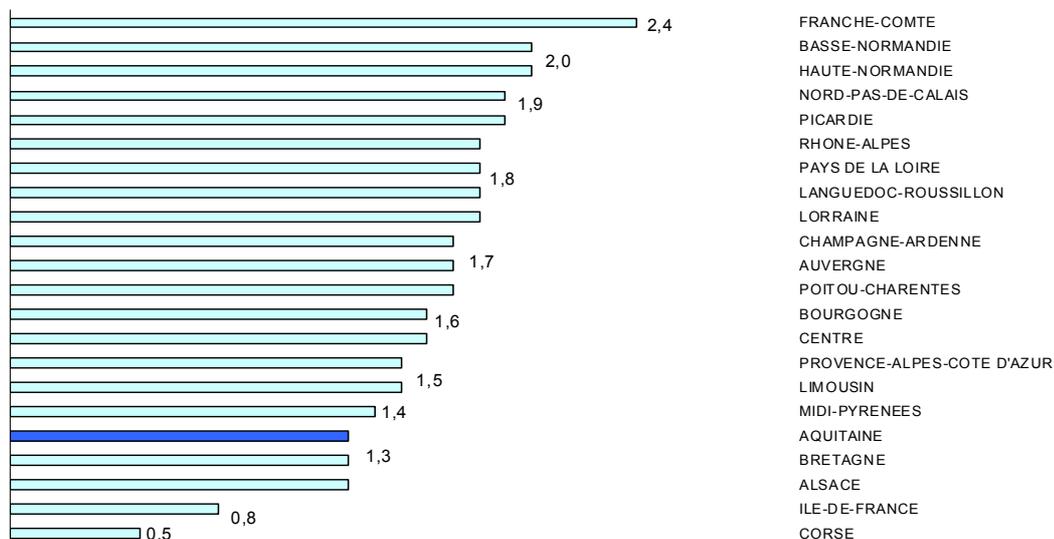
Source : Insee - Estimation de l'emploi salarié total (définitif 2006 et provisoire 2007)

### Taux de chômage localisés au T1 - 2009



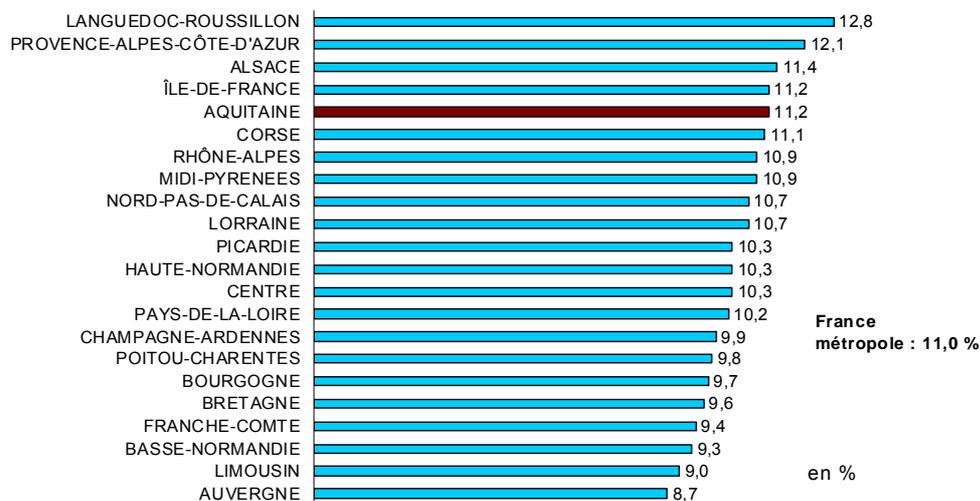
Source : Insee - Taux de chômage localisés

### Écart en point des taux de chômage entre T1 - 2008 et T1 - 2009



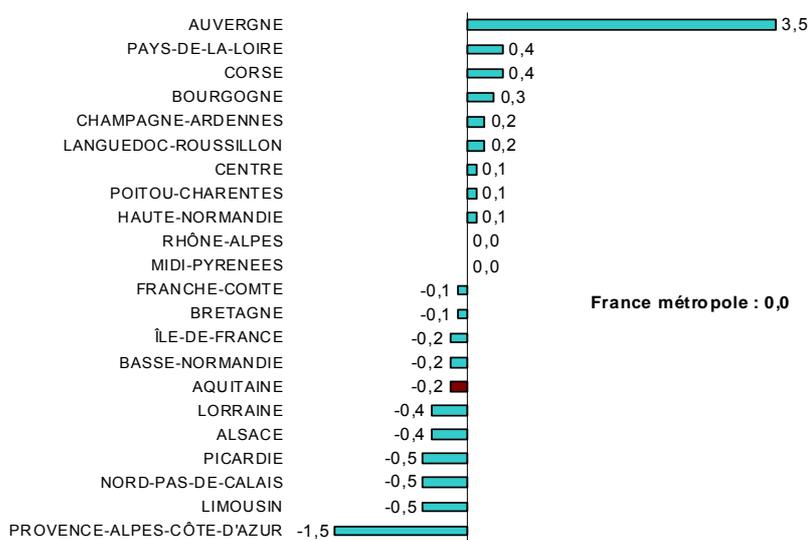
Source : Insee - Taux de chômage localisés

### Taux de création en 2008



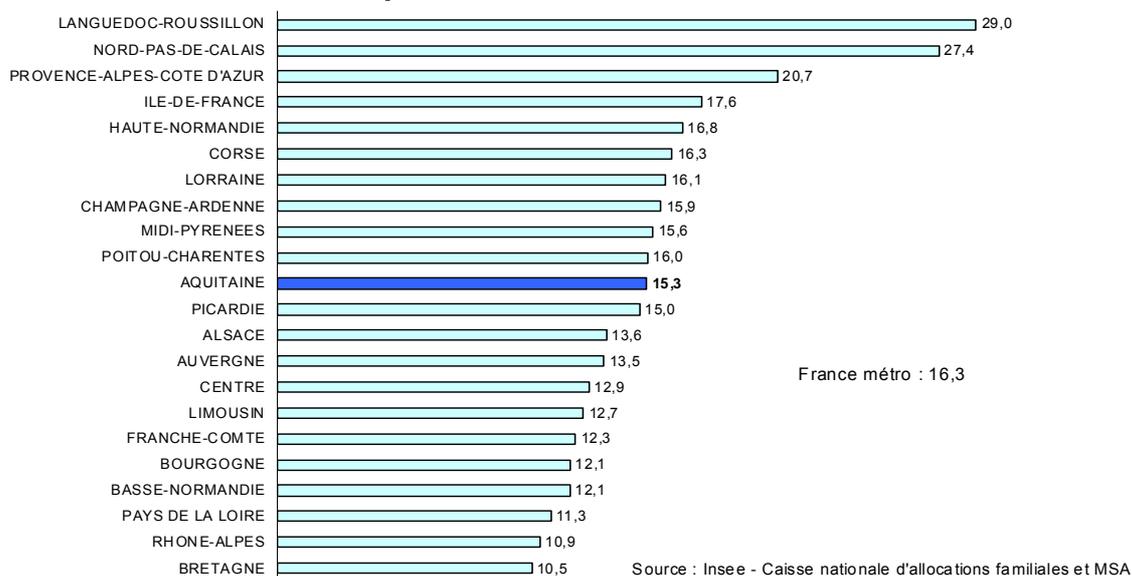
Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

### Écart en points des taux de création entre 2007 et 2008

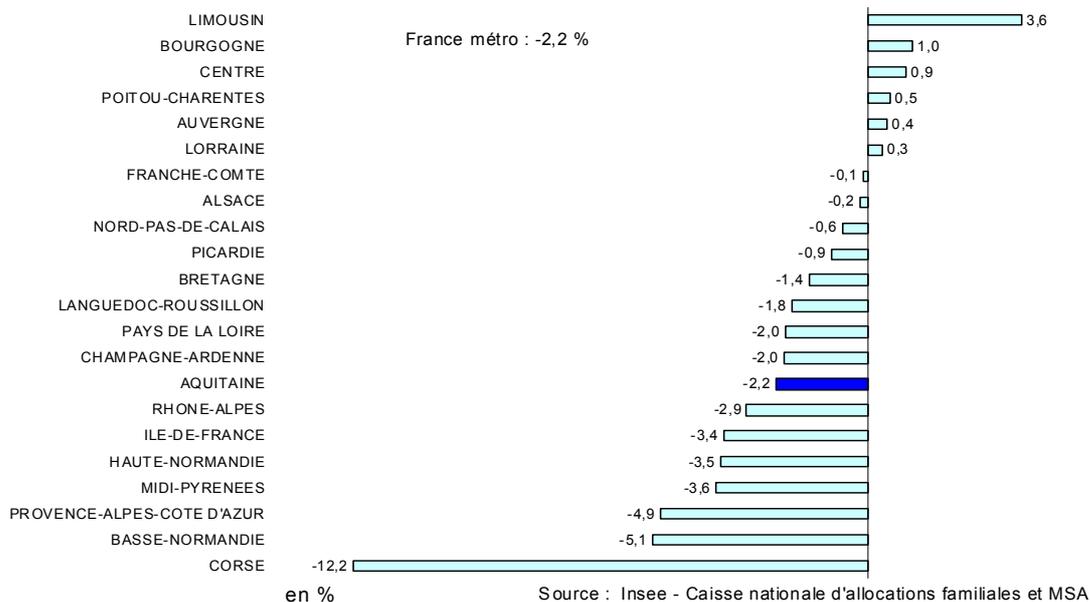


Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

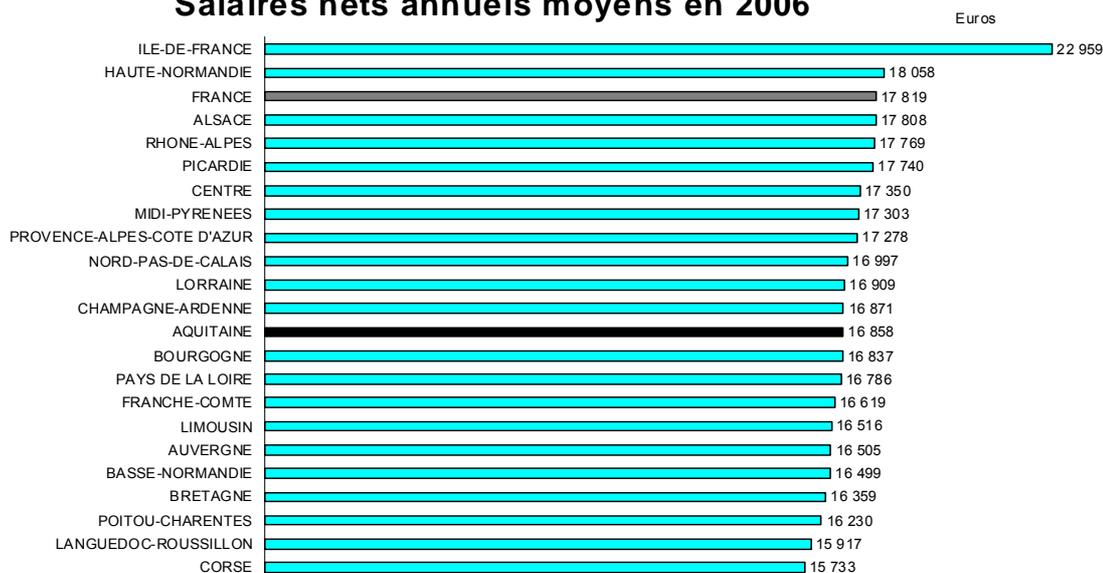
## Bénéficiaires du RMI pour 1000 habitants en décembre 2008



## Evolution du nombre de bénéficiaires de déc. 2007 à déc. 2008

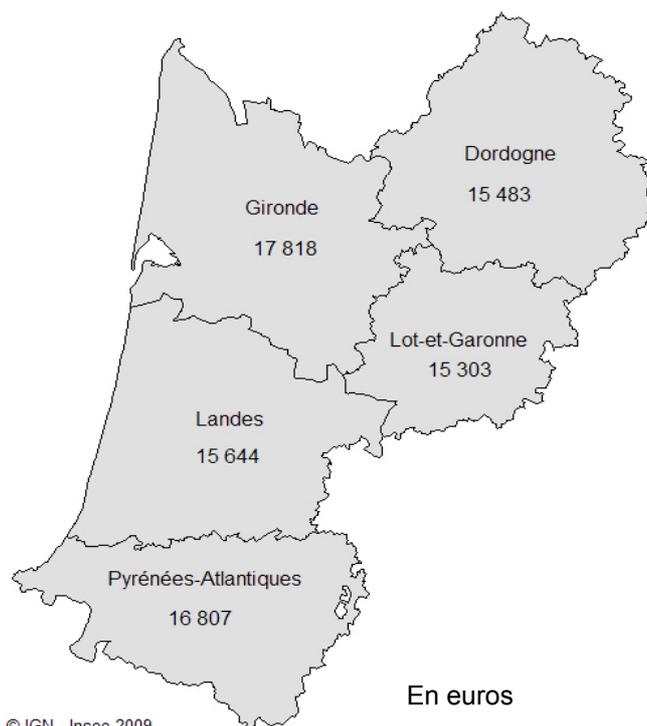


### Salaires nets annuels moyens en 2006



Source : Insee - DADS 2006

### Salaires net annuels moyens en Aquitaine en 2006



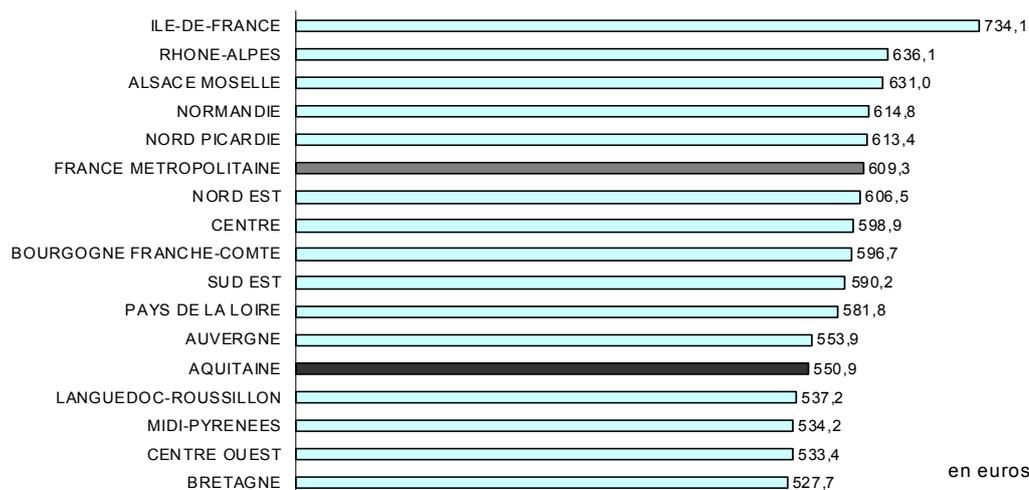
© IGN - Insee 2009

Source : Insee - DADS 2006

**Salaires annuels moyens nets** : quotient de la masse salariale nette totale perçue au cours de l'année par le nombre total de salariés.

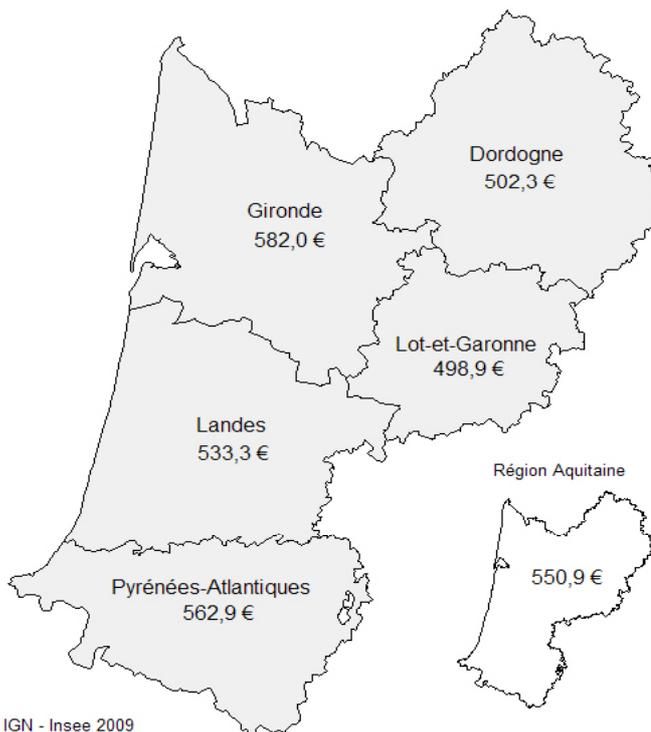
**Champ** : Le salaire net (de prélèvements sociaux) est le salaire que perçoit effectivement le salarié. Calculé dans les secteurs privé et semi-public à partir du salaire net fiscal disponible sans la DADS. Il est net de toutes cotisations sociales, y compris CSG (contribution sociale généralisée) et CRDS (contribution au remboursement de la dette sociale). Il ne comprend pas les participations (qui ne sont pas imposables). Le champ de l'exploitation statistique (DADS) couvre l'ensemble des employeurs à l'exception de la fonction publique d'Etat et des particuliers-employeurs. Le champ de la publication des résultats exclut également les apprentis, les stagiaires et les emplois aidés, les agents des collectivités territoriales ainsi que les dirigeants salariés de leur entreprise.

## Montant mensuel moyen des retraites versées en 2007



Source : Cnav - Retraités du régime général

## Montant mensuel moyen des retraites en Aquitaine au 31 décembre 2007



Source : CNAV - Retraités du régime général

**Montant moyen des retraites** : quotient du montant des sommes versées par le nombre moyen de retraités.

**Montant des retraites** : La prestation servie correspond à la prestation de base plus l'allocation supplémentaire :

-La prestation de base comprend : la retraite de base (retraite du régime général) et les compléments de pension (majoration pour enfants de 10%, pour conjoint à charge, pour tierce personne et avantages spécifiques).

-L'allocation supplémentaire tend à procurer à toute personne âgée un montant minimum de ressources uniforme quel que soit le régime auquel elle est rattachée. Son attribution est subordonnée à une condition de ressources.

**Régions** : le découpage régional correspond à celui des caisses régionales d'assurance maladie.

## Dossier

(disponible uniquement au format pdf)

### Note de conjoncture régionale Rapport économique - Indicateurs statistiques

Cette "Note de conjoncture régionale", réalisée par la Direction régionale d'Aquitaine, présente la contribution de l'Insee aux travaux du Conseil économique et social portant sur la conjoncture économique de l'Aquitaine en 2008 ainsi que sur les premiers mois de 2009.

Ce document comprend des synthèses rédigées illustrées de nombreux graphiques et des indicateurs statistiques.

La "Note de conjoncture régionale" s'adresse à tous ceux qui souhaitent mieux comprendre, analyser et anticiper l'économie en Aquitaine.



Directeur de la publication : **François Elissalt**

Rédacteur en chef : **Élisabeth Nadeau**

INSEE Aquitaine - 33, rue de Saget - 33076 Bordeaux cedex

Tél. : 05 57 95 05 00 - Fax : 05 57 95 03 58 - Minitel : 3617 INSEE - Internet : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

© Insee 2009 - Dépôt légal : 3<sup>e</sup> trimestre 2009

Composition : Insee Aquitaine